

سكوتيا

Les SALT

M. Brejnev a reçu M. Cyrus Vance

LIRE PAGE 24

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,70 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 1,20 F; Tunisie, 1,20 F; Allemagne, 1 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 17 fr.; Canada, 5,75 \$; Danemark, 3,75 kr.; Espagne, 35 pes.; États-Unis, 20 c.; France, 22 fr.; Grèce, 100 dr.; Italie, 200 L.; Japon, 200 y.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Royaume-Uni, 2,50 sh.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 85 cts.; Venezuela, 13 sb.

5, RUE DES ITALIENS  
75007 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4287-23 Paris  
TÉLEX Paris n° 656672  
TEL. : 246-72-23

## BULLETIN DU JOUR

### La F.S.M. sous le vent d'Est

Le congrès de la Fédération syndicale mondiale qui s'achève ce samedi à Prague a, pour la première fois, balayé toute illusion. En dépit de leurs proclamations de foi dans la coexistence pacifique, les pays de l'Est se replient sur eux-mêmes.

Pour eux, le socialisme tel qu'ils l'entendent reste toujours la loi suprême. Il est inattaquable, car, selon le mot de M. Gaspar, président des syndicats hongrois, « on ne peut demander au soleil levant de nous donner la chaleur du midi ». Et tous les mouvements syndicaux doivent lutter contre la « bombe à neutrons », ainsi que l'a dit avec force son collègue soviétique, M. Chibav, appel solennellement repris par les délégués venus de tous les horizons.

La C.G.T. avait tenté une ouverture sans en marchander le prix : elle se dégage de manière spectaculaire en renouant au secrétariat général, qu'elle détenait depuis la création de l'Internationale syndicale II y a un tiers de siècle.

Instantanément, la centrale française s'est retrouvée isolée. Elle n'a recueilli pour unique soutien déclaré, que celui de la C.G.E.L. sa sœur italienne. Or celle-ci n'était présente qu'à titre d'observateur, puisqu'elle a rompu ses dernières attaches avec la F.S.M., qu'elle estime incapable de toute transformation interne.

Derrière M. Chibav, ceux qui naguère tentaient de sauver la forme ont participé à l'assaut contre la C.G.T.

Cette relecture dans les arrières de la politique des blocs a fait apparaître que les Soviétiques ne s'intéressent guère pour le moment à l'Europe occidentale. Seuls leur importent les pays en voie de développement en Afrique et en Amérique du Sud. Vue de Moscou, la restructuration du syndicalisme international n'a guère d'autre sens : celle que connaît la F.S.M. doit s'emparer des dépouilles d'une Confédération internationale des syndicats libres discréditée dans le tiers-monde par ses relations avec l'impérialisme américain et de celles d'une C.M.T. (ce-internationalisme chrétien), laissée exsangue après son démantèlement européen.

Pourtant, c'est en Europe occidentale que le mouvement ouvrier international a les meilleures chances de retrouver un second souffle. D'une part, parce que l'efficacité, face à la dépression économique et à l'emprise des transnationales, réside aujourd'hui dans des regroupements syndicaux circonscrits par région, par continent ou par pays. C'est la voie que le pays arabe en créant la CISA et celle qui a suivi l'Argentine avec l'OUASA. C'est celle que s'efforce de tracer la Confédération européenne des syndicats. Le jour où celle-ci accueillera la totalité des syndicats italiens, français, espagnols et portugais. Mais l'arrivée de syndicats ou les militants communistes sont nombreux ne menacent-elles pas sa cohésion ? Du contrat d'idées à la création d'une « tendance » le pas est aisé à franchir. Un certain affrontement peut survenir entre les conceptions syndicales des Latins et celles des Nordistes entre les perspectives révolutionnaires des uns et les pratiques social-démocrates des autres. En attendant, à Prague, le vent d'Est a plus que jamais soufflé.

## ESPAGNE

### Le congrès du P.C. réclame l'unité d'action immédiate avec le parti socialiste ouvrier

Les délégués au neuvième congrès du parti communiste espagnol ont approuvé, vendredi 21 avril, à Madrid, l'abandon du terme « léniniste » dans la définition du parti. Désormais, le P.C.E. sera qualifié de « parti marxiste, démocratique et révolutionnaire ». Cette modification, proposée par M. Carrillo, secrétaire général, a obtenu 968 voix contre 248 et 40 abstentions.

La majorité des délégués se sont prononcés, d'autre part, en faveur d'une unité d'action immédiate avec le parti socialiste ouvrier espagnol, critiqué en séance par M. Carrillo.

De notre correspondant

Madrid. — Au troisième jour du IX<sup>e</sup> congrès du P.C. espagnol, la preuve est faite : la démocratisation du parti est largement amorcée. Certains observateurs, venus de pays voisins, avouent que le spectacle les a surpris : le rapport du secrétaire général, critiqué, parfois même dans ses formulations personnelles, les projets de thèse largement remaniés en commission et dont les modifications sont votées en session plénière, la présence de minorités souvent importantes. L'impression est, ensuite, que le congrès n'a pas été préfabriqué, même si la direction l'a habilement préparé, si ses délégués ont dû passer par des « filtres » successifs, et si la plupart des débats y sont arrivés amortis par les discussions préparatoires.

Certes, les congressistes ont approuvé globalement le rapport du comité central, et les changements apportés aux projets de thèse, n'en ont pas remis en cause la substance. Ils ont accepté que le parti cesse de se définir comme « léniniste », ainsi que la direction les y invitait, et malgré les escarmouches qui ont eu lieu dernièrement sur ce thème. Même les critiques et les observations ont enrichi d'un bout à l'autre le débat.

CHARLES VANHECKE

(Lire la suite page 3.)

## Le Monde

commencera dans son prochain numéro (daté 25 avril) la publication d'une série d'articles de

LOUIS ALTHUSSER

« Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste »

Premier article :

LA STRATÉGIE : LE TOURNANT DISSIMULE

## ITALIE

### Avant l'expiration de l'ultimatum M. Moro a adjuré ses amis de négocier sa libération

L'ultimatum des Brigades rouges, qui proposait d'échanger M. Aldo Moro contre des « prisonniers politiques », expire ce samedi 22 avril, à 16 heures.

Le quotidien « la Repubblica » a publié une lettre manuscrite envoyée jeudi par le Moro au secrétaire général de la démocratie chrétienne, M. Zaccagnini, dans laquelle il adjure un nouveau fois ses amis de le faire libérer.

Le pape Paul VI a lancé samedi matin un appel aux Brigades rouges. Dans une lettre, le souverain Pontife écrit : « Je vous prie à genoux, libérez M. Aldo Moro, simplement, sans conditions. »

Enfin, à Padova, le président du conseil d'administration du journal « il Gazzettino », M. Rondato, a été blessé aux jambes par balles au cours d'un attentat.

De notre correspondant

## La loi du silence

A Paris, comme à N'Djamena, c'est la loi du silence qui prévaut à propos des événements du Tchad. Ce samedi matin 22 avril, on n'avait toujours ni confirmé ni démenti, dans la capitale française, les informations selon lesquelles plusieurs centaines de militaires de l'armée française seraient partis, dès mercredi, d'Orange pour le Tchad.

Commentaire le départ récent d'assistants techniques pour N'Djamena, l'arrivée affirmée vendredi qu'il s'agissait d'un mouvement normal de relève. Ainsi, comme en 1968 déjà, lorsque le gouvernement français avait, une première fois, voté un secours des dirigeants tchadiens, on se pressait aux renseignements. L'intervention française ne fait l'objet d'aucun débat formel à Paris, elle est toujours par pour autant officiellement admise. Néanmoins, tout ce préambule a une importance dans les affaires africaines, la France s'engage de nouveau directement, comme elle l'a fait au Zaïre, puis au Sahara occidental.

Le même silence a prévalu, au sein des médias, sur le départ spécial de « Figaro », a été récemment retenu par le gouvernement tchadien, et de sa mission journalistique o'est admis, alors qu'il est plus que jamais nécessaire de donner à l'opinion internationale les informations que les officiels lui refusent. — Ph. D. (Lire en p.6.)

Roma. — L'ultimatum des Brigades rouges expirait samedi 22 avril, à 15 heures locales (16 heures à Paris).

La réponse « claire et définitive » réclamée par les larronnières, au sujet de la libération de prisonniers politiques, n'avait pas été donnée en fin de matinée. Le gouvernement était silencieux et la démocratie chrétienne avait chuté, pour sa part, une attitude modérée qui pourrait lui permettre de gagner du temps.

Dans la soirée du vendredi 21 avril, le parti communiste a publié un bref communiqué en deux points.

ROBERT SOLÉ

(Lire la suite page 3.)

## U.R.S.S.

### Washington et Séoul réagissent avec prudence à l'interception de l'appareil sud-coréen

L'interception par des avions de chasse soviétiques d'un avion civil sud-coréen qui se serait introduit dans l'espace aérien de l'U.R.S.S. et qui a été obligé d'atterrir sur le territoire soviétique, non loin de la Finlande, a fait deux morts et plusieurs blessés. Après un long silence, les autorités soviétiques ont confirmé ce fait dans la soirée du vendredi 21 avril.

Sans doute dans l'attente d'informations supplémentaires sur les circonstances exactes de ce grave incident, Washington et Séoul ont pris jusqu'à présent une attitude prudente dans leurs réactions.

Les cent dix occupants du Boeing 707 des Korean Airlines (KAL) devaient être transférés ce samedi 22 avril, en fin de journée, à Helsinki par un appareil de la Pan-Am American qui l'Union soviétique, qui n'entretient pas de relations diplomatiques avec Séoul, a autorisé à se poser à Mourmansk. Les passagers de l'appareil coréen seront pris en charge à Helsinki par la compagnie sud-coréenne qui a déjà déposé un autre Boeing 707 avec une équipe médicale. Ce n'est qu'après, semble-t-il, que l'on connaîtra très exactement la vérité sur cette affaire qui a commencé dans la nuit de jeudi à vendredi dernier lorsque les stations de contrôle ont perdu le contact radio avec l'avion de la KAL qui avait décollé de Paris pour assurer la liaison par le pôle Nord avec Séoul, via Anchorage.

On ignore encore comment deux des passagers de l'appareil ont été tués. Les autorités soviétiques ont seulement fait savoir à l'ambassade du Japon à Moscou qu'une des victimes était de nationalité japonaise. M. Kosyguine, premier ministre soviétique, a informé vendredi soir le ministre de l'Agriculture japonais, qui se trouve à Moscou, de l'incident.

(Lire la suite page 4.)

## M. BARRE ET LA HAUSSE DES PRIX

### Un risque politiquement calculé

Le climat des affaires est très nettement amélioré en France depuis quelques semaines. Pour les industriels comme pour les commerçants les perspectives sont devenues franchement bonnes. La croissance économique devrait nettement s'accroître au deuxième trimestre, prévoit l'INSEE. Ce renouveau de confiance est manifestement depuis un an et demi se produit au moment où va débiter une nouvelle phase du plan Barre, bâtie sur la libération des prix industriels et un réajustement important des tarifs publics.

Ce tournant très important destiné à purger l'économie de ses réserves d'inflation va se traduire — dans un premier temps tout au moins — par de très maigres indices de prix. Déjà en mars la hausse des prix de détail aurait été voisine de 1 %.

Le climat des affaires est très nettement amélioré en France depuis quelques semaines. Pour les industriels comme pour les commerçants les perspectives sont devenues franchement bonnes. La croissance économique devrait nettement s'accroître au deuxième trimestre, prévoit l'INSEE. Ce renouveau de confiance est manifestement depuis un an et demi se produit au moment où va débiter une nouvelle phase du plan Barre, bâtie sur la libération des prix industriels et un réajustement important des tarifs publics.

Ce tournant très important destiné à purger l'économie de ses réserves d'inflation va se traduire — dans un premier temps tout au moins — par de très maigres indices de prix. Déjà en mars la hausse des prix de détail aurait été voisine de 1 %.

principales et un bon nombre de résidences secondaires. La terre et la pierre plutôt que les usines... — Ph. D. (Lire la suite page 20.)

(Lire la suite page 20.)

## DES CHRÉTIENS S'INTERROGENT

### Tentation communiste et marxisme vivant

Comment, indépendamment de l'échec du mois passé, se situent aujourd'hui, par rapport au parti communiste, des femmes et des hommes formés par le christianisme et qui ont découvert le marxisme.

Le livre de Georges Hourdin, « Tentation communiste (1) et le numéro spécial de la Lettre, « Marxisme vivant. Pratiques de réflexion de militants » (2), nous y aident.

Le découpage est cependant bien différent selon qu'il s'agit de Hourdin — dont les traits et les écrits sont familiers à beaucoup de Français et qui se définit lui-même « patron de presse à la retraite, militant et journaliste chrétiens encore actifs » — ou des rédacteurs, moins connus et généralement plus jeunes, réunis pour l'occasion par l'équipe de la Lettre, laquelle se présente comme constituée de « gens de gauche qui nous disons chrétiens » et dont certains collaborent étroitement avec les chrétiens marxistes ou au font partie.

L'intérêt du livre de Hourdin est sa propre histoire à beau se situer en dehors de celle d'un parti auquel il n'a jamais adhéré et auquel il est sûr de n'adhérer jamais : il n'en est pas moins un témoin exceptionnel, tantôt à

charge et tantôt à décharge, de ce P.C. français qu'il a pratiqué et se mesure jour après jour non seulement avec les événements majeurs de notre pays durant soixante ans, mais aussi avec tous les concepts des expériences qui, de Lénine à Staline et aux tenants de l'eurocommunisme, ont pesé lourd sur la constante recherche de la fameuse « ligne générale ».

Tout autre est, évidemment, l'approche un peu plus l'engagement des rédacteurs du second ouvrage. Si la référence au parti communiste n'est pas ici entièrement absente, elle n'est plus essentielle. On plutôt la « tentation » cède le pas à la déception et à la méfiance.

Déception exprimée par des hommes comme Cheneaux ou Halbwachs, qui se sont éloignés du P.C. après y avoir longtemps milité. Méfiance, d'autre part, issue des souvenirs lointains ou proches du stalinisme, le modèle russe apparaissant marqué par la sécheresse, le modèle chinois suscitait, à travers la réflexion nuancée d'Alain Boute, un certain « embarras » qui n'écarterait cependant pas l'espoir. En un mot, pour Jacques Chastagner, Martine Séverand et leurs amis, « le marxisme fait partie de notre terrain culturel, comme le christianisme. Certes pas indépassable, mais impossible à contourner. Indispensable ».

ANDRÉ MANDOUZE

(Lire la suite page 2.)

**PETER EPSTEINOV**

**Cher Moi**

Vient de paraître Stock

## AU JOUR LE JOUR

### Agités

M. Michel Debré, qui ne comprend pas à toute l'importance que l'on donne à Daniel Cohn-Bendit, ne voit pas d'objection à son retour en France. L'ancien ministre de la défense a donc très logiquement conclu : « Qu'il revienne en France et qu'à la première agitation il soit remis en prison. »

Il est vrai que, si Daniel Cohn-Bendit n'a aucune importance, on voit mal pourquoi il est interdit depuis dix ans sur le territoire français. Il est vrai également que chacun d'entre nous n'a que l'importance que d'autres veulent bien lui accorder.

Cela dit, s'il fallait flaquez tous les agités en prison, un certain nombre d'hommes politiques célèbres auraient dû, à un moment ou à un autre, y être ou petit tour.

BERNARD CHAPUIS.

LUNDI 24 AVRIL

**COURSES A ENGHEN**

Une belle réunion de printemps

**PRIX DE L'ATLANTIQUE**

International trot attelé 2.150 mètres

**200.000 F au gagnant**

UNE MAISON SON TERRAIN.

UN SUP DES TERRAINS DE 500 A 2000 M<sup>2</sup> LIS. VENEZ LES VOIR.

# idées

## GAUCHE

### DES CHRÉTIENS S'INTERROGENT

(Suite de la première page.)

Est-ce à dire que ce socialisme théorique soit totalement absent du témoignage de Georges Hourdin ? Que non pas. L'élève infatigable, il a fréquenté lui aussi tous les grands traités marxistes, et son choix est fort révélateur de ce qu'il a retenu comme essentiel, en particulier l'apport de celle qu'il appelle lui-même « mon amie », Rosa Luxemburg, avec qui son dialogue tout intérieur semble avoir

été encore plus enrichissant que celui, bien réel, qu'il entretenait avec Maria-Antonietta Masciocchi.

« Elle m'a introduit à la liberté de la pensée marxiste », dit Hourdin de Rosa Luxemburg. Et, à la page suivante, il ajoute : « Cette théoricienne rigoureuse de l'économie marxiste n'a jamais prononcé un mot contre la religion ». Tout le principe du livre de Hourdin est dans ce rapprochement.

semaines avant l'échec de la gauche aux élections. Voilà donc — et pour cause — l'épreuve de crédibilité remise à plus tard. Il ne s'agit pas d'un urgence, de ne pas attendre : les auteurs critiques à pratiquer du côté chrétien aussi bien que du côté communiste auront ainsi quelque chance de préparer entre choses que des défaites communes.

De ce point de vue, les trois articles de Jean Elleinstein dans le Monde (3) conçoivent d'une étrange façon avec les analyses d'Hourdin et de la Lettre. A la valeur intrinsèque de ces deux livres se trouve, par le fait même, ajoutée celle d'un instrument dont la pertinence et l'actualité sont confirmées par le partenaire marxiste.

#### Défi communiste et interpellation chrétienne

En effet, pour Hourdin — et sans doute pour de très nombreux « démocrates chrétiens » devenus comme lui « chrétiens de gauche », en tout cas, « chrétiens démocrates » — quelle a été source de l'insécurité portée au marxisme et à ses organes d'expression et d'action ? Tout simplement ce formidable défi lancé de fait au christianisme par le communisme au nom d'une efficacité incontestable au service des plus défavorisés. « Pour les chrétiens, qui ont pas mal traité leur vocation depuis deux ou trois siècles, et ce que l'on dit du communisme est vrai, quel affront et quel appel ! C'est cela, en un sens, que je nomme la tentation communiste », conclut Hourdin.

« Et d'ailleurs, que nous entendons combattre. » Il reste que, même si elles occupent matériellement peu de place à la fin du volume et si elles présentent quelques difficultés dans l'expression, les contributions de Carlo Prandri sur la Religion chez Engels et du sociologue des religions vénézuélien Otto Maduro au sujet des rapports entre faits religieux et luttes de classes font voler en éclats les analyses indigestes qui se sont trop longtemps prévalues d'un scientisme prétendument marxiste. « Quoi de moins dialectique que de vouloir saisir les phénomènes religieux comme s'ils étaient absolument hétérogènes, sans aucune réalité en eux-mêmes, illusions pures et apparences vides dont la genèse, la structure, les fonctions et les relations resteraient inexplicables ? On peut difficilement transformer ce sur quoi l'on n'a pas de prise, mais on n'a pas de prise sur ce qu'on a d'emblée réduit à néant ! »

L'immense intérêt du livre d'Hourdin est que, catholique jugeant les communistes, il ne se considère pas comme indemne des critiques qu'il fait au parti. A preuve cette confession très typique : « En un sens, hélas, je comprends les communistes ; moi aussi, j'ai dit, j'appartiens à une Eglise qui fut autrefois totalitaire et qui reste encore suffisamment à l'écart de ce mal dégoûtant. Alors, pour sauver l'unité de l'Institution chargée de traduire, aux yeux de tous, la vérité qui me tient au cœur, j'ai parfois accepté l'intolérance. J'ai défendu l'Eglise quand elle n'était pas défendable. » Dont acte. Peut-être les rédacteurs de « Marxisme vivant » se souviendront-ils de ces quelques lignes.

« L'immense intérêt du livre d'Hourdin est que, catholique jugeant les communistes, il ne se considère pas comme indemne des critiques qu'il fait au parti. A preuve cette confession très typique : « En un sens, hélas, je comprends les communistes ; moi aussi, j'ai dit, j'appartiens à une Eglise qui fut autrefois totalitaire et qui reste encore suffisamment à l'écart de ce mal dégoûtant. Alors, pour sauver l'unité de l'Institution chargée de traduire, aux yeux de tous, la vérité qui me tient au cœur, j'ai parfois accepté l'intolérance. J'ai défendu l'Eglise quand elle n'était pas défendable. » Dont acte. Peut-être les rédacteurs de « Marxisme vivant » se souviendront-ils de ces quelques lignes.

N'em pêche, cette sensibilité à ajouter, que l'existence croissante de justice dont il nous décrit le progrès en lui ne l'ait pas conduit à cette « tentation » sans la série de transformations essentielles qui se sont simultanément produites au sein de l'Eglise de France.

« Pour répondre à la question que, sur le terrain historique, les partis ouvriers nous adressent, il faut rendre d'abord à l'Eglise sa dimension horizontale, communautaire et internationale. Il faut prouver aux marxistes la réalité objective de notre monde et son efficacité libératrice. D'où son enthousiasme pour le concile ».

« Pour répondre à la question que, sur le terrain historique, les partis ouvriers nous adressent, il faut rendre d'abord à l'Eglise sa dimension horizontale, communautaire et internationale. Il faut prouver aux marxistes la réalité objective de notre monde et son efficacité libératrice. D'où son enthousiasme pour le concile ».

« Pour répondre à la question que, sur le terrain historique, les partis ouvriers nous adressent, il faut rendre d'abord à l'Eglise sa dimension horizontale, communautaire et internationale. Il faut prouver aux marxistes la réalité objective de notre monde et son efficacité libératrice. D'où son enthousiasme pour le concile ».

On pouvait être sûr que cet enthousiasme ne serait pas partagé par ceux qui ne craignent pas d'affirmer, pour caractériser sommairement de nos jours de la Lettre : « Nous considérons que les Eglises sont des forces politiques conservatrices et qu'elles véhiculent des idéologies repres-

« On pouvait être sûr que cet enthousiasme ne serait pas partagé par ceux qui ne craignent pas d'affirmer, pour caractériser sommairement de nos jours de la Lettre : « Nous considérons que les Eglises sont des forces politiques conservatrices et qu'elles véhiculent des idéologies repres-

« On pouvait être sûr que cet enthousiasme ne serait pas partagé par ceux qui ne craignent pas d'affirmer, pour caractériser sommairement de nos jours de la Lettre : « Nous considérons que les Eglises sont des forces politiques conservatrices et qu'elles véhiculent des idéologies repres-

« On pouvait être sûr que cet enthousiasme ne serait pas partagé par ceux qui ne craignent pas d'affirmer, pour caractériser sommairement de nos jours de la Lettre : « Nous considérons que les Eglises sont des forces politiques conservatrices et qu'elles véhiculent des idéologies repres-

« On pouvait être sûr que cet enthousiasme ne serait pas partagé par ceux qui ne craignent pas d'affirmer, pour caractériser sommairement de nos jours de la Lettre : « Nous considérons que les Eglises sont des forces politiques conservatrices et qu'elles véhiculent des idéologies repres-

« On pouvait être sûr que cet enthousiasme ne serait pas partagé par ceux qui ne craignent pas d'affirmer, pour caractériser sommairement de nos jours de la Lettre : « Nous considérons que les Eglises sont des forces politiques conservatrices et qu'elles véhiculent des idéologies repres-

« On pouvait être sûr que cet enthousiasme ne serait pas partagé par ceux qui ne craignent pas d'affirmer, pour caractériser sommairement de nos jours de la Lettre : « Nous considérons que les Eglises sont des forces politiques conservatrices et qu'elles véhiculent des idéologies repres-

« On pouvait être sûr que cet enthousiasme ne serait pas partagé par ceux qui ne craignent pas d'affirmer, pour caractériser sommairement de nos jours de la Lettre : « Nous considérons que les Eglises sont des forces politiques conservatrices et qu'elles véhiculent des idéologies repres-

## TRIBUNES ET DÉBATS

LES quelques réflexions qui suivent, je les écris pour le Monde, non parce qu'on me les aurait refusées dans la presse de notre parti ou parce que je le considérerais, mais parce que c'est aux lecteurs du Monde que je souhaite adresser le premier point que je voudrais aborder est précisément celui des « lieux » où l'intervention, l'expression, l'écrivent des communistes. La question est, de manière générale, mal posée : l'estime périmée, et ce qui est plus important, fautive, cette idée qu'il serait a priori scandaleux pour des communistes, quel qu'ils aient à dire ou à écrire, de le faire ailleurs que « chez nous ». Pour deux raisons principales, d'où en découle bien d'autres.

La première : cette idée est en totale contradiction avec l'acquis historique du XXII<sup>e</sup> congrès. La démocratie jusqu'au bout, le libre confrontation des idées, la nécessité du pluralisme pour construire le socialisme en France, en un mot, la démocratie comme moyen aussi bien que comme fin, sont indissolublement liées à l'union du peuple de France. C'est dire que le débat ouvert sur les enjeux les plus élevés que la France ait connus n'est pas pour nous une concession à une situation historique qui s'impose, une tolérance ou un compromis opportuniste. Ce n'est pas non plus d'un « débat devant » tous les Français qu'il s'agit. C'est la prise de conscience lucide par le parti communiste de ce fait fondamental que le débat doit être mené avec tous les Français.

Parce que nous avons besoin, pour assurer le succès d'une transformation révolutionnaire, d'une analyse de la situation toute nouvelle où nous nous trouvons, d'une mobilisation de toutes les forces de changement. (Soyez dit en passant, c'est aussi la base de l'alliance classe ouvrière-intellectuelle.) Parce que non seulement nous n'avons rien

à cacher, mais tout à montrer, proposer. Parce que nous n'avons pas seulement le souci d'expliquer nos conceptions, nos propositions, mais nous avons besoin de les éprouver, de les confronter, de les enrichir et de les transformer au feu de la critique.

Je n'ai pas peur de cesser d'être communiste si je milite dans un groupe de femmes non communistes, si j'écris dans le Monde ou ailleurs, et je ne sais pas que les interventions de divers membres du parti à la télévision ou à la radio qui, on me l'accorde, ne sont pas plus « proches de nous » que le Monde, aient pu les faire passer pour des transfuges ou des réformistes. Cette malheureuse notion de « caution donnée » est à éliminer : il est de la responsabilité de tout communiste de ne pas être, où qu'il parle, écrive, agisse, une caution, comme s'il n'était pas un militant mais une chose aussi inerte que le paquet de tric par quoi l'on garantit une transaction !

Le débat de fond étudé

Par quel miracle le fait d'écrire dans notre presse serait-il l'assurance qu'on est automatiquement dans le vrai ? Serait-il impossible, parce qu'on écrit dans l'Humanité, la Nouvelle Critique ou France Nouvelle, de s'y tromper ? Si ce n'est pas un miracle, c'est qu'aujourd'hui on s'en remet de manière infantile à l'équipe de direction de chacun de nos organes de presse pour juger ! Pour moi, être communiste, depuis que je suis entrée au parti, c'est ne jamais « s'en remettre » à quiconque.

Je crois, au contraire, du devoir de tous les communistes d'être présents et actifs partout, et que celles qui sont les raisons pour lesquelles on leur donne, ici ou là, la parole.

La deuxième raison, la voici : face au débat de fond qui grandit dans notre parti, toute l'offensive de la droite consiste à faire pression de toutes les manières pour que cette vigueur dangereuse, pour elle, pas pour nous, soit détournée, canalisée, stérilisée, qu'elle à nous utiliser nous-mêmes contre nous-mêmes.

Tout le débat est désolamment enfoncé dans l'opposition suivante : toute critique, quelle qu'elle soit, quel qu'elle dise, d'où qu'elle vienne, quel que soit son objet, est donnée à son trompe comme anti-parti. Si la droite emprunte à l'incon-

scient ses ruses éprouvées, ne soyons pas dupes : ce qui l'inquiète, à juste titre, c'est que ce débat-là, qui peut lui être mortel, se fasse. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les commentaires de la presse, de la radio, de la télé : tout y est jaugé au baromètre du plus ou moins de « virulence » péte-méte. Mais ce qui compte c'est la justesse de l'analyse qui seule permet l'efficacité de l'action. La nécessité de masquer le vrai débat est si forte que pour une fois, dans l'exclusif souci de transformer Elleinstein en « bombe », les commentateurs se sont privés de relever le fait que nulle part la ligne, la stratégie ni la campagne du parti ne sont remises en cause, ou même interrogées. Tout son propos porte, et porte seulement, sur l'image, l'apparence, le « sentiment », la « sensibilité », etc.

Nous alimentons le piège

Or, je trouve que nous, communistes, au lieu de déjouer ce piège grossier, l'alimentons. Il est urgent qu'un lien de déclarer que certains camarades ont une « seconde nature » parce qu'ils écrivent dans le Monde, nous discutons sur ce qu'ils disent, les critiquons avec des arguments et dans le seul souci de mieux comprendre cette société que nous voulons transformer. Je dis ceci d'autant plus tranquillement que, nullement gêné, au contraire, qu'Elleinstein écrit dans le Monde, je regrette que l'Humanité n'ait pas critiqué l'opportunisme de « la mutation nécessaire », l'absence d'analyse sur le fond. Elleinstein affirme : « L'image du parti doit se modifier profondément, mais pour cela il lui faut se transformer profondément. » Eh bien, non, ce n'est pas « pour changer l'image » que le parti doit changer, c'est, sur la base des analyses du vingt-deuxième congrès, parce que c'est une nécessité fondée en théorie,

conséquence avec toute notre conception d'ensemble : ce qui change ne saurait être qu'une conséquence. Il affirme un peu plus haut : « Mais une chose est la priorité accordée aux revendications de ces catégories (des « pauvres ») et une autre la situation réelle des différents couches sociales. » Comme s'il ne s'agissait que de ménager, pour les « gagner », leur « sensibilité ». Non, il ne suffit pas de substituer catégories ou couches sociales à classes, et ce n'est pas du tout « autre chose ». C'est l'analyse d'ensemble de ce que signifie l'union du peuple de France, l'abandon du concept de dictature du prolétariat, qui est en question. Enfin, qu'il faille un « débat » « sérieux, fraternel et réel », certes ; mais ce débat ne concerne pas seulement socialistes et communistes, il doit être beaucoup plus large. Quant à décider qu'il doit aboutir à un « véritable rapprochement entre socialistes et communistes » c'est partialement le droit d'Elleinstein de l'affirmer, mais je trouve que cela mérite éclaircissement, critique et réponse : la sérénité, la clarté, la fraternité d'un débat impliquent nullement à mon sens un « rapprochement ». J'en attends, pour ma part, non un compromis sur les positions actuelles, mais à la fois l'approfondissement des différences et l'avancée sur des positions et actions communes.

Rien ne changera dans ce pays sans le parti communiste. Mais rien ne changera si notre parti ne se hausse pas, de fait, et vite, à la hauteur de son propre projet. Quelles que soient encore les difficultés, les pesanteurs, les blocages, notre force pour y parvenir est, je crois, plus grande que nous ne le croyons nous-mêmes. Si je n'étais pas au parti, j'y adhérerais aujourd'hui même.

(\*) Membre du comité de rédaction de la Nouvelle Critique.

(\*) Ancien directeur de cabinet de M. Alain Savary.

(\*) Ancien directeur de cabinet de M. Alain Savary.

### ÉPINAY OU LE CONGRÈS DES DUPES

par ALAIN ECK (\*)

Le second échec législatif du programme commun de gouvernement de la gauche — quelles que soient les responsabilités propres du P.C.F. en le matière — conduit le parti socialiste à un réexamen de lui-même à l'occasion de sa prochaine convention nationale.

L'action qu'il a menée depuis bientôt sept ans est la conséquence de décisions prises au cours du congrès d'unité des socialistes, les 11, 12 et 13 juin 1971 à Epinay-sur-Seine.

Cette époque, les congressistes ont cru choisir entre deux orientations : un « programme commun » négocié et signé assez rapidement ou un « débat fondamental » avec le parti communiste, et préalable à tout programme commun. La proposition défendue par François Mitterrand consistait à ouvrir, alors élaboré le programme socialiste, des discussions programmatiques avec le P.C.F. et à obtenir, dans le cadre de ces discussions, les garanties nécessaires relatives aux libertés.

On n'a sans doute, ce qui s'est passé, pas assez comparé, depuis juin 1972 (signature du programme commun), les mérites respectifs des deux projets. Qu'en aurai-je mieux vu : des propositions de lois communes (P.C.-P.S.) préfigurant le programme commun ? Ou bien un programme commun et, sur les mêmes thèmes, comme ce fut le cas de 1972 à 1978, des propositions de lois différentes déposées séparément par le P.C. et le P.S. ? La question des filiales à nationaliser eût été réglée plus tôt et le P.C.F. eût dû trouver un autre prétexte en 1977.

La thèse défendue par Alain Savary prétendait poursuivre le débat politique ouvert depuis deux ans avec le P.C.F., portant sur les mêmes garanties, et déterminant les objectifs qu'un gouvernement de gauche devait se proposer d'atteindre à moyen terme. Il estimait que dès lors le court terme (le programme commun) présenterait à la fois moins de difficultés de mise au point et moins de risques d'échecs à Alain Savary ses amis avaient alors à l'esprit une double préoccupation : obtenir les garanties indispensables — il y avait sans doute là unanimité au parti socialiste — et construire sur de solides fondations afin d'éviter la destitu-

tion qu'il, s'il ne devait pas réussir, aurait l'espoir né d'un programme préfabriqué.

#### Un double choix

Personne ne niait en 1971, personne ne nie aujourd'hui la dimension de son combat, ni le rôle qu'il jouait après le congrès d'Epinay, et qu'il doit, en tout état de cause, jouer à la direction du parti socialiste. Mais une stratégie présidentielle ne s'accommodait pas de ce qui ne l'adoptait pas — même si politiquement on peut être d'ac-

cord avec eux. Le meilleur moyen n'était-il pas alors de les faire apparaître comme des hommes du passé — même si c'était grâce à eux que le mouvement socialiste ne s'était pas entièrement décomposé en 1958 et s'était relevé après le candidat Doffre en 1969 et que l'unité pouvait enfin se réaliser ?

C'est bien la conviction que la seule perspective actuelle en France est l'élection présidentielle qui motive l'action de François Mitterrand : le rôle de leader qu'assument Jaurès puis Slim suffisait à une démocratie parlementaire. Il faut plus, il faut être le seul, pour un système présidentiel.

Mitterrand peut bien interdire : « Qui était président de la République, lorsque Jaurès combattait ? », prétendant ainsi être satisfait de son sort, au regard de l'histoire. Le malheur veut que Jaurès n'était pas premier secrétaire ou parti socialiste et la paradoxe veut que ce soit pour avoir accepté d'être minoritaire, en 1905, comme Alain Savary en 1971, que s'est faite l'unité socialiste.

Autre paradoxe de cette aventure qu'il faudra un jour conter : c'est la stratégie présidentielle exigée que Mitterrand devint seul responsable du parti socialiste, elle est tout d'imposer un programme commun, au contraire, en 1974, François Mitterrand a mené une campagne tout autonome par rapport au programme commun.

C'est donc bien qu'au-delà de l'union de la gauche, que presque personne ne reculait déjà plus au P.S. en 1971, le programme commun ne fut qu'une tactique, fort à propos, un prétexte de congrès.

Le furent d'ailleurs ceux qui entrèrent en 1971 à un choix politique quand on ne leur proposait qu'une tactique interne et qu'ils ratifièrent en fait une stratégie électorale.

Cette stratégie, personne ne semble plus la remettre en cause au P.S. : au lendemain du 18 mars 1978, n'y prépare-t-on pas déjà ouvertement mai 1981 ?

Aujourd'hui que personne ne peut ne remettre en cause l'union de la gauche, la majorité du P.S., derrière Mitterrand, peut bien faire un autre analyse, développer enfin ses propres conceptions socialistes — on ce qui concerne ses structures et son projet (autogestionnaire ?) Elle peut enfin ouvrir avec les autres forces populaires le débat politique intenable, libéré du programme commun et plus ambitieux que la piste-forme quantitative qu'il proposait.

## LA DÉ

### Le congrès réclame l'unité

Beaucoup de remarques ont été faites à l'occasion du congrès du P.C.F. — notamment sur le fait que le parti communiste ne s'est pas engagé dans une véritable stratégie présidentielle. On a souligné que le parti communiste ne s'est pas engagé dans une véritable stratégie présidentielle. On a souligné que le parti communiste ne s'est pas engagé dans une véritable stratégie présidentielle.

#### Les erreurs de M. Carrillo

« Les erreurs de M. Carrillo » : on a souligné que le parti communiste ne s'est pas engagé dans une véritable stratégie présidentielle. On a souligné que le parti communiste ne s'est pas engagé dans une véritable stratégie présidentielle.

#### Le congrès a révélé

« Le congrès a révélé » : on a souligné que le parti communiste ne s'est pas engagé dans une véritable stratégie présidentielle. On a souligné que le parti communiste ne s'est pas engagé dans une véritable stratégie présidentielle.

#### M. Moro a

« M. Moro a » : on a souligné que le parti communiste ne s'est pas engagé dans une véritable stratégie présidentielle. On a souligné que le parti communiste ne s'est pas engagé dans une véritable stratégie présidentielle.

#### « MON SANG RETOMBERAIT SUR LE PAYS »

« MON SANG RETOMBERAIT SUR LE PAYS » : on a souligné que le parti communiste ne s'est pas engagé dans une véritable stratégie présidentielle. On a souligné que le parti communiste ne s'est pas engagé dans une véritable stratégie présidentielle.

#### « MON SANG RETOMBERAIT SUR LE PAYS »

« MON SANG RETOMBERAIT SUR LE PAYS » : on a souligné que le parti communiste ne s'est pas engagé dans une véritable stratégie présidentielle. On a souligné que le parti communiste ne s'est pas engagé dans une véritable stratégie présidentielle.

#### « MON SANG RETOMBERAIT SUR LE PAYS »

« MON SANG RETOMBERAIT SUR LE PAYS » : on a souligné que le parti communiste ne s'est pas engagé dans une véritable stratégie présidentielle. On a souligné que le parti communiste ne s'est pas engagé dans une véritable stratégie présidentielle.

#### « MON SANG RETOMBERAIT SUR LE PAYS »

« MON SANG RETOMBERAIT SUR LE PAYS » : on a souligné que le parti communiste ne s'est pas engagé dans une véritable stratégie présidentielle. On a souligné que le parti communiste ne s'est pas engagé dans une véritable stratégie présidentielle.

#### « MON SANG RETOMBERAIT SUR LE PAYS »

« MON SANG RETOMBERAIT SUR LE PAYS » : on a souligné que le parti communiste ne s'est pas engagé dans une véritable stratégie présidentielle. On a souligné que le parti communiste ne s'est pas engagé dans une véritable stratégie présidentielle.

# étranger

## LA DÉMOCRATISATION DU P.C. ESPAGNOL

### Le congrès réclame l'unité d'action immédiate

(Suite de la première page.)

Plusieurs délégations s'en sont prises au « triomphisme », à l'optimisme exagéré de certaines analyses de la direction, et les ont changées en conséquence. En outre, nombreux sont les communistes qui ont invité leurs dirigeants à descendre, en quelque sorte, de leurs hauteurs, et à reconnaître le rôle de la classe ouvrière et des mobilisations ouvrières avant et pendant le changement démocratique.

La remarque la plus significative, à cet égard, concerne une phrase de M. Carrillo qui avait dit : « L'équipe dirigeante aurait pu faire, au lieu de ce parti ouvert, transparent, démocratique, un parti hermétique, fermé, sans possibilité de divergences ; elle l'aurait pu, comme d'autres précédents l'ont démontré. » Cette phrase a choqué. Elle implique, en effet, que la démocratisation du P.C. espagnol n'est due qu'à la bonne volonté de ses dirigeants. Or de nombreux délégués ont fait remarquer qu'elle a été provoquée aussi par les exigences de la base. Un militant de Madrid a même déclaré : « Si la direction avait décidé de maintenir le P.C. comme un parti monolithique, elle aurait renoncé à en faire un parti révolutionnaire. » M. Carrillo a donc été prié de modifier sa formule.

### Les erreurs de M. Carrillo

L'optimisme exagéré a été dénoncé dans l'évaluation des accords de la Moncloa. Les délégués pensent que les résultats de ces accords qui visent à assainir et démocratiser l'activité économique — ne peuvent être que modestes et qu'ils ne sauraient, de toute façon, contrairement à ce que le texte initial annonçait, annoncer le démantèlement de

l'État. Il a même été décidé en commission de supprimer tout un passage concernant les bénéfices que le pacte apportait aux travailleurs et que la direction avait apparemment en le tort de présenter comme des faits déjà acquis.

Le « triomphisme » a été relevé au chapitre des analyses faites durant la résistance antifranquiste et dont le projet de thèse soulignait la clarté de la situation d'un peu trop systématique. Fulsque M. Carrillo a évoqué les « erreurs » qu'il avait commises, un délégué andalou lui a demandé de préciser de quel il s'agissait. Toujours chez les Andalous, qui forment pourtant un bastion peu contesté, on a « manqué de démocratisation » dans la préparation du congrès. De nombreux délégués, surtout du comité madrilène, ont estimé que M. Carrillo avait eu le tort, dans un rapport du comité central, de faire des considérations personnelles, et, après avoir évoqué sa vie de sacrifice, de mettre son poste à la disposition des militants. La majorité a estimé, malgré tout, que les critiques et les campagnes de presse visant la direction du parti obligeaient le congrès à prendre position sur un tel problème, dans la mesure où s'était devenu un problème politique.

Beaucoup de remarques ont été formulées sur la faiblesse des analyses habituelles chez le P.C.E. — concernant les autonomies régionales. Là aussi, il a été demandé à la direction de ne pas pêcher par excès d'optimisme et de ne pas considérer comme « autogouvernements » les régimes de pré-autonomie déjà accordés à sept régions espagnoles. De nombreuses plaintes ont été corrigées, pour réaffirmer en faveur des nationalités le droit à l'autodétermination.

Le congrès a relevé la discrétion des dirigeants à l'égard de l'armée. Cette discrétion s'explique par la hantise des hommes issus de la guerre civile, et qui ont subi près de quarante ans de clandestinité, à l'égard d'une

institution qu'ils ne connaissent pas et qu'ils redoutent. La référence au rôle des militaires, dans l'étape de transition, a été ajoutée dans les textes, est vraie d'une façon elliptique. Une autre divergence est apparue entre le secrétaire général du P.C.E. et la base à propos du parti socialiste. Carrillo a été jugé trop sévère à l'égard de la politique du P.S.O.E. de ces derniers mois. Les militants le sont beaucoup moins, et ils parviennent en tout cas décidés à sacrifier leurs options personnelles au bénéfice d'une unité d'action qu'ils jugent « dès aujourd'hui » indispensable.

Les divergences les plus importantes entre les communistes se sont révélées à propos du rôle économique ou non de la classe ouvrière dans la « conquête d'un nouveau pouvoir politique », ainsi que sur la définition « léniniste » du parti. Sur le premier point, la discussion a paru un peu byzantine, car les partisans de « l'hégémonie », la majorité, ont préféré parler, en effet, d'une « alliance des forces du travail et de la culture dont l'axe est la classe ouvrière ». Il n'y a là aucune nouveauté, mais il s'agit apparemment, pour le P.C.E., d'abandonner les vieilles conceptions « évirées » des partis communistes. Le choix, en fait, a surpris, car la formule de « l'hégémonie » figurait dans le rapport de M. Carrillo, et le congrès a souvent donné l'impression, par ses réactions, que celle-ci avait son adhésion.

Le plat de résistance était constitué par l'abandon de l'étiquette léniniste. Par plus de 80 % des voix, le P.C.E. a décidé de ne plus se définir comme un parti « marxiste-léniniste », mais comme un parti « marxiste, révolutionnaire et démocratique ».

Une précision significative a été introduite dans le texte initial. Le P.C.E. indique, en effet, qu'il souhaite collaborer avec le P.S.O.E., « expressément nommé, alors que la thèse proposée par la direction se contentait de parler d'une « unité d'action avec les forces de tendance marxiste et social-démocrate ».

CHARLES VANHECKE.

### UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS

(De notre correspondant.)

Madrid. — Pas de palais des sports, pas de grand hall populaire, pour le congrès de l'euro-communisme. Le P.C. espagnol a choisi un palais — l'hôtel Matia — de la ville de Madrid — pour tenir ses assises. Sans de la grandeur propre aux Espagnols ? Plutôt souci de l'efficacité. Les quelque deux mille assistants sont à l'aise sur les chaises design. Les écouteurs mobiles permettent d'entendre des traductions simultanées en anglais, en français et en russe. La salle est jeune (frontal-cinq ans de moyenne d'âge), prompts à l'impermanence. Elle change un peu quand une déléguée de Valence parle d'un « beau parti pour un beau pays » : le style est vraiment top-tiro. Parmi les invités étrangers, M. Paul Laurent, du secrétariat du P.C.F., est applaudi au cri — mélancolique ? — d'« unité ! ». Un vieux des Brigades Internationales à la céniture intacte est l'engueulement oclé, avec ses compagnons, par une salle debout. Il y a une seconde de suspense quand le chef de la délégation soviétique, M. Victor Afanassiev, directeur de la Pravda, se lève pour saluer l'assistance. Après tant de banneries plantées de part et d'autre, on s'attend à un accueil tout juste poli. Erreur. Le grand « parti frère » reçoit sa part d'ovation. A tel point que M. Afanassiev finit par lever le poing. Avec moins de résolution, il est vrai, que bien des militants des communistes évirés.

Notre interlocuteur, le délégué d'un parti européen sur le sort d'autocritique qu'a faite le premier jour, M. Santiago Carrillo. N'est-ce pas nouveau, un dirigeant communiste qui reconnaît publiquement ses erreurs ? — Ce ne sert à rien, répond le délégué. Tout le monde sait à quel s'en tenir. — A propos de cette herange personnelle qui a terminé l'intervention du secrétaire général, n'en a-t-il pas dit quelque chose ? — Ça faisait un peu... social-démocrate !

### « Nous avons surmonté le stalinisme... »

La thèse approuvée vendredi soir 21 avril par le congrès du P.C. espagnol, a pour titre : « Le parti communiste d'Espagne ». Voici quels en sont les passages les plus significatifs, après les résumés officiels apparus par les congressistes :

« Le parti communiste d'Espagne est un parti marxiste, révolutionnaire et démocratique, qui s'inspire des théories du développement social élaborées par les fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels, et de leurs méthodes d'analyse. L'apport léniniste, dans tout ce qu'il garde de valable, ainsi que celui d'autres grands révolutionnaires, est incorporé par le P.C.E. sur la base qu'il n'y a plus lieu de maintenir des idées restrictives, que le léninisme est le marxisme de notre époque ».

« Nous nous considérons héritiers de ceux qui, dans

les difficiles conditions de la Russie de 1917, avec Lénine à leur tête, ont su diriger la première révolution socialiste du monde, qui a ouvert un processus révolutionnaire mondial où nous nous trouvons encore. De là découlent nos différences historiques avec la social-démocratie ».

« D'autre part, de même que nous considérons comme notre patrimoine la révolution d'Octobre et toutes les révolutions socialistes qui ont libéré le peuple, nous repoussons, comme quelque chose d'étranger au marxisme, le phénomène du bureaucratisme et du stalinisme ».

### M. Victor Afanassiev (directeur de la «Pravda») : nous ne sommes pas sectaires...

Madrid (A.F.P.). — Le chef de la délégation soviétique au neuvième congrès du P.C. de Madrid, M. Victor Afanassiev, a déclaré vendredi 21 avril à Madrid, que « l'eurocommunisme n'existe pas ».

Dans des déclarations publiées par le journal madrilène *Informaciones*, M. Afanassiev, membre du comité central du P.C. de l'U.R.S.S. et directeur de la *Pravda*, a justifié cette affirmation par l'absence au congrès du P.C.E. de MM. Georges Marchais et Enrique Berlinguer, dirigeants des partis communistes français et italien.

« Je connais bien la France et l'Italie, a affirmé le représentant soviétique, et je reconnais que leur situation politique particulière nécessite une approche distincte des problèmes politiques, qui doit cependant se faire à partir d'un même schéma. » Ce

schéma, selon M. Victor Afanassiev, est celui du « marxisme scientifique, qui seul existe ».

Interrogé sur l'abandon du léninisme proposé par M. Carrillo aux délégués du neuvième congrès, le directeur de la *Pravda* estime que « le léninisme est le processus de la lutte révolutionnaire. Nous ne pouvons pas nous rejouer de l'abandon du léninisme par le P.C.E. Nous ne sommes aucunement sectaires, nous sommes socialistes, nous croyons que le marxisme-léninisme ».

**RAYMOND MARCELLIN**  
l'importune vérité

10 ans après Mai 68 : un ministre de l'Intérieur purifié.

« Il nous ouvre dans cet ouvrage les portes les plus fermées du Ministère le plus secret »  
JEAN MAURIAC « AFP »

« Un livre brûlant, lucide, impitoyable »  
PHILIPPE BERNERT « L'AURÈRE »

« Les étonnantes révélations du premier fils de France »  
« LE REPUBLICAIN LORRAIN »

« Souvenirs, jugements, analyses, anecdotes, le livre de Raymond Marcellin en trois tomes »  
HUGUES VINCENT-BARBE « LE NOUVEAU JOURNAL »

« Raymond Marcellin apporte son témoignage à l'histoire de notre pays »  
MICHEL AUDREN « OUEST-FRANCE »

« Un livre très riche »  
BERNARD GEORGE « JOURS DE FRANCE »

« Raymond Marcellin avoue d'emblée son intention de déranger un certain conformisme de bon aloi »  
JEAN-CLAUDE LAMY « FRANCE-SOIR »

**Plon**

## Italie LE SORT DU PRÉSIDENT DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

### M. Moro a adjuré ses amis de négocier sa libération

(Suite de la première page.)

D'une part, il réaffirme son indéfectible fidélité à l'État démocratique, à ses institutions et à ses négociations avec les Brigades rouges. D'autre part, il « estime que la disponibilité manifestée par Caritas Internationalis, en rapport avec l'appel de la famille Moro, correspond à la nécessité de trouver des moyens possibles pour conduire les ravisseurs à libérer M. Moro ». L'organisation humanitaire catholique, créée en 1950 par le Saint-Siège, est donc désignée comme négociateur privé.

Mgr Hüssler, président de Caritas, a répondu favorablement « à l'appel de la famille », soulignant par là qu'il n'était chargé d'aucune mission politique. Visiblement, les Brigades rouges réclament davantage. Elles ont démontré plus d'une fois le peu de cas qu'elles faisaient des démarches humanitaires.

« MON SANG RETOMBERAIT SUR VOUS SUR LE PARTI SUR LE PAYS »

M. Moro a adressé jeudi soir, une lettre manuscrite au secrétaire général de la démocratie chrétienne, M. Zaccagnini, que *la Repubblica* a publiée samedi matin 22 avril.

M. Moro écrivait : « De ces problèmes, terribles et angoissants, je ne crois pas que vous puissiez vous libérer, même devant l'histoire, par la facilité, l'indifférence et le cynisme que vous avez manifestés jusqu'à présent. » Il ajoutait : « Est-il possible que vous soyez tous d'accord pour vouloir ma mort selon une prétendue raison d'État que vous invoquez pour résoudre tous les problèmes du pays ? Si ce crime était perpétré, une spirale terrible d'hostilité que vous ne pourriez affronter. (...) Mon sang retomberait sur vous, sur le parti, sur le pays. »

Le gouvernement Andreotti — composé uniquement de ministres démocrates-chrétiens — s'est réuni dans la matinée et a adopté différents mesures administratives. Il ne fait aucune allusion à l'ultimatum. C'est une façon de fligner, mais aussi de ne rien faire qui apparaît comme un refus. En Italie, les décisions ne se prennent d'ailleurs pas au gouvernement, mais dans les partis. Cette tendance s'est encore accentuée depuis l'enlèvement du 16 mars.

### Deux fortes pressions en sens contraire

La démocratie chrétienne est soumise à deux pressions en sens contraire. Le camp des intrançais est conduit par le parti communiste. Il comprend également les républicains, les sociaux-démocrates, les libéraux et l'extrême droite. Leur thèse est simple : en ne marchant pas avec des criminels ; céder au chantage des Brigades rouges entraînerait d'incalculables conséquences et ne permettrait pas forcément de sauver la vie de M. Moro. Depuis quarante-huit heures, le P.C.I. n'a cessé d'envoyer des émissaires au siège de la démocratie chrétienne pour voir si le parti gouvernemental « tenait bon ».

L'autre camp est composé du parti socialiste, d'une fraction du monde catholique, de l'extrême gauche, de la famille Moro et de l'otage lui-même. Nul ne juge admissible et réalisable la « libération de prisonniers politiques ». Mais ces partisans de la négociation demandent que l'en explore toutes les voies possibles pour sauver la vie de M. Moro. Ils soulignent, avec le même force que les autres, les conséquences politiques qu'entraînerait l'intransigeance. L'État est suffisamment fort, selon eux, pour se permettre de céder dans une circonstance aussi exceptionnelle.

Vendredi matin, la famille et les amis de M. Moro avaient lancé à la démocratie chrétienne un appel pressant — le premier du genre — lui demandant d'adopter une attitude réaliste — et de définir les

conditions d'une libération de l'otage. Samedi matin, dans les milieux politiques, on doutait que les Brigades rouges mettent leur menace à exécution. La crainte était plutôt que la tension soit entretenue pendant plusieurs jours encore, voire plusieurs semaines, avec des lettres de plus en plus dramatiques de M. Moro. Déjà, la majorité parlementaire, les syndicats et la démocratie chrétienne, elle-même, sont divisés. Plus l'affaire dure et plus cette division risque de s'aggraver. Si, au contraire, les Brigades rouges assaillent réellement M. Moro dans les délais fixés, un grand mouvement d'union nationale se reconstruirait — au moins provisoirement — autour de la victime.

Une chose paraît sûre : ce n'est pas pour libérer des « prisonniers politiques » que les Brigades rouges ont enlevé M. Moro. L'objectif était euh... plus important. Il avait déjà été atteint en partie avant l'ultimatum.

ROBERT SOLÉ.

### Turin est partisan de la fermeté

De notre envoyé spécial

Turin. — Si tous les Turinois se sont réjouis d'apprendre que M. Aldo Moro était encore vivant, après la publication du dernier message des Brigades rouges, celui-ci a malgré tout provoqué, par son caractère d'ultimatum, un embarras perceptible dans l'opinion. Peut-être la capitale du terrorisme italien s'éprouve-t-elle le regret invoqué que l'affaire ne soit toujours pas terminée ; mais, surtout, beaucoup semblent redouter que le gouvernement de Rome finisse par se rendre aux raisons des partisans de la négociation avec les terroristes.

Même les milieux proches de la démocratie chrétienne ne cachent guère, à Turin, qu'ils sont partisans de la fermeté. Le grand quotidien *la Stampa*, dont on connaît les liens avec Fiat, donc avec M. Agnelli, a hésité pas à expliquer longuement en première page et en gros titres : « Pourquoi l'État ne peut s'offrir de jouer les assassins ». D'autres industriels turinois, également proches politiquement de M. Moro, comme M. Rossi, le

copropriétaire de Martini, seraient eux aussi partisans de la fermeté. Les Brigades rouges, exigeantes dont les milieux judiciaires assurent de leur côté qu'elles sont, en toute hypothèse, « le plus grand danger de la justice et de l'incapacité de la police à assurer leur protection, à Turin comme dans la métropole lombarde ».

Vendredi 21 avril, en fin d'après-midi, une manifestation a rassemblé une foule importante Piazza San-Carlo. Elle a permis d'assister à ce spectacle désolant mais fascinant en Italie : des drapeaux du P.C.I. voltigeant avec les emblèmes de la démocratie chrétienne. Plusieurs monuments d'extrême gauche — dont le P.D.U.P. et l'Unità — étaient également représentés. Destinés en principe à célébrer, l'anniversaire de la libération italienne du 25 avril 1945, cette manifestation a surtout été son succès au fait qu'elle apparaissait comme une nouvelle démonstration populaire de protestation contre le terrorisme.

Tous les orateurs y ont fait allusion. Un appel des anciens combattants de la résistance antifasciste, affiché sur la place et lu à la tribune, affirmait notamment : « Le terrorisme, la violence, qui ont frappé tant de vies humaines, la cooptation et la séquestration auxquelles ont été soumis Aldo Moro, sont la négation de tout ce qui fut l'esprit de la résistance et de l'antifascisme militant, parce qu'ils ont offensé la mémoire de ceux qui sont tombés (...) et un procès à intenté au partit-mémorialisme libre et à l'État démocratique. »

Quelles que soient la compassion qu'inspire ici à tout le monde le sort du président de la démocratie chrétienne et les efforts que traversent ses proches, le sentiment quasi général, proclamé par les uns et avoué sans beaucoup de réticence par les autres, aura surtout été jusqu'à l'expiration de l'ultimatum fixé par les Brigades rouges : « Pourvu que le gouvernement tienne bon à Piazza San-Carlo, une banderoles de la démocratie chrétienne proclamait : « Moro : la République ne cédera pas ! »

BERNARD BRIGOLEUX.

Un appel de Paul VI aux Brigades rouges

« Je vous prie à genoux... »

Cité du Vatican. (A.F.P.). — Voici le texte de l'appel de Paul VI aux Brigades rouges qui a été diffusé samedi matin 22 avril par le porte-parole du Vatican, le père Romeo Panciroli :

« Je vous prie, hommes des Brigades rouges : « Rendez à la liberté, à sa famille, à la vie civile, M. Aldo Moro. Je ne vous connais pas et je n'ai aucun moyen d'estimer en contact avec vous. »

Le pape poursuit : « C'est pour cela que je vous écris publiquement, profitant de la marge de temps qui reste avant l'expiration de la menace de mort que vous avez annoncée contre moi, homme bon et humble, que personne ne peut accuser de quelque délit que ce soit. Il m'accuse de faible sentiment social et d'avoir manqué à la justice ou à la coexistence civile. »

« Je n'ai eue un mandat et je ne suis lié par aucun intérêt prié envers lui. Mais je l'aime comme membre de la grande famille humaine, comme ami d'études, et à titre tout particulier comme frère en la foi et comme fils de l'Église du Christ. »

La lettre ajoute : « Je m'adresse à vous, adversaires inconnus et implacables de ces hommes dignes et innocents. Je vous prie à genoux : libérez M. Aldo Moro, simplement sans conditions, non pas tellement à cause de moi mais à cause de la conscience humaine, et dans le but dont j'espère qu'il pèsera sur votre conscience — d'un véritable progrès social, qui ne doit pas être fondé sur le sang innocent, ni sur une souffrance superflue. »

# EUROPE

## Portugal

### LA SITUATION RESTE TENDUE AUX AÇORES

(De notre correspondant.)

Lisbonne. — « Aux Açores, la situation très grave met en cause l'unité nationale », a déclaré M. Almeida Santos en commençant, le vendredi 21 avril à Lisbonne, les incidents provoqués par les séparatistes qui l'ont secoué l'année dernière à Ponta Delgada avec des incidents graves. Le ministre adjoint au premier ministre a été séquestré et agressé par quelques dizaines d'individus qui avaient pénétré au siège du parti socialiste.

Le gouvernement a envoyé aux Açores le ministre de la réforme administrative, M. Rui Pena, membre du C.D.S., et un contingent de la police de choc.

Mais le calme n'est pas revenu. « Rien ni personne de nous arrêtera », titre le journal *Mitahira*, favorable aux séparatistes. Dix-huit personnes ont été blessées lors d'un affrontement entre les forces de l'ordre et des militants du F.L.A. (Front de libération des Açores) le jeudi 21 avril. On annonce de grandes manifestations pour le 25 avril et le 1<sup>er</sup> mai.

Selon la Constitution portugaise, l'archipel des Açores ainsi que celui de Madère bénéficient d'un statut d'autonomie. Un ministre de la République, nommé par le chef de l'Etat, assure la liaison avec les gouvernements régionaux, dont les membres sont désignés à la suite d'élections. Pourtant, rien n'est encore défini en ce qui concerne la compétence des organes locaux, ce qui provoque des frictions constantes entre les autorités des deux archipels et l'administration centrale.

Les mauvaises relations entre les deux principaux partis politiques portugais, le P.S. et le P.R.D., respectivement majoritaires sur le continent et dans les îles, ne contribuent pas à résoudre le problème.

J. R.

## Chypre

### M. OSMAN OREK DIRIGE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT FÉDÉRÉ TURC

Nicosia (A.F.P., U.P.). — M. Rauf Denktaş a approuvé, vendredi 21 avril, la composition du nouveau gouvernement de l'Etat fédéré turc de Chypre, sous la présidence de M. Osman Orek, annonce l'agence TAK. Il y a trois semaines, M. Nejat Onuk avait démissionné après de vives critiques dans la presse sur ses hausses de prix. Son successeur est un ami personnel de M. Denktaş.

Le nouveau cabinet, qui n'est pas reconnu au plan international depuis la proclamation unilatérale de l'Etat fédéré turc en février 1975, comprend dix ministres. M. Orek gère aussi les affaires étrangères. L'ancien ministre, M. Vedat Çelik, prend en charge la tourisme et l'information. M. Orhan Blighan, l'industriel et la défense; M. Hussein Hirdal, économie et finances; M. Erol Andac, les communications et le travail; M. Kenan Atakol, l'éducation; M. Isen Koutchuk, l'agriculture; M. Haki Akur, la reconstruction; M. Moustapha Castay, le travail, la santé et les affaires sociales; M. Feridoun Adaban, les coopératives et l'agriculture; et M. Mehmet Filizoglu, l'industrie et les entreprises publiques.

## Allemagne fédérale

LE GOUVERNEMENT DE L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE est prêt à donner asile à cinq cents détenus politiques argentins. Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Genscher, Van Wier, en a assuré le secrétaire général de la section allemande d'Amnesty International, M. Helmut Frenz. — (A.F.P.)

# L'interception de l'appareil sud-coréen en U.R.S.S.

(Suite de la première page.)

D'après l'agence japonaise Jiji, il aurait simplement précisé que l'appareil sud-coréen avait été contraint d'atterrir parce qu'il avait violé l'espace aérien soviétique. L'appareil a atterri sur un lac gelé proche de la ville de Kem, à quelques centaines de kilomètres au sud de Mourmansk.

L'agence Tass affirme de son côté qu'« une enquête a été ouverte pour faire toute la lumière sur les causes de cette violation de l'espace aérien soviétique ».

« Dans la nuit du 20 au 21 avril, indique l'agence soviétique, un avion non identifié a violé l'espace aérien soviétique du côté de la mer de Barents, dans la région située au nord-est de Mourmansk et, poursuivant son vol en direction du sud, a pénétré profondément en territoire de l'U.R.S.S. »

« Les chasseurs soviétiques ont sommé le pilote d'une enquête a été ouverte pour faire toute la lumière sur les causes de cette violation de l'espace aérien soviétique ».

lac de la région de Kem, en République autonome de Karélie.

Ni M. Kossyguine ni l'agence soviétique n'ont cependant précisé comment l'avion a été tué et blessés certains passagers: au cours de l'atterrissage ou par les projectiles des chasseurs soviétiques. Selon Washington, qui a suivi l'affaire de très près, puisqu'une séance extraordinaire du Conseil national de sécurité lui a été consacrée jeudi soir, les chasseurs soviétiques auraient en effet ouvert le feu sur l'avion civil sud-coréen. M. Brzezinski, le conseiller de M. Carter pour les affaires de politique étrangère, a confirmé le fait vendredi.

On ne s'explique pas encore comment l'appareil de la KAL a pu dévier aussi grossièrement de sa route et pénétrer sur le territoire soviétique au nord de Mourmansk, ni comment il aurait pu tenter d'échapper aux chasseurs soviétiques, bien évidemment beaucoup plus rapides. La région de Mourmansk, qui est interdite aux étrangers, est une zone de haute sécurité, puisque c'est à proximité de ce port que sont basés les sous-marins nucléaires soviétiques. Selon un responsable de la KAL, « il n'y a pas eu d'erreur de navigation (...). Le capitaine et les membres de

son équipage connaissent très bien la voie polaire et ne peuvent pas commettre une erreur aussi grossière ».

Samedi matin, à Séoul, on indiquait que les autorités soviétiques pourraient faire passer au jugement le commandant du Boeing pour violation de l'espace aérien. D'autre part, le vice-président de la KAL, M. Cho Joong-kun, a démenti catégoriquement des informations publiées par la presse coréenne selon lesquelles le navigateur du

Boeing n'avait aucune expérience des vols polaires et que l'appareil ne possédait pas de système de navigation par inertie. Le navigateur, a dit M. Joong-kun, a effectué soixante-dix-sept vols de vol depuis la mise en service de la ligne directe Paris-Séoul, a précisé M. Joong-kun. L'appareil transportait, outre les trente membres de l'équipage, trente-cinq Coréens, quarante-huit Japonais, deux Américains, sans doute Chinois et onze Européens, dont cinq Français.

## Comme sur un rail

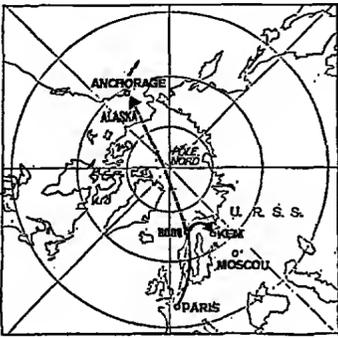
Les avions commerciaux circulant, conformément à des prescriptions de l'OACI (Organisation de l'aviation civile internationale), le long de voies aériennes (AWY) tracées de manière très précise. Au sein d'une AWY, chaque avion occupe un niveau de vol déterminé (les sillages de tous les appareils étant calés sur la même référence barométrique) et dispose d'une tranchée d'espace aérien bien déterminée (un parallélogramme de 50 à 60 kilomètres de long, 16 kilomètres de large et 300 mètres de haut).

Pour lui permettre de conserver sa route, le pilote dispose, au sol, d'aides à la navigation: des balises radio-électriques émettant un moyanna (radio-compass) ou très haute fréquence (V.O.F.), les balises intermédiaires matérialisant l'axe des AWY. L'avion est donc véritablement guidé sur un rail radio-électrique. L'implantation de ces balises est toutefois moins dense dans les zones relativement peu fréquentées (cas de la route polaire) que dans les régions à fort trafic, où les routes sont nombreuses.

Pour compléter, le cas échéant, ce moyen de navigation, le pilote dispose de l'instru-

mentation de bord. Le matériel classique (compas, etc.) est à peu près inutilisable à proximité du pôle. Mais des moyens nouveaux — les centrales à inertie, — insensibles aux phénomènes magnétiques, possédant cette caractéristique de ne pas varier la position de l'avion avec une grande exactitude. Des radars de bord offrent une possibilité de recoupement. Enfin, la contact radio et radar est permanent avec les stations au sol. En outre, le matériel électronique de bord est généralement doublé.

Toutes ces dispositions tendent à rendre l'hypothèse d'un erreur de navigation. Selon diverses sources d'informations, l'avion sud-coréen devait passer à l'ouest de Mourmansk. Pour se retrouver sur le bord de cette ville, il lui aurait donc fallu, après le dernier contact radio, obliquer de 90 degrés à droite et voler à ce nouveau cap pendant deux heures — sans qu'il soit possible de détecter un tel oblique (nombreux dans cette région) le ramener — avant de s'orienter complètement au sud — en sens inverse de sa route primitive — pour se retrouver, si l'on en croit certaines déclarations russes, au-dessus du territoire soviétique.



(PUBLICITE)

## LA TURQUIE ET LES DROITS DE L'HOMME

### Rapport sur les accusations de Chypre contre la Turquie devant le Conseil de l'Europe

A la suite de l'invasion de son territoire, la République de Chypre, le 19 septembre 1974, a déposé ses plaintes devant le Conseil de l'Europe contre la Turquie pour violation de nombreux articles de la Convention européenne des droits de l'homme. Après une enquête minutieuse, selon une procédure contradictoire, le Comité européen des droits de l'homme a rédigé ce rapport, non encore rendu officiellement public mais dont le Sunday Times a publié le 23 janvier 1977 de très larges extraits. Le texte ci-dessous reproduit le majeure partie de ces extraits.

#### MEURTRES

Article concerné de la Convention des droits de l'homme: le droit à la vie de chacun sera protégé par la loi.

Accusation des Chypriotes grecs: l'armée turque s'est engagée de façon systématique dans l'assassinat massif de civils sans rapport avec une quelconque activité de guerre.

Défense turque: aucune défense, mais le juridiction est recuée. Par une lettre en date du 27 novembre 1975, la Turquie a fait savoir à la commission qu'elle niait à l'administration chypriote grecque le droit de se rendre devant la commission, « puisqu'il n'y a pas d'autorité qui puisse au droit obliger le gouvernement turc à reconnaître contre son gré la légitimité d'un gouvernement qui a usurpé les pouvoirs de l'Etat en violation de la Constitution dont la Turquie est garante ». Aucune défense donc n'a été présentée à l'une ou à l'autre de ces accusations.

Preuves données à la commission: la témoin, Mme K., a déclaré que le 27 juillet 1974, second jour de l'invasion turque, elle et quatre de ses voisines d'Elia ont été faits prisonniers alors que, fuyant un bombardement, elles essayaient d'atteindre une chaîne de montagnes. Les douze hommes arrêtés étaient tous des civils, ils furent séparés des femmes et humiliés en lacs d'elles, sur les ordres d'un officier turc. Quelques-uns des hommes tenaient des enfants, trois d'entre eux furent blessés.

Le verdict de la commission: per quatorze voix contre une, la commission a estimé qu'il y avait « de très graves preuves » de la violation de l'article 2 et de meurtre « commis sur une vaste échelle ».

#### TORTURES

Article concerné: nul ne pourra être soumis à la torture ou à des traitements inhumains ou dégradants.

Accusation portée par les Chypriotes grecs: des centaines de personnes, y compris des enfants, des femmes et vieillards, ont été victimes de tortures systématiques ou de traitements sauvages et humiliants au cours de leur détention par l'armée turque. D'après leurs déclarations, ils ont été frappés, certains ont subi des mutilations, beaucoup ont été touchés, ont vu leurs dents brisées, leur tête frappée contre les murs, ont été battus avec des matras électriques, ont vu la peau brûlée par des cigarettes. On a sauté et marché sur leur poitrine et sur leurs mains, déversé d'infects liquides sur eux, on les a transportés avec des bâtonnets, etc.

Beaucoup ont été à ce point maltraités qu'ils en ont été physiquement et mentalement diminués. Ils se sont plaints que les brutalités avaient entraîné leur paroxysme après les accords de cessez-le-feu; en fait, la plupart des atrocités dénoncées ont été commises au moment où les forces armées turques étaient plus engagées dans une seule activité militaire.

Preuves apportées à la commission: la principal témoin a été un instituteur, un des 2 000 Chypriotes grecs déportés en Turquie. Il a déclaré que lui et ses compagnons de détention ont été frappés à plusieurs reprises

après leur arrestation sur le trajet d'Adana (en Turquie), en prison à Adana et dans le camp de prisonniers d'Amasya.

Sur le bateau vers la Turquie: « Les coups ont à nouveau redoublé de manière terrible. Nous étions tout le temps en contact avec deux avions turcs qui nous suivaient. On nous a tiré dessus à trois ou quatre fois. On nous a demandé de l'eau ou que nous parlions. On nous frappait. »

A Adana, quiconque demandait à voir un médecin était battu. « Etre battu, c'était ignominieux tous les jours. Il y avait une fois un homme très bon, très gentil, mais il avait peur de montrer sa gentillesse, ainsi qu'il nous le disait. »

Le témoin P. a parlé: « Un compagnon prisonnier qui avait reçu des coups de pied à la bouche. Il avait perdu plusieurs dents — et se machoire inférieure partait en morceaux. »

De camarades prisonniers pendus par les pieds au-dessus du trou des latrines pendant des heures.

« Un lieutenant turc qui avait l'habitude de piquer tous les prisonniers avec une épingle quand il était dans la cour. »

« Des camarades étaient torturés et les prisonniers étaient torturés emigrés à leur retour à Chypre. Il a constaté neuf fois des signes de blessures. »

Le docteur a donné une description générale des conditions de vie à Adana et dans les camps de détention à Chypre. Le nourriture, a-t-il dit, consistait en un huitième de miches de pain par jour, avec occasionnellement des olives; deux seaux d'eau et deux gobelets qui n'étaient jamais lavés, avec lesquels environ 1 000 personnes devaient boire; les toilettes étaient communes, avec des excréments débordant des cuvettes; le sol était couvert d'excréments et d'urine; en prison, à Adana, les prisonniers étaient entassés à soixante-seize par cellule avec trois serviettes et se lavaient et laver leurs vêtements.

Un homme a dû amputer ses propres ongles avec une lame de rasoir à la suite de tortures. Fait pris avec un autre, ils ont été frappés avec des objets durs. Lorsqu'il a réclamé un verre d'eau, on lui a apporté un verre d'urine. On lui a alors piétiné les oreilles jusqu'à ce qu'ils deviennent bleus, après et finalement congelés (un autre homme a été transporté à l'hôpital de Nicosia où il a été opéré d'être amputé de ses jambes. Il ne devait pas survivre à l'opération).

« Opre la témoin S.: « Des centaines de Chypriotes grecs ont été frappés et des souffrances éprouvées. Dans certains cas, on leur a coupé les oreilles, comme à Palaklythron et Trehoni... »

Verdict de la commission: par douze voix contre une, la commission a conclu que les prisonniers avaient été dans de nombreux cas torturés par les soldats turcs. « Ces tortures ont été la cause d'un nombre considérable de blessures et dans un cas au moins entraîné le mort de la victime. Par leur gravité, elles constituent « un traitement inhumain » au sens de l'article 3 aux termes duquel la Turquie est responsable en vertu de la convention. »

## ASSOCIATION DES AMIS DE LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE

### PETITION

Depuis le mois de juillet 1974, l'île de Chypre est occupée par l'armée turque. Deux cent mille Chypriotes ont été arrachés à leurs foyers et sont devenus des réfugiés dans leur propre pays. En outre on dénombre deux mille personnes disparues, qui ont survécu à la guerre mais sur les sort desquelles le gouvernement d'Ankara se refuse à donner la moindre information.

En conséquence NOUS AFFIRMONS: notre attachement à l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et le non-alignement de la République de Chypre; notre soutien à une solution juste du problème chypriote fondée Cette pétition avec la liste de ses signataires sera envoyée début mai de l'Assemblée nationale, au président du Sénat.

NOM..... Adresse.....

Prénom..... Qualité.....

Pétition à renvoyer à: Association des Amis de la République de Chypre, 3, avenue Charles-Rouxel 77340 PONTAULT-COMBAULT, boîte postale 50.

## CORRESPONDANCE

### L'anniversaire du massacre des Arméniens

L'Association pour le développement culturel et artistique des jeunes arméniennes de France (1) nous fait parvenir un appel pour célébrer le 24 avril l'anniversaire du génocide de 1915, qui fut le premier génocide de notre siècle.

Par respect pour la mémoire des victimes d'hier, par vigilance face à des périls toujours menaçants, il faut que les crimes d'hier ne soient pas effacés de l'histoire, que le génocide arménien, condamné depuis toujours par la conscience humaine, soit juridiquement reconnu et condamné, comme l'a été le génocide commis par les nazis.

Animés d'un profond désir de paix avec tous les peuples, nous entendons pas réveiller des querelles nationales, mais œuvrer pour un avenir de fraternité, qui, dans l'intérêt et pour l'honneur

de tous, ne peut surgir que de la réprobation de tous les crimes. Les signataires du présent texte, fidèles à la grande tradition française qui a fait commémorer des hommes de diverses familles politiques et spirituelles dans l'histoire et l'amitié pour les communautés arméniennes, vous appellent à vous joindre à eux, pour que les droits légitimes du peuple arménien soient reconnus et que les crimes contre l'humanité soient condamnés par les plus hautes instances nationales et internationales.

Parmi les signataires, figurent MM. Aragon, Carrou, Costa-Gavras, Vladimir Jacobovitch, Armand Lacombe, Pierre Paraf, Mme Madeleine Renaud, MM. Beoff Troys, de l'Académie française, Claude Labbé, Robert Fillard, Henri Casasco, Guy Ouellet.

(1) 8, cité Weuzhall, Paris-10e.

## URUGUAY

### Raul Sendic

« Le Congrès des Comités de Solidarité pour l'Uruguay, réuni les 2 et 3 avril à Montevideo, a approuvé, ce jour-ci, les nouvelles tortures subies par le dirigeant politique et syndical RAUL SENDIC, qui ont aggravé son état de santé déjà ébranlé à cause des conditions inhumaines de détention dont il est victime depuis à son retour. »

« Le Congrès des Comités de Solidarité pour l'Uruguay exige: — Que les tortures infligées ou commises à RAUL SENDIC cessent immédiatement. — Que cessent aussi sa coopération d'usage, ainsi que celle de tous les autres prisonniers dans la même situation. — Qu'une assistance médicale adéquate lui soit fournie et que sa famille soit autorisée à le voir régulièrement. »

ENVOYEZ VOS LETTRES ET TELEGRAMMES A L'AMBASSADE D'URUGUAY A PARIS (47, avenue Maitland, 75016 Paris).

- URUGUAY KOMITEE NORKOPING (Suède).
- GOTENBORGS URUGUAY KOMITEE (Suède).
- COMITE DE DEFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES EN URUGUAY. (C.D.P.P.) (Paris).
- URUGUAY KUURUNNATIE KOMITEE (Hollande).
- KOMITEE FÜR DIE MENSCHEN RECHTEN IN URUGUAY (Londres).
- GRUPE UZNEVANUM ET SOLIDARITE AVEC URUGUAY (Genève).
- KOMITATO URUGUAYANO DI ROMA (Rome).
- KOMITATO DE SOLIDARITA OEFENSA FRIGIONIERI POLITICI URUGUAYANI (Berlino).
- KOMITATO DE OEFENSA OBI PRIGIONIERI POLITICI URUGUAYANI (Milano).
- KOMITATO URUGUAYANO DI SOLIDARITA (Genève).
- INFORMATIONEN UBER URUGUAY (Berlin).
- INFORMATIONEN UBER URUGUAY (Cologne).
- SOLIDARITÄT MIT URUGUAY (Vienna).
- SECCION URUGUAY DE LA LIGA POR LOS OBREROS DE LOS PUEBLOS (Barcelona).
- COMITE DE SOLIDARIDAD CON LA LUCHA DEL PUEBLO URUGUAYO (Madrid).
- COMITE DE SOLIDARIDAD CON LA LUCHA DEL PUEBLO TRABAJADOR URUGUAYO (Bruxelles).
- GRUPO ARGEL (Alger).

Pour la Liberté de tous les Prisonniers Politiques de Uruguay. Comité financier: C.C.P.P. Pour les 238451.

C.D.P.P.U., 46, rue de Valenciennes, 75006 PARIS.

## Corée du Sud

### Le président Carter décide de réduire le contingent de troupes américaines

qui sera rapatrié cette année

Washington (A.F.P.). — Le président américain Jimmy Carter a annoncé vendredi 19 avril qu'il réduira de 20 000 hommes le contingent de troupes américaines stationnées en Corée du Sud. Cette décision, qui sera mise en œuvre au cours de l'été 1978, marque une étape importante dans la politique de désengagement américain en Asie. Le président a déclaré que cette réduction s'inscrit dans une stratégie globale visant à réduire les dépenses militaires et à renforcer la diplomatie. Il a également souligné que la sécurité de la Corée du Sud sera assurée par une force américaine réduite mais plus efficace. Cette annonce a été accueillie avec une certaine réserve par les autorités sud-coréennes, qui craignent que cela ne soit interprété comme un signe de faiblesse. Cependant, elle a été saluée par les défenseurs de la réduction des dépenses militaires.

## Chine

### RETOURS DE DAZIBAO

SE PLAIGNENT D'AVOIR ETE CONTRAINTS DE S'ENFUYR

Beijing (A.F.P.). — Des milliers de réfugiés de la région de Dazibao ont commencé à rentrer en Chine depuis le début de l'été 1977. Ils se plaignent d'avoir été contraints de fuir leur pays natal à cause de la famine et de la persécution politique. Les autorités chinoises ont tenté de les empêcher de partir, mais ils ont réussi à franchir la frontière. Certains ont été arrêtés et emprisonnés, mais beaucoup ont réussi à s'échapper. Cette situation a suscité de vives critiques à l'étranger, qui ont accusé le régime chinois de génocide et de violations des droits de l'homme.

## Cambodge

### M. CARTER APPELLE « LA VIOLATION SYSTÉMIQUE » DES DROITS DE L'HOMME

Washington (A.F.P.). — Le président américain Jimmy Carter a appelé à la libération immédiate de tous les prisonniers politiques du Cambodge. Il a déclaré que les violations systématiques des droits de l'homme par le régime de Pol Pot constituent un crime contre l'humanité. Le président a également appelé à la mise en œuvre de la résolution 2381 du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies, qui exige la libération de tous les prisonniers politiques.

## Bangladesh

### UNE ELECTION PRESIDENTIELLE AU SUFFRAGE UNIVERSEL

Dacca (A.F.P.). — Le président du Bangladesh, Sheikh Mujibur Rahman, a annoncé vendredi 19 avril qu'il se présentera à une élection présidentielle au suffrage universel. Cette décision a été accueillie avec enthousiasme par le peuple bangladais, qui attendait depuis longtemps une telle réforme. Le président a également souligné que cette élection sera libre et équitable, et qu'elle sera organisée dans un délai de quelques semaines.

## Japon

### LE PREMIER MINISTRE JAPONAIS TOKYO LE 20 AVRIL 1978

Le premier ministre japonais, Kakuei Tanaka, a annoncé vendredi 19 avril qu'il se présentera à une élection législative partielle. Cette décision a été accueillie avec intérêt par les médias japonais.

Handwritten signature in Arabic script.

سكنا من الامم

# ASIE

## Corée du Sud

### Le président Carter décide de réduire le contingent des troupes américaines qui sera rapatrié cette année

Une fois de plus, le président Carter a été contraint de s'écarter de la ligne qu'il s'était tracée. Ce ne sont plus trois bataillons de la 2<sup>e</sup> division d'infanterie stationnée en Corée du Sud, et fait savoir la Maison-Blanche, le vendredi 21 avril, mais un seul, qui sera « redéployé » sur le territoire des Etats-Unis d'ici à la fin de l'année, soit huit cents hommes au lieu des deux mille quatre cents prévus à l'origine.

Aussitôt après son élection, de novembre 1976, le nouveau président avait annoncé son intention de retirer par étapes et étendant sur cinq ans les trente-deux mille hommes d'unités de combat se trouvant en permanence en Corée du Sud, tout en accroissant en proportion le potentiel militaire de cette dernière. En somme, il s'agissait d'un programme de « coréanisation » de la défense du régime de Séoul qui, avec certains correctifs, n'était pas sans rappeler les nouveaux gouvernés de la défunte « vietnamisation ». La différence, qui n'est pas mince, est que Washington n'a jamais cherché à se décharger des engagements contractés envers son allié coréen. Aussi, le rapatrié de la « présence » terrestre américaine devait être compensé, autant que faire se peut, par un léger renforcement des forces aériennes américaines basées en Corée du Sud.

Ce grand projet de « redéployer » n'a pas été sans inquiéter Séoul, malgré les grandes manœuvres conjuguées menées en Corée du Sud à grand fracas publicitaire, en mars dernier, sous le nom de code symbolique « Esprit d'équipe » (Team Spirit) ; Séoul vit dans la hantise

chronique non pas d'une remise en question, exclue pour l'instant, mais d'une contraction de la protection américaine. C'est même cette incertitude constante quant à la solidité de l'appui américain qui explique les pots-de-vin versés par divers intermédiaires sud-coréens à une trentaine de politiciens américains. Largesses qui se sont révélées fâcheusement « contre-productives », car le Congrès, dont tant de membres passés ou présents se trouvent compromis, voire poursuivis pour trafic d'influence, a boudé l'examen des mesures soumises par la Maison-Blanche pour prouver à Séoul que les Etats-Unis lui restaient indéfectivement fidèles. M. Carter demandait pour l'exercice en cours le vote d'un crédit d'assistance militaire d'un montant de 275 millions de dollars, ainsi que l'approbation d'un « transfert » de matériel militaire américain aux forces coréennes évalué à 800 millions de dollars. M. Carter a insisté à nouveau, vendredi, pour que le Congrès se saisisse des textes entérinant ces mesures et à déclarer qu'en attendant il ferait procéder au rapatriement convenu de deux mille six cents hommes appartenant à des unités de soutien, ainsi qu'à l'envoi d'une douzaine de chasseurs de type F-4, portant ainsi à soixante-douze appareils le total du détachement aérien américain en Corée du Sud, soit une augmentation de 20 %.

Ce n'est donc, pour M. Carter, que partie remise. Mais cet ajustement démontre que, dans la conjoncture actuelle, c'est le Congrès qui règle le jeu à sa guise. — A. C.

## Chine

### DES AUTEURS DE DAZIBAOS SE PLAIGNENT D'AVOIR ÉTÉ CONTRAINTS DE DIVORCER

Pékin (A.F.P.). — De jeunes Pékinois, ayant perdu leur emploi pour « erreurs politiques » avant la chute de la « bande des quatre », ont fait appel, vendredi 21 avril, aux autorités chargées de leur demander de réparer les « injustices » dont ils sont victimes.

Deux affiches ont été ainsi apposées en des emplacements différents à Pékin, les 17 et 18 de ces derniers jours, rapportant leurs difficultés depuis les « verdicts » qui furent prononcés contre eux. Tous les deux mentionnent notamment les divorces qui furent alors décidés par les autorités et leurs conditions de vie pénibles dans des villages de la banlieue pékinoise.

L'un d'eux, qui signe Rao Peng, trente-trois ans, déclare être employé comme ouvrier temporaire dans le village de Wangping depuis trois ans. Sa famille avait été qualifiée de « contre-révolutionnaire » et son père fut contraint de divorcer et d'abandonner ses trois enfants.

Sur une autre affiche, un médecin de trente-trois ans raconte avoir perdu son emploi à Pékin, en 1970, avoir été contraint de divorcer et de quitter ses trois enfants. Il vit depuis plusieurs mois dans un état critique, malade et sans revenu.

Au milieu d'une campagne d'affiches plus politiques, plusieurs journaux marxistes ont critiqué, à Pékin, l'attention des autorités sur les conditions de vie de leurs auteurs.

## Japon

L'AMBASSADE DU JAPON A PÉKIN a protesté à nouveau, vendredi 21 avril, contre la présence de bateaux de pêche chinois autour de l'île Tiaoou (Senkaku en japonais) (Le Monde du 15 avril). Une première note avait été rejetée « catégoriquement ». Le directeur adjoint des affaires d'Asie au ministère des affaires étrangères à Pékin aurait assuré au diplomate japonais, au cours de l'entrevue de vendredi, que l'incursion des bateaux chinois avait été « accidentelle ». — (A.F.P., UPI.)

LE PREMIER MINISTRE JAPONAIS, M. Takeo Fukuda, quittera Tokyo le 30 avril pour rencontrer le 3 mai le président Carter à Washington, a annoncé le gouvernement japonais, vendredi 21 avril, à Tokyo.

## Cambodge

### M. CARTER APPELLE « TOUTES LES NATIONS » A CONDAMNER « LA VIOLATION SYSTÉMATIQUE » DES DROITS DE L'HOMME

Washington (A.F.P.). — Le président Carter a lancé, au soir du vendredi 21 avril, un appel à « toutes les nations » pour qu'elles s'élèvent publiquement contre « la violation systématique » des droits de l'homme au Cambodge.

« Les Etats-Unis ne peuvent pas ne pas condamner le gouvernement cambodgien, le régime d'extrême gauche qui viole les droits de l'homme dans le monde », affirme cette déclaration.

« Les exécutions sommaires se poursuivent au Cambodge où la peur des autorités est généralisée. Les Etats-Unis soutiennent la protestation internationale qui se fait jour contre les pratiques de ce régime inhumain », poursuit la déclaration présidentielle, en citant la motion adoptée à l'unanimité le 17 avril par la Chambre des communes canadienne, les auditions de témoins organisées à partir de vendredi en Norvège, l'appel d'Amnesty International et l'action de la commission des Nations unies sur les droits de l'homme.

« Nous applaudissons à ces initiatives. Le gouvernement américain condamne à nouveau les violations des droits de l'homme au Cambodge. C'est une obligation pour chaque membre de la communauté internationale de protester contre les pratiques de cette nation où de toute autre qui viole systématiquement, avec cruauté, les droits de son peuple à l'égard de la dignité humaine élémentaire », conclut la déclaration de M. Carter.

## Bangladesh

UNE ELECTION PRESIDEN- TIELLE au suffrage universel, la première de ce type dans l'histoire du Bangladesh, aura lieu le 3 juin prochain, a annoncé le président Ziaur Rahman vendredi soir 21 avril à Dacca.

Cette élection permettra d'établir un gouvernement stable et d'ouvrir la voie à un processus de démocratisation », a déclaré le président dans un discours radiodiffusé et télévisé.

Il a ajouté que les restrictions aux activités politiques publiques seraient levées « par étapes » à partir du 24 avril afin d'assurer la liberté et l'impartialité des élections et pour permettre aux partis politiques d'y participer.

Le général Ziaur, au pouvoir depuis le 7 novembre 1975, a réaffirmé que des élections parlementaires au suffrage universel auraient lieu « avant la fin de l'année ». — (A.F.P.)

# CE JOUR-LA, DANS L'ISOLOIR.

Le 11 mars, la veille du premier tour des élections, politologiques, leaders politiques, instituts de sondage donnaient la gauche gagnante avec 52 à 54 % des voix. Pour la première fois depuis 30 ans, un gouvernement de gauche comportant des communistes, allait prendre le pouvoir. Puis, au soir du 12 mars, coup de tonnerre ! Tout était déjà joué. La gauche n'avait que 50 %.

Que s'est-il passé dans les derniers jours et entre les deux tours, qui a ainsi fait changer le cours de l'histoire ?

Le NOUVEL OBSERVATEUR a lancé une grande enquête et interrogé 2 000 personnes dès le lundi 20 mars. Il ne s'agit pas cette fois d'un sondage sur des intentions, mais sur les votes réels. C'est pourquoi cette enquête répond avec une grande précision aux questions que chacun se pose.

Les instituts de sondage se sont-ils trompés ? Combien sont-ils et surtout qui sont-ils ces Français qui ont changé leur vote au dernier moment, permettant finalement à la majorité de l'emporter ? Pourquoi cette évolution ?

Quelle part de responsabilité les communistes attribuent-ils à leur parti dans l'échec ? L'enquête répond et permet de comprendre ce qui se passe et va se passer au sein du P.C.

Pour suivre l'évolution de la gauche dans les semaines qui viennent pour savoir si la majorité répond ou non aux vœux réels des Français, une grande enquête du NOUVEL OBSERVATEUR qui n'est pas un sondage sur les intentions de vote mais l'analyse exacte de ce qui s'est passé réellement ce jour-là, dans l'isoloir:

## COMMENT LES FRANÇAIS ONT CHANGE LE DERNIER JOUR

# AUJOURD'HUI DANS LE NOUVEL observateur

# AFRIQUE

## Le président du Gabon dénonce l'ingérence libyenne au Tchad

L'évolution de la situation au Tchad est à l'origine d'une intense activité diplomatique à Paris, où a séjourné, jeudi et vendredi, M. Wadal Abdelkader Kamngue, ministre tchadien des affaires étrangères. Ce dernier a quitté, vendredi soir 21 avril, la capitale française pour Dakar, où débute lundi la conférence des ministres des affaires étrangères des pays latins.

En territoire tchadien, où se poursuivent les combats entre rebelles et forces de l'ordre, la situation militaire est confuse.

Après avoir renoncé vendredi 21 avril M. Louis de Guiringaud (22 dernières éditions du Monde), le ministre tchadien des affaires étrangères a été reçu par M. Omar Bongo, président de la République gabonaise, qui séjourne actuellement à Paris, où il a été vendredi l'hôte à déjeuner de M. Giscard d'Estaing.

À sa sortie de l'Élysée, le chef de l'État gabonais a déclaré : « C'est la Libye qui arme les rebelles tchadiens, je n'ai pas peur de le dire. » Puis il a ajouté : « Je crois que la Libye peut jouer un rôle de juge et de médiateur, cela devient incompressible. »

Rappelant qu'un accord de ces-

### Ouganda

#### UN « MALENTENDU » MEURTRIER

Au moins une douzaine de personnes ont été tuées, mercredi 19 avril, d'un accident de circulation à Kampala, par l'escorte du vice-président et ministre de la défense ougandais, M. Moustafa Idressi, à la suite d'un accident de la circulation le Monde du 22 avril. Les gardes du ministre avaient pensé qu'il s'agissait d'un attentat, rapporte vendredi, le journal Kenyan Daily Nation, publié à Nairobi.

Selon le quotidien, les gardes ont ouvert le feu sur des villageois qui étaient précipités sur les lieux de l'accident et sur les occupants d'un camion qui avait percé la voiture de M. Idressi. Le conducteur du camion a été tué dans l'accident.

À la suite de cette collision, les forces de sécurité ont arrêté plus de cent soixante habitants suspects d'avoir provoqué l'accident. — (A.F.P., Reuters.)

# PROCHE-ORIENT

## Israël

### RELEVANT DÉSORMAIS DE LA DÉFENSE

## La politique d'implantation des colonies sera entourée d'un plus grand secret

De notre correspondant

Jérusalem. — Le gouvernement israélien a toujours prétendu que sa politique d'implantation de colonies ne constituait pas un obstacle sur la voie de la paix. Mais les autorités sont conscientes qu'il s'agit d'un problème extrêmement délicat. Chaque information concernant les nouvelles colonies — même s'il s'agit d'une question de d'un bulldozer qui effectue des travaux de terrassement — a un retentissement considérable. On se souvient que, en mars dernier, lors de sa visite aux États-Unis, le ministre de la défense, le général Ezer Weizman, avait menacé de démissionner si, au cours de ses conversations avec les dirigeants américains, un seul tracteur devait entreprendre des travaux dans une nouvelle colonie de Cisjordanie.

Le gouvernement a donc décidé de modifier sa manière de procéder en ce qui concerne les implantations. Jusqu'à présent, toutes les décisions concernant la création ou le renforcement de colonies étaient prises par la commission interministérielle des implantations, dirigée par le ministre de l'Agriculture, M. Arik Sharon. Désormais, ces décisions seront du ressort de la commission interministérielle de la défense, dont les délibérations se déroulent sous le sceau du secret. La nouvelle n'a pas été annoncée officiellement.

Washington, Israël a pratiquement « gelé » la création de nouvelles colonies et il est plus que probable qu'à la veille de la non-ventilation de M. Dayan, puis de M. Begin aux États-Unis, aucune mesure ne sera prise en ce qui concerne les implantations. Le changement de procédure devrait permettre précisément d'éviter un « scoop » ou une « bavure » du ministre de l'Agriculture.

### Un accord avec l'Histadrout

L'attention s'est surtout portée ces derniers jours sur l'évolution de la situation sociale. L'épreuve de force entre le gouvernement et la centrale syndicale Histadrout a, en effet, été évitée après l'accord intervenu, jeudi soir 20 avril, entre le ministre des finances, M. Erelch, et le secrétaire général de la centrale, M. Moshé. La vague actuelle d'agitation sociale en sera-t-elle pour autant éteinte ?

Tout dépend de la capacité des dirigeants d'Histadrout d'imposer l'accord à leurs troupes. Il n'est pas certain, en effet, que les différentes organisations professionnelles du secteur tertiaire soient un frein à leurs revendications salariales et acceptent une augmentation de 15 % alors qu'elles réclament souvent — comme les enseignants — une revalorisation salariale de l'ordre de 50 %.

Pour convaincre ces catégories de personnel de réduire leurs exigences, l'Histadrout pourra cependant faire valoir des revendications salariales au gouvernement — le blocage pour une période de six mois des prix des produits de première nécessité, des tarifs de feu et de l'électricité, du prix du pétrole ainsi que le gel de certaines taxes. Tout le monde s'accorde à penser qu'en attendant ce plan anti-inflation, le gouvernement et l'Histadrout se sont engagés sur la voie de la sagesse. Seul, en effet, ce type d'accord est capable d'entraîner dans une certaine mesure les causes des prix. Le ministre des finances prévoit que l'inflation pourra à présent être limitée cette année à 30 %. Encore faudrait-il que l'accord ne passe pas une rallonge budgétaire. Or le coût de la loi de finances à 4 milliards de livres israéliennes, auxquels il faut encore ajouter 3 milliards pour les augmentations de salaires en perspective.

M. Erelch a l'intention de prélever cette somme sur les budgets de divers ministères auxquels il va demander d'accepter de nouvelles coupes. Mais le ministre des finances n'est pas au bout de ses peines. L'accord Histadrout — gouvernement n'assure pas encore une véritable trêve sociale. Ainsi le conflit à la compagnie aérienne El Al, à la comptabilité publique, après plus de deux semaines de négociations, n'est pas pour autant réglé. La nuit de jeudi 21 avril, n'ont abouti à aucun résultat. — (A.F.P., Reuters.)

## Le « dialogue » israélo-égyptien

## Le Caire n'attend pas de résultats dans l'immédiat des efforts diplomatiques de Washington

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, se rendra à Washington les 28 et 29 avril et s'entreverra avec le secrétaire d'État, M. Cyrus Vance, à son indiquer vendredi 21 avril au Département d'État.

Ces discussions seront essentiellement consacrées aux efforts des deux pays pour trouver une solution pacifique aux problèmes du Proche-Orient.

M. Alfred Atherton, ambassadeur itinérant des États-Unis au Proche-Orient, qui est arrivé vendredi au Caire, rentrera directement de la capitale égyptienne afin de participer à ces conversations.

De notre correspondant

Le Caire. — L'arrivée au Caire, vendredi 21 avril, du ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, a été entourée par les autorités égyptiennes de presque autant de discrétion que le dernier et décevant voyage au Caire du général Weizman, ministre israélien de la défense, à la fin du mois.

C'est que, dans l'immédiat, le Caire n'attend pas que les efforts diplomatiques en cours, notamment ceux de Washington, parviennent à débloquer le processus de paix engagé par la visite du chef de l'État égyptien au Israël, à l'automne dernier. Le nouveau mot d'ordre des responsables égyptiens pour ce qui l'on continue d'appeler le « dialogue avec les Israéliens » est : « L'Égypte n'est pas pressée ».

Les espoirs d'une paix rapide s'étaient évanouis, les dirigeants égyptiens se placent maintenant, faute de mieux, dans une perspective à long terme. Ils s'attendent de patience, estimant que le travail pour eux, déjà, front-les-yeux, l'opinion publique occidentale, notamment américaine, prête une oreille de plus en plus favorable aux thèses arabes. Israël

sera bien sensible un jour ou l'autre. D'autre part, les égyptiens du Liban ont redonné à l'Égypte sa « crédibilité arabe » les pays du Front de la résistance (Syrie, Libye, Algérie et Yémen du Sud) n'ayant pas levé le poids de la Libye lors de l'invasion du sud du Liban par les forces israéliennes.

M. Atherton, qui est reçu ce samedi au Caire par M. Mohamed Kamel, ministre égyptien des affaires étrangères, avant de l'être dimanche à Ghardaka (mer Rouge), par le président Sadate, n'est pas porteur de « nouvelles idées ». Il est venu de nouveau en Égypte pour maintenir une certaine « dynamique », la négociation — sur l'évacuation du Sinaï — ne pouvant désempaler, au vu des yeux des Égyptiens, qui sur ce point, sont soutenus par les Américains, lorsqu'une déclaration de principe israélienne permettra au Caire de démontrer que sont sauvegardées toutes les chances de réaliser l'autodétermination des Palestiniens. Cette commission sur le papier une fois attachée à Israël, les pourparlers bipartites pourront reprendre. Un groupe d'officiers israéliens maintient d'ailleurs, au Caire même, le contact avec les négociateurs militaires égyptiens.

M. Atherton regagnera ensuite directement les États-Unis, sans aller en Israël, puisqu'il doit participer aux entretiens américano-israéliens qui vont se dérouler à Washington, à l'occasion de la venue dans la capitale fédérale de M. Dayan, ministre israélien des affaires étrangères.

### « AL AHRAM » ANNONCE LE DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU TERRORISTE

Le quotidien officiel Al Ahram a annoncé, samedi 22 avril, le démantèlement en Égypte, d'une organisation terroriste qui projetait d'assassiner des personnalités politiques et d'organiser des opérations de sabotage. Selon le journal, le mouvement se composait de ressortissants arabes et palestiniens et était en relation avec des organisations de type international et les Brigades rouges italiennes. Vingt arrestations auraient été opérées et les données de l'opération seraient fournies des indications « graves et détaillées » sur leur « complot ».

Le quotidien ne précise ni l'identité ni le nombre des ressortissants européens arrêtés, mais il pourrait s'agir de cinq jeunes gens, trois Suisses et deux Allemands de l'Ouest, qui suivaient des cours à l'institut Goethe du Caire et de l'arrestation a été annoncée le 21 avril à Berne. Ces jeunes gens seraient connus dans les milieux étudiants pour leurs sympathies pro-palestiniennes. L'opération israélienne au Liban, appréhendé au début d'avril, a reçu la visite de M. Mehr attaché de l'ambassade de Suisse au Caire. Il lui a dû avoir subi des sévices. — (A.F.P., Reuters.)

J.P. PERONCEL-HUGOZ.

● Le financement des « osques bleus » au Liban. — L'Assemblée générale des Nations unies a ratifié vendredi soir, 21 avril, par quatre-vingt-dix-neuf voix contre quarante-trois, une résolution d'ouvrir un crédit de 50 millions de dollars pour les opérations de la PINUL (Force intermédiaire des Nations unies au Liban) du 19 mars au 18 septembre 1978, ces dépenses étant à la charge des États membres de l'ONU.

Avant le vote final sur cette résolution, qui lance aussi un appel à Israël pour une évacuation rapide et totale du territoire libanais, l'Assemblée a entendu une cinquantaine d'interventions, dont la plupart ont condamné l'opération israélienne au Liban, les lenteurs du retrait, la politique israélienne en général, et demandé que les frais de la PINUL soient « à la charge de l'agresseur ». — (A.F.P., Reuters.)

# NE PLUS ÊTRE COMPLICICES !

Le 15 mars 1978, les forces armées israéliennes ont envahi le Sud-Liban. Bombardements aériens (avec utilisation de bombes à fragmentation) et massacres de populations ont fait quelque deux mille victimes civiles et ont provoqué l'exode massif de deux cent mille nouveaux réfugiés palestiniens et libanais.

L'ONU a ordonné le retrait des forces israéliennes. Elles continuent cependant d'occuper le terrain et d'y faire régner la terreur avec l'aide de leurs alliés de l'extrême droite libanaise.

Depuis juin 1967, l'État d'Israël occupe illégalement le Golan syrien, le Sinaï égyptien, la Bande de Gaza et la Cisjordanie. Dans ces territoires où vivent plus d'un million de Palestiniens, l'État d'Israël, au mépris du droit et des décisions de la communauté internationale, terrorise et expulse, exproprie et colonise.

Depuis 1948, l'État d'Israël opprime et surexploite, humilie et confisque les biens de « ses » citoyens arabes (un demi-million) dans le cadre d'un régime raciste basé sur la discrimination officielle entre « Juif » et « non-Juif ».

Depuis 1948, c'est-à-dire depuis sa naissance, l'État d'Israël s'oppose au retour de plus d'un million de réfugiés palestiniens dans la patrie d'où ils ont été chassés, et mène, sous couvert de « défense » et de « sécurité », une véritable guerre visant à la liquidation du peuple palestinien en vue de lutter pour sa survie, coupable d'avoir survécu à l'expulsion, et dont Israël nie jusqu'à l'existence.

En 1969, lorsque des commandos israéliens, en violation flagrante de la souveraineté du Liban, avaient détruit l'événement civil libanais sur l'aéroport de Beyrouth, la France avait décidé un nouvel embargo des armes à destination d'Israël.

Face à la nouvelle agression israélienne, la complicité actuelle entre la France et l'État d'Israël contredit les prises de position officielles en faveur des droits palestiniens, de l'intégrité du territoire libanais et d'un règlement juste et durable du conflit du Moyen-Orient.

Cette complicité doit cesser !

Nous lançons un appel à toutes les organisations démocratiques, à tous ceux qui refusent de soutenir cette violation et de légitimer le génocide pour qu'ils se infirment à nos vœux et demandent avec nous :

**LA SUSPENSION DES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET ISRAËL TANT QU'ISRAËL N'ÉVACUE PAS LE SUD-LIBAN DANS SA TOTALITÉ ET N'APPLIQUE PAS LES DÉCISIONS INTERNATIONALES CONCERNANT LES DROITS NATIONAUX ET HUMAINS DU PEUPLE PALESTINIEN.**

Appel à l'initiative de : Association médicale franco-palestinienne, Association de Solidarité franco-arabe, Collectif National pour la Palestine, Collectif d'information sur les prisonniers palestiniens en Israël, Conférence Mondiale des chrétiens pour la Palestine.

Ce texte (paru dans le Monde dans les 16-17 avril 1978) a déjà recueilli de nombreuses signatures. Notre campagne se poursuit.

Envoyez vos signatures et votre soutien à :

COLLECTIF NATIONAL POUR LA PALESTINE B.P. 146 75263 PARIS GEDEx 06 C.E.P. 18882-75 E PARIS

# A TRAVERS LE MONDE

## Argentine

● LE GOUVERNEMENT A DÉCIS VENDREDI 21 avril de fermer pour trois jours deux quotidiens de Buenos Aires, l'Opinion (porte-parole officieux de l'armée) et Cronica, pour avoir donné pour certain le renvoi imminent du mandat du général Rafael Videla à la présidence de la République. — (A.F.P.)

## Bolivie

● L'ARGENTINE estime justes les revendications territoriales boliviennes concernant une zone d'accès vers l'océan Pacifique, sur laquelle elle exerce un droit de souveraineté, a indiqué vendredi 21 avril, à son retour de La Paz, le ministre argentin des affaires étrangères, le vice-amiral Oscar Montes. — (A.F.P.)

## Centrafrique

● L'EMPEREUR BOKASSA I<sup>er</sup> a demandé vendredi 21 avril, le rappel de M. Jacques Collet, chef de la mission de la Communauté économique européenne (C.E.E.) à Bangui. C'est la deuxième fois que la présence d'un représentant de la C.E.E. est jugée « indéfinissable » dans la capitale centrafricaine. — (A.F.P.)

## Chili

● LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU pourra se rendre au Chili, a confirmé le général Pinochet le vendredi 21 avril. Il a ajouté que cette décision avait été prise durant des conversations avec Ed. Edward Maszinsky, représentant amé-

## Nigeria

● SIX PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES, jeudi 20 avril à Zaria, au Nigeria, dans des affrontements entre des étudiants de l'université d'Ahmadu-Bello et l'armée et la police du Nigeria. Les dépêches du Nigeria Newspaper. Le quotidien gouvernemental, publié à Kaduna, précise que quatorze autres personnes sont dans un état critique, les soldats et les forces de police ayant ouvert le feu sur les étudiants qui manifestaient contre la hausse du coût de la vie. — (A.F.P.)

## Portugal

● LE CONSEIL DE LA REVOLUTION accuse « certaines forces » politiques de préparer le renversement de l'actuel régime démocratique en mobilisant d'importantes sections de la population et en ayant recours à une analyse catastrophique de la situation économique et sociale du pays. — (A.F.P.)

Dans un communiqué publié vendredi 21 avril, le conseil d'administration a considéré que le gouvernement comme inébranlable et comme les plus adéquates pour vaincre la crise, ont eu des « effets perturbateurs » sur le climat social et politique. Ces mesures, a-t-il communiqué, « ont atteint du moins un bon nombre de couches de la population laborieuse » et ont créé parmi elles de réels sentiments de frustration, de déconfortement et de mécontentement. — (A.F.P.)

## Rhodésie

● LORD RICHARD CECIL, journaliste britannique indépendant et membre de l'une des plus prestigieuses familles de l'aristocratie anglaise, descendant de lord Salisbury, premier ministre britannique (1850-1905), qui donna son nom à la capitale de la Rhodésie, a été tué le vendredi 21 avril au cours des combats entre maquisards nationalistes et troupes rhodésiennes. Selon un communiqué militaire, il a trouvé la mort alors qu'il filmait des combats dans la zone opérationnelle du nord-est du pays. — (A.F.P.)

## Zaire

● LE PORTE-PAROLE à Bruxelles du Mouvement d'action pour la résurrection du Congo (M.A.R.C.) a indiqué que M. Kanonga Mbatia, secrétaire général de ce mouvement, n'avait pas tenté de se suicider le Monde du 22 avril, mais s'était blessé accidentellement avec une arme à feu. — (A.F.P., Reuters.)

# LE DÉBAT AU SEIN

## et les « procédés »

Le débat au sein du comité central... (Texte très flou et difficilement lisible)

Le débat au sein du comité central... (Texte très flou et difficilement lisible)

Le débat au sein du comité central... (Texte très flou et difficilement lisible)

Le débat au sein du comité central... (Texte très flou et difficilement lisible)

Le débat au sein du comité central... (Texte très flou et difficilement lisible)

Le débat au sein du comité central... (Texte très flou et difficilement lisible)

Le débat au sein du comité central... (Texte très flou et difficilement lisible)

Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page.

سكنا من الاجل

Le Monde

# politique

## LE DÉBAT AU SEIN DU P.C.F.

### <L'Humanité> et les <procédés stalinien> du <Monde>

Le parti communiste prépare la réunion, jeudi 27 et vendredi 28 avril, du comité central. Dans une mise au point que publie samedi 22 avril - l'Humanité -, le bureau de presse du P.C. prend une nouvelle fois - le Monde - vivement à partie. A propos de l'article dans lequel nous relatons les conditions de publication de la brochure intitulée « Vivre », il nous reproche de chercher « à opposer les hommes entre eux, à commencer par les dirigeants du parti », et insiste sur l'« unanimité » qui a prévalu à cette occasion au sein du secrétariat du comité central.

Bien, dans cette mise au point en forme de réquisitoire, n'affirme les faits que nous avons rapportés. Cela n'empêche pas le P.C. qui n'a pas peur des mots, de qualifier de « stalinien » nos « procédés ». Mais que dire alors du silence fait par l'organe du P.C.F. autour d'une conséquence non négligeable de l'affaire de la brochure « Vivre » : la démission de M. Jacques Frémontier de son poste de rédacteur en chef du journal « Action », l'organe du secteur « entreprises » du P.C.F. ? Cette démission était

assortie d'une lettre à M. Georges Marchais publiée également dans nos éditions du 22 avril. La direction du P.C.F. s'efforce, d'une part, de démentir l'existence de divergences en son sein, et d'autre part, de réduire la portée des critiques formulées par les communistes eux-mêmes. C'est ainsi que M. Robert Balladur, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, écrit samedi dans « l'Aurore » : « La discussion porte moins sur la politique générale du parti, qui est approuvée par l'immense majorité des communistes, que sur la façon de l'expliquer et de l'appliquer. »

« Extraordinaire débat », écrit le bureau de presse du P.C.F. Ce débat serait moins « extraordinaire » à coup sûr si « le Monde », qui n'a pas hésité à publier des opinions de militants communistes que la presse du parti refuse d'accueillir, et des informations dont elle se garde de faire état. La publication dans nos colonnes, à partir de notre prochain numéro, d'une série d'articles de Louis Althusser, y apportera en tout cas un nouvel élément.

J.-M.C.

Le bureau de presse du parti communiste a pu, vendredi 21 avril, une mise au point relative aux informations parues dans nos éditions du 21 avril sur les conditions dans lesquelles a été publiée par le P.C.F. une brochure intitulée « Vivre ». Le bureau de presse, dans un texte reproduit samedi 22 avril par l'Humanité, affirme donner « la vérité » sur les événements qui ont précédé la parution de ce document élaboré par le secteur de la propagande et consacré à un combat des communistes français pour la liberté et la démocratie. Il indique que les informations parues dans nos éditions du 21 avril participent à une campagne dont le but est de tenter de faire douter de l'attachement [du P.C.] au XXII<sup>e</sup> congrès et de diviser les communistes, y compris en cherchant à opposer les hommes entre eux, à commencer par les dirigeants du parti.

Dans nos éditions du 21 avril nous avons rappelé que M. Jean Elieustein avait évoqué cette affaire (le Monde du 13 avril) en ces termes : « La brochure en question a été mise au point uniquement parce qu'elle comportait une photographie de Leonid Pliouchitch et de Pierre Juquin se serrant la main au meeting de la Mutualité en novembre 1975. » Dans son article, notre collaborateur Thierry Pliester précisait : « Trois versions de cette brochure ont, en fait, été réalisées. L'idée des membres du groupe chargé de la propagande était de bien marquer la prise de distance du P.C.F. par rapport à l'Union soviétique. Pour illustrer le thème de la liberté, ils avaient choisi deux documents photographiques : une manifestation contre les interdictions professionnelles en Allemagne fédérale, et la rencontre entre M. Pliouchitch et Juquin. (...) »

Il serait grave que le potentiel militant du CERES soit enjéré dans une querelle stérile et technique. L'Appel, revue mensuelle gaulliste, proteste contre l'attitude de soutien adoptée par le P.C.F. à l'égard du gouvernement. L'Appel écrit : « Le P.C.F. va sacrifier une fois de plus ses convictions au mythe de l'unité. Au nom d'une fallacieuse unité, nous nous déjoints le vote d'un mauvais budget de la défense nationale, une accélération tacite de l'élection au suffrage universel direct d'une assemblée européenne et un vote qui rendait à accepter la réforme du Fonds monétaire international. Demain, sans doute, un accord déguisé sur une nouvelle loi électorale interviendra. (...) Le P.C.F. pourrait-il avoir encore l'imprudence de se prétendre gaulliste ? »

M. Patrick Vivoret (P.S.), rédacteur en chef de la revue « Faire », analyse, dans le numéro d'avril de cette publication, l'état de la revue. Il estime que ce courant « occupe, jusqu'en 1974, du renouvellement au sein du P.S. », paraît aujourd'hui enclin à « jouer le rôle de conservateur en chef d'un trésor théorique, programmatique et organisationnel ». M. Vivoret ajoute :

« M. Gaston Plioussier avait obtenu du secrétariat du P.C.F. fin janvier, la mise au point de la brochure, dont un million d'exemplaires étaient déjà tirés. (...) Une seconde version fut alors élaborée. Sur une page figurait la photo d'une intervention de C.R.S. lors du procès de Jean Chausson, à Gennesville. Sur la page voisine quatre photos étaient rassemblées : Pliouchitch et Juquin, les interdictions professionnelles en Allemagne fédérale, un scène du film diffusé par TF1 consacré aux camps de travail en U.R.S.S. et le procès de deux Noirs et d'une jeune femme blanche condamnés, en 1972, à Wilmington. (...) M. Plioussier obtint, à nouveau, du secrétariat la destruction de la nouvelle version. Le modèle définitif comporterait la photo de C.R.S., mais les quatre documents concernant l'étranger étaient remplacés par une vue d'ensemble de la salle du XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.F. (...) Il était aussi indiqué que cet épisode était l'un des motifs de la démission de M. Jacques Frémontier de la rédaction en chef de la revue Action. (...) Selon le bureau de presse du P.C.F., la première version de la brochure « Vivre », comportait deux défauts : « une part, le problème de la liberté en Allemagne fédérale n'était pas illustré par les deux photographies, l'une relative aux interdictions professionnelles en R.F.A., l'autre au « procès de deux Noirs et d'une jeune femme blanche condamnés, en 1972, à Wilmington ». D'autre part, ces illustrations étaient restrictives, car elles ne rendaient pas compte de toutes les dimensions données au problème de la démocratie sociale dans le XXII<sup>e</sup> congrès. C'est pourquoi, soulignait le bureau de presse, le secrétariat du comité central, « unanime », avait demandé au secteur de la propa- »

gande de modifier les deux pages concernées. Le bureau de presse affirme enfin : « Pour donner toute leur ampleur aux prises de position du P.C.F. sur ces questions, nous avons finalement estimé que le mieux était de reproduire une photographie illustrant les activités des libertés en France et une seconde représentant le XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.F. (...) Les responsables communistes ajoutent, à propos de l'article du Monde : « Le procédé métrierait bien d'être appelé métrier. Mais, n'en déplaise à M. Pliester - et c'est ce que montre la publication de la brochure Vivre - c'est que, précisément, les dirigeants et les militants communistes n'ont qu'un seul souci : faire connaître et fructifier les idées de leur XXII<sup>e</sup> congrès. C'est justement cela qui nous intéresse. (...) Le débat que conduisent aujourd'hui tous les militants et militantes communistes. »

gande de modifier les deux pages concernées. Le bureau de presse affirme enfin : « Pour donner toute leur ampleur aux prises de position du P.C.F. sur ces questions, nous avons finalement estimé que le mieux était de reproduire une photographie illustrant les activités des libertés en France et une seconde représentant le XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.F. (...) Les responsables communistes ajoutent, à propos de l'article du Monde : « Le procédé métrierait bien d'être appelé métrier. Mais, n'en déplaise à M. Pliester - et c'est ce que montre la publication de la brochure Vivre - c'est que, précisément, les dirigeants et les militants communistes n'ont qu'un seul souci : faire connaître et fructifier les idées de leur XXII<sup>e</sup> congrès. C'est justement cela qui nous intéresse. (...) Le débat que conduisent aujourd'hui tous les militants et militantes communistes. »

## TROIS NOUVEAUX MAIRES

### M. LANG (P.S.) A MONT-BELLARD

M. André Lang, P.S., a été élu, vendredi soir 21 avril, maire de Montbellard (Doubs), par 30 voix sur 37 votants. M. Lang succède à André Boullé, P.S., ancien maire de la commune depuis 1971. M. Lang siège au conseil municipal de Montbellard depuis 1965 et au conseil régional de Franche-Comté depuis 1974.

### M. GALLOUX (R.P.R.) A ORLÉANS

M. Gaston Galloux (R.P.R.) a été élu, vendredi soir 21 avril, maire d'Orléans (Loiret), par 36 voix sur 41 votants. Il y a eu un bulletin nul et un bulletin pour M. Claude Emouet, C.D.S., qui est revenu par la suite le poste de premier adjoint. M. Galloux a succédé à René Thibaut, radical, décédé le 23 mars dernier.

### M. GALLOUX (R.P.R.) A ORLÉANS

(Né le 19 avril 1914 à Ouzouer (Loiret-Cher), M. Gaston Galloux s'est installé, en 1942, comme pharmacien à Beaugency (Loiret-Cher), commune dont il a été conseiller municipal à la Libération. Pharmacien à Orléans depuis 1949, il entra, en 1958, au conseil municipal et y sera, à partir de 1962, les fonctions d'adjoint. En 1971, M. Galloux figurait sur la liste menée par René Thibaut. M. Galloux avait de nouveau été candidat aux élections municipales de mars 1977, mais cette fois sur une liste de M. Thibaut. Depuis cette date, il est premier adjoint au maire. Suppléant

## LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

### Au Sénat

#### Nos usines sont-elles des chambres de tortures ?

M. FRANCIS PALMIERO, sénateur des Alpes-Maritimes (union cent.), a mis en cause, vendredi matin 21 avril, dans une question orale le choix d'un texte substitué par le P.C.F. à trois cent cinquante candidats au brevet d'études professionnelles de micro-mécanique dans l'académie de Paris. « Les services de l'éducation », a-t-il déclaré, « ont déclaré que M. Palmiero, sorti de cette école de leur désir de l'écarter, ont demandé pour être un texte de Raoul Vanigem sur « ceux qui assassinent lentement dans les chambres de tortures mécaniques du travail. »

Réponse de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation : « Ce n'est pas un texte qui a été choisi dans une intention propagandiste, mais par inadvertance. Le regroupement du service d'édition des trois académies de l'Etat, qui a permis de réunir les textes, a entraîné le renouvellement de certains textes. Il est réconfortant de constater que les élèves ont réagi avec bon sens. »

#### La scolarisation des enfants musulmans

A une question de M. FRANCOU (union centriste, Bouches-du-Rhône), relative à la scolarisation des enfants musulmans, M. Dominique Barthe, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, a répondu en indiquant qu'il existe encore, vingt-cinq, hameaux de l'Indochine où il n'y a pas de crèches. Des possibilités d'études surveillées et des lieux éducatifs. Depuis la rentrée 1976, les villes de Rodbaik, Nica, Dreux, Semoy, Narbonne, Lodève, Marseille, etc., ont été le lieu d'expériences d'activités de jour. Ce dernier, situé au Orange et divers stages de formation professionnelle ont été offerts

### A l'Assemblée

#### La persévérance de M. Stolér

Le 19 mars dernier, M. Lionel Stolér (U.D.F., P.R.), secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, a déclaré, dans les voeux, s'adressant devant M. Christian Pliester (P.S.), également persécuté, mais originaire de la Meuse, qui devenait ainsi député de la dernière circonscription (Saint-Dié) du département.

#### L'exportation du cognac

Au cours de la même séance de questions orales, M. MARC CILSACY (non inscrit, Charente) a demandé les mesures discriminatoires que subissent nos exportations de cognac. L'Italie, a-t-il précisé, fait payer au cognac un tarif majoré de 25 %, le Japon, de 25 %. Au Japon, une bouteille de cognac coûte quelque 130 francs ; alors que nous laissons importer, a-t-il ajouté, les « deux routes » japonaises avec un régime fiscal qui leur est favorable.

M. Jean-François Deniau, ministre du commerce extérieur, a répondu au sénateur que nos conseillers commerciaux ont pour instructions d'attirer l'attention des services intéressés sur la gravité de toutes mesures discriminatoires, et que le débat avait en outre été porté au niveau communautaire. Pour ce qui est du cognac, nous avons proposé, a-t-il dit, une procédure spécifique d'abattement des tarifs douaniers et d'abolition des mesures restrictives qui frappent ce produit. — A. G.

## LES ACTIVITÉS DE M. GISCARD D'ESTAING

M. Valéry Giscard d'Estaing recevra successivement, lundi 24 avril, MM. André Girard, ministre de l'Industrie ; Raymond Barre, ministre de l'Intérieur ; Jean-Philippe Lecak, ministre de la culture et de la communication. Mercredi 25 avril, après avoir reçu MM. Jean-Pierre Sosson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, et Joël Le Theule, ministre des transports, le président de la République s'entretiendra avec M. Michel Debré (le précédent entretien eut lieu le 12 avril) et avec M. Jacques Chaban-Delmas, ministre du commerce extérieur, de l'intérieur, de la culture et de l'artisanat, dont le cabinet est à M. Jacques Chaban-Delmas, jeudi 27 avril. Le même jour, le chef de l'Etat déjeunera au palais de l'Élysée avec M. Ahmadou Ahidjo, président de la République du Cameroun. Il rencontrera ensuite MM. Hassan Gouled, président de la République de Djibouti et Maurice Papon, ministre du budget.

### M. FLOCH (P.S.) A REZE

M. Jacques Floch (P.S.) a été élu, vendredi soir 21 avril, maire de Rezé (Loire-Atlantique). Il succède à Alexandre Pliancher (P.S.), décédé dans la nuit du 23 au 24 février dernier.

### M. ALAIN BASTARD (P.C.F.) A BREST

Alors que la séance de conseil municipal a été complétée à l'occasion d'une élection partielle, dimanche 16 avril (le Monde du 18 avril), l'adhésion au P.S. de M. Alain Bastard, P.C.F., conseiller municipal, a été rendue publique. Le conseil municipal de Rezé est donc désormais composé de vingt et un P.S. et un P.C.F. et un M.R.G.

### M. ALAIN DEWAGNET, secrétaire général du P.R.P., en route pour la France des fédérations de son mouvement

Le président de la République le 23 avril, à Lyon, pour y inaugurer le métro.

M. Alain Dewagnet, secrétaire général du P.R.P., en route pour la France des fédérations de son mouvement en se rendant samedi 22 et dimanche 23 avril dans les Pyrénées-Atlantiques et les Hautes-Pyrénées.

#### La persévérance de M. Stolér

Le 19 mars dernier, M. Lionel Stolér (U.D.F., P.R.), secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, a déclaré, dans les voeux, s'adressant devant M. Christian Pliester (P.S.), également persécuté, mais originaire de la Meuse, qui devenait ainsi député de la dernière circonscription (Saint-Dié) du département.

#### L'exportation du cognac

Au cours de la même séance de questions orales, M. MARC CILSACY (non inscrit, Charente) a demandé les mesures discriminatoires que subissent nos exportations de cognac. L'Italie, a-t-il précisé, fait payer au cognac un tarif majoré de 25 %, le Japon, de 25 %. Au Japon, une bouteille de cognac coûte quelque 130 francs ; alors que nous laissons importer, a-t-il ajouté, les « deux routes » japonaises avec un régime fiscal qui leur est favorable.

M. Jean-François Deniau, ministre du commerce extérieur, a répondu au sénateur que nos conseillers commerciaux ont pour instructions d'attirer l'attention des services intéressés sur la gravité de toutes mesures discriminatoires, et que le débat avait en outre été porté au niveau communautaire. Pour ce qui est du cognac, nous avons proposé, a-t-il dit, une procédure spécifique d'abattement des tarifs douaniers et d'abolition des mesures restrictives qui frappent ce produit. — A. G.

## LES ACTIVITÉS DE M. GISCARD D'ESTAING

M. Valéry Giscard d'Estaing recevra successivement, lundi 24 avril, MM. André Girard, ministre de l'Industrie ; Raymond Barre, ministre de l'Intérieur ; Jean-Philippe Lecak, ministre de la culture et de la communication. Mercredi 25 avril, après avoir reçu MM. Jean-Pierre Sosson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, et Joël Le Theule, ministre des transports, le président de la République s'entretiendra avec M. Michel Debré (le précédent entretien eut lieu le 12 avril) et avec M. Jacques Chaban-Delmas, ministre du commerce extérieur, de l'intérieur, de la culture et de l'artisanat, dont le cabinet est à M. Jacques Chaban-Delmas, jeudi 27 avril. Le même jour, le chef de l'Etat déjeunera au palais de l'Élysée avec M. Ahmadou Ahidjo, président de la République du Cameroun. Il rencontrera ensuite MM. Hassan Gouled, président de la République de Djibouti et Maurice Papon, ministre du budget.

### M. FLOCH (P.S.) A REZE

M. Jacques Floch (P.S.) a été élu, vendredi soir 21 avril, maire de Rezé (Loire-Atlantique). Il succède à Alexandre Pliancher (P.S.), décédé dans la nuit du 23 au 24 février dernier.

### M. ALAIN BASTARD (P.C.F.) A BREST

Alors que la séance de conseil municipal a été complétée à l'occasion d'une élection partielle, dimanche 16 avril (le Monde du 18 avril), l'adhésion au P.S. de M. Alain Bastard, P.C.F., conseiller municipal, a été rendue publique. Le conseil municipal de Rezé est donc désormais composé de vingt et un P.S. et un P.C.F. et un M.R.G.

### M. ALAIN DEWAGNET, secrétaire général du P.R.P., en route pour la France des fédérations de son mouvement

Le président de la République le 23 avril, à Lyon, pour y inaugurer le métro.

M. Alain Dewagnet, secrétaire général du P.R.P., en route pour la France des fédérations de son mouvement en se rendant samedi 22 et dimanche 23 avril dans les Pyrénées-Atlantiques et les Hautes-Pyrénées.

**Le Monde**  
PUBLIE  
CHAQUE LUNDI  
(numéro de mardi)  
UN SUPPLÉMENT  
ÉCONOMIQUE

## BRETECHER sur 4 pages

Avant de partir pour les Etats-Unis, où, durant une tournée coast to coast de New-York à Los Angeles, Claire Bretecher reçoit la consécration internationale dans la patrie de la B.D., notre collaboratrice nous a laissé la première œuvre, qui, selon elle, devait lui procurer un accès à la notoriété.

Pourtant, jusque là, cette histoire en dessin « un après-midi de miquette » était resté aussi méconnue que l'était alors son auteur. Nous la publions en 2 fois sur 4 pages, cette semaine et la semaine prochaine.

LE NOUVEAU  
CETTE SEMAINE DANS **observateur**



Rhodélie  
Zaire

# Société

## Le licenciement d'un éducateur de foyer pour handicapés Les frontières de l'antipsychiatrie

« J'ai peur que mon enfant ne soit pas gardé au foyer si la présidence de l'association n'approuve pas... » Cette dame âgée, qui s'occupe avec son fils handicapé, autour de la salie chambre du tribunal de Bobigny, au vendredi 21 avril, voudrait bien apporter son soutien à M. Lucien Pachod, trente-sept ans, licencié de son poste d'éducateur de foyer pour handicapés Orhan-Ger, de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis). Mais la crainte l'emporte, et elle part se cacher derrière le bâtiment : « Il est pratiquement impossible de trouver un foyer pour ceux qui n'ont pas l'âge et l'aptitude requis pour entrer en atelier protégé. Comme moi, d'autres parents sont en désaccord avec le licenciement de Lucien, mais ils se taisent par crainte d'un renvoi dans les locaux qui les condamnerait à l'hôpital psychiatrique. »

A l'intérieur de la salle, le président du tribunal paraît soulagé : il voudrait éviter que cette audience de référés ne se transforme en débat politique du fait de la présence comme défenseurs de M. Lucien Pachod de deux avocats du Collectif travailleurs-justices, M<sup>me</sup> Pierre Lenoir et Jérôme Feyler (le Syndicat de la magistrature a également apporté son soutien en déplorant l'utilisation abusive du référés dans les conflits sociaux et la gravité du précédent qui serait créé par son introduction dans un licenciement individuel). Le président de l'Association des parents d'enfants handicapés, demande l'expulsion de M. Lucien Pachod, qui s'obstine à venir au foyer.

doni il est licencié depuis le 8 avril (ce qui a amené la direction à le fermer depuis le 19 avril). Les avocats de M. Pachod concentrent leur plaidoyer sur ce qu'ils dénoncent comme des irrégularités de la procédure de licenciement : absence de convocation par lettre recommandée à un entretien préalable, absence apparente de consultation de l'inspection du travail, alors que M. Pachod est délégué syndical C.F.D.T.

M. le président du tribunal est débarrassé jusqu'à mardi 25 avril sans avoir eu à entrer dans les subtilités de l'antipsychiatrie.

Lorsque M. Pachod arrive, voici un an, au foyer Orhan-Ger, qui accueille pendant la journée dix-huit handicapés de dix-huit à trente-sept ans, il est séduit par le « projet de vie » élaboré par le directeur, M. Claude Flambeau, qui parle d'une « unité libérale qui ne peut se réaliser que dans le respect de ses personnes ». M. Pachod y voit une occasion d'appliquer ses idées antipsychiatriques. Mais il veut aller jusqu'au bout. Il n'hésite pas à s'opposer au psychologue de l'hôpital de Ville-Evrard, chargé de superviser le foyer, ce qui lui vaut, affirme-t-il, d'être traité de « tarbiat » par M. Flambeau. Il met en cause les « mécanismes de domination des spécialistes qui ne savent pas se remettre en question ». D'après lui, il convient de permettre aux « usagers » du foyer de « débiter leur potentiel », de devenir autonomes en évitant une surprotection, par exemple en leur apprenant à se servir

eux-mêmes pendant les repas, en ne les forçant pas dans les activités manuelles, mais en leur offrant des possibilités de choix, en multipliant les sorties, etc.

Rapidement, des frictions apparaissent, amplifiées par divers conflits, sur le statut de deux nouvelles stagiaires et sur un projet de visites avec quelques handicapés à une éducatrice et à son nouveau-né dans une maison malentendu, par exemple. Des bavouilles et évènements se multiplient pour des motifs divers. Le licenciement intervient à la suite d'une distribution de tracts syndicaux qui, selon la direction du centre, surent ou fleur, le 31 mars, devant le garage de Noisy-le-Sec avec trois panonnières. M. Pachod affirme, pour sa part, que la date réelle est le 24 mars en dehors de son travail.

M. Lucien Pachod est-il allé trop loin et trop vite dans ses innovations de rupture avec les « pratiques usuelles » par rapport au directeur, pas rapport à la DASS (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale), à certains éducateurs et à certains parents, qui insistent d'autant plus sur le nécessité de « protéger » leurs enfants que l'un d'eux est mort pour s'être paré d'un encadrement ouffilé en attendant une sortie à l'extérieur des Fontaines-les-Bains ? Tout le monde ne pense pas : « Chaque fois que des éducateurs proches de nos accidents, même s'ils sont très rares, semblent liés, dans tous les cas, à l'utilisation abusive de l'homéopathie, le Sud-Ouest paraissent « conquis » par cette thérapeutique. »

MICHEL SIDHOM.

## MÉDECINE

### D'après une enquête auprès de 5 000 pharmaciens Huit malades sur cent ont recours à l'homéopathie

Une enquête nationale menée sur l'homéopathie par le docteur Antoine Nabhan, et à laquelle ont répondu plus de mille pharmaciens révèle l'intérêt croissant du corps médical et du public pour cette discipline : près de six mille médecins y ont recours, et la moitié de manière fréquente ou exclusive. 8 % des clients des officines sont traités, aujourd'hui, par homéopathie.

Les pharmaciens interrogés pensent, dans leur majorité, que la place de l'homéopathie devrait, à l'avenir, augmenter. Une évolution qui leur paraît souhaitable puisque, déjà, 55 % d'entre eux déclarent avoir recours à l'homéopathie dans certains cas à cette thérapeutique.

Pourtant, les facultés de médecine manifestent à l'égard de cette discipline, née à la fin du dix-huitième siècle, sinon de l'hostilité, du moins une indifférence quasi totale. Les classes de Sécurité sociale, quant à elles, ne remboursent pas les consultations des homéopathes, qui sont donc totalement à la charge des malades.

### La Bretagne et le Sud-Ouest « conquis »

La place de l'homéopathie varie selon les régions. Ainsi, en Ile-de-France, l'homéopathie semble exercer une influence moins prépondérante qu'ailleurs ; en revanche, la Bretagne et le Sud-Ouest paraissent « conquis » par cette thérapeutique.

Pourtant, le corps médical tra-

ditionnel accorde, partout, une plus grande crédibilité à cette médecine, notamment parmi les plus jeunes médecins installés. Fait nouveau, homéopathie et allopathie apparaissent à beaucoup comme deux formes de thérapies complémentaires.

Parmi les 8 % de malades traités par l'homéopathie, 60 % sont des femmes, 30 % de hommes, 20 % des enfants. Chez l'adulte, le recours à cette médecine est particulièrement fréquent entre quarante et soixante ans parmi ceux, notamment, qui sont confrontés à des changements professionnels ou à des bouleversements affectifs. Les pharmaciens interrogés voient dans les affections bénignes ou chroniques et dans la prévention les deux terrains les plus favorables pour cette thérapeutique. Dans l'ordre, les affections rhinologiques, immunologiques, allergiques, hépato-biliaires, dermatologiques font l'objet des recours les plus fréquents à l'homéopathie.

### Une image « écologique » du médicament

De toutes manières, quel que soit l'engouement pour cette thérapeutique, qui correspond, pour 80 % des pharmaciens, à une image écologique et non polluante du médicament, l'homéopathie reste, dans l'esprit de la plupart des praticiens, un recours. Dans la majorité des cas, en effet, le traitement homéopathique n'intervient qu'après l'échec de l'autre médecine. Bien plus : les accidents, même s'ils sont très rares, semblent liés, dans tous les cas, à l'utilisation abusive de l'homéopathie là où il faut mettre en œuvre la médecine allopathique. Ainsi, beaucoup de pharmaciens tiennent à souligner

les limites thérapeutiques d'une discipline qui semble être surtout vouée aux maladies fonctionnelles et chroniques.

Deux critiques, enfin, sont avancées couramment contre les pratiques actuelles des homéopathes : la première concerne l'indisponibilité presque permanente des médecins (qui se déplacent très peu, à cause notamment d'honoraires particulièrement faibles) ; d'autre part, la distinction n'apparaît pas toujours tranchée entre une homéopathie qui a fait ses preuves et d'autres disciplines, comme la phytothérapie, dont on ne saurait préjuger l'efficacité.

NICOLAS BEAU.

### UN ENSEIGNEMENT PRIVÉ (Sauf à Lille et à Besançon)

Quatre-vingt-dix pour cent des pharmaciens interrogés, lors de l'enquête de D. Nabhan, estiment qu'il conviendrait d'enseigner l'homéopathie dans les facultés de médecine et de pharmacie. Actuellement, il n'existe, en effet, aucun enseignement officiel de cette discipline, sauf à Lille et à Besançon, où des cycles d'études de trois ans sont sanctionnés par un diplôme on débute cette année.

Cette thérapeutique est, en fait, enseignée aux étudiants en médecine et aux médecins par des sociétés privées, et notamment l'Institut national homéopathique français, le Centre homéopathique français, le Société médicale de biothérapie. Mille quatre cents élèves suivent actuellement ces cours dans sept villes universitaires : Paris, Lyon, Marseille, Lille, Montpellier, Strasbourg et Bordeaux. Les U.E.R. médicales se contentent de prêter à cet effet leurs locaux. Cette absence totale de prise en charge explique le coût d'un enseignement qui revient à près de 700 F par an et par élève.

N. B.

## ÉDUCATION

### UNE APPROCHE PLUS EXPÉRIMENTALE DES SCIENCES PHYSIQUES EN CLASSE DE SECONDE

Le détail des nouveaux programmes de sciences physiques pour la classe de seconde vient d'être publié par le Bulletin officiel du ministère de l'Éducation (20 avril). Ces nouveaux programmes, conformément à l'avis du conseil de l'enseignement général et technique réuni le 15 février dernier, reprennent pour l'essentiel les recommandations de la commission de réforme pour l'enseignement des sciences physiques (dite commission Lagarrigue) qui a travaillé de 1970 à 1978. Ils seront appliqués dès la rentrée prochaine.

Les horaires ne sont pas modifiés : ils restent de trois heures en série A (une heure de cours et deux heures de travaux pratiques) et de quatre heures en séries C et D (deux heures de cours et deux heures de travaux pratiques). Seul change le

contenu, et surtout « l'approche » de la physique et de la chimie dont il est rappelé qu'elles sont avant tout des sciences « expérimentales ».

Ainsi, en mécanique, il est recommandé d'écrire et de discuter l'équation non strictement indispensable de l'appareil mathématique. D'une manière générale, l'accent est mis sur les manipulations et l'expérimentation pratique.

Environ un millier d'enseignants français en poste au Maroc ont fait grève le 20 avril, à l'appel de leurs organisations syndicales pour exiger du ministre français de l'Éducation la garantie de réemploi des auxiliaires en fonction et la titularisation des auxiliaires pour leur résorption complète d'ici à 1980.

## JUSTICE

### Faits et jugements

#### Un voleur de voiture tué par un gendarme dans le 16<sup>e</sup> arrondissement.

Un gendarme, appartenant à la brigade de recherche Exelmans, de Paris, qui rentrait de son domicile vendredi 21 avril vers 19 heures, a tué, dans le seizième arrondissement, le conducteur d'une voiture volée, qui a-t-il déclaré, lui tirait dessus alors qu'il tentait de l'arrêter. Ce gendarme, dont l'identité n'a pas été révélée, n'était plus en service lorsqu'il a été tué, dit-il, une Mercedes dont le numéro d'immatriculation correspondait à celui d'une voiture volée. A un feu rouge du carrefour de boulevard Exelmans et de la rue Molitor, le gendarme, muni de son arme de service, s'est approché de la voiture. Le conducteur, un repris de justice, Guy Olivier, âgé de trente-six ans, a alors fait feu sur lui avec un pistolet 38 spécial. Le gendarme a riposté, le tuant sur le coup.

#### Un ancien militaire poursuivi pour provocation à la désobéissance.

M. Marc Pinget, vingt-trois ans militant du Collectif marxiste de soutien aux luttes des soldats, comparait vendredi 21 avril devant le tribunal de grande instance du Mans à cet ancien militaire de son corps de marine, « démissionnaire de son contrat en 1976 sur la base d'un profond désaccord politique résultant d'une longue analyse sur l'institution militaire telle qu'il l'avait vue », on reprochait d'avoir distribué des tracts antimilitaristes et des exemplaires du journal « Echo de la nuette ». Très exactement, M. Pinget était venu d'octroi du Mans, le 16 décembre 1977, adressé une provocation à des militaires des armées de terre, de mer ou de l'air dans le but de les détourner de leur devoir militaire et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs.

A la provocation à la désobéissance reprochée par le ministère public, la défense opposait pour sa part le droit de la presse et la liberté d'expression. M. Chailion, ministère public, soulignant que « si le droit à la critique est légitime, il est, pour être exercé, toute démocratique, et le développement systématique ni l'acharnement partisan ne peuvent être tolérés, car ils comportent des risques de dérapage pour cette même démocratie », ne réclamait qu'une peine de principe.

« Il serait davantage nécessaire de chercher les causes du malaise de l'armée que d'entreprendre de tels procès », lui répondit le défenseur de l'accusé, M<sup>me</sup> Jean-Pierre Mignard. Jugement à huitaine.

#### Trois jeunes gens, victimes d'un incendie, ont été trouvés inanimés, le 20 avril, dans un appartement du centre de Bordeaux. Pascal Candéran, dix-neuf ans, et Philippe Soudran, vingt-huit ans, étaient déjà morts à l'arrivée des secours. Le troisième, M. Geneviève Gréchet, âgé de vingt et un ans, se trouvant dans un coma profond, a été admis au centre de réanimation de Bordeaux, où son état est jugé sérieux.

Un écologiste allemand, M. Gerd Schmitz, a été condamné, jeudi 17 avril, par un tribunal de Hanovre (R.F.A.), à un an et dix mois de prison pour avoir participé, le 19 mars 1977, à une manifestation contre la construction de la centrale nucléaire de Grohnde (Basse-Saxe). De sérieux affrontements avaient, ce jour-là, éclaté entre quinze mille manifestants à cinq mille policiers.

## SPORTS

### A trois journées de la fin du championnat de France

### Les chances de Monaco restent entières après sa victoire sur Saint-Etienne

Les quatre candidats au titre national de la Première Division, Monaco, Nantes, Marseille et Strasbourg, à l'issue de la trente-cinquième journée disputée vendredi 21 avril, ont consolidé leurs positions en tête du championnat, laissant toujours ouverte la compétition.

Vainqueur de Saint-Etienne par trois buts à un, vendredi 21 avril, l'Association sportive de Monaco (A.S.M.) conserve intacte ses chances théoriques de remporter le titre national à trois journées de la fin

du championnat de première division. Monaco doit rencontrer Paris-Saint-Germain le 25 avril, puis recevoir, en Principauté, le 30 avril et Bastia le 3 mai.

C'est un bon calendrier pour l'A.S.M. Le fait d'avoir battu, en trois jours, Bastia pour la Coupe de France et Saint-Etienne en championnat, montre que malgré la fatigue de la compétition, les Monégasques ont encore assez de ressources. Il est clair que les joueurs de la Principauté entretiennent l'espoir de réaliser le double coupe-championnat et, en tout cas, de prendre part, la saison prochaine, à une coupe d'Europe. Vendredi après-midi, l'annonce du tirage au sort des demi-finales de la Coupe de France a été assez bien accueillie. Les Monégasques, au moins, n'auront pas à aller jouer chez l'adversaire niçois et ils pourront le soir même dans leur lit.

Dans l'immédiat, leur seule préoccupation reste le championnat. Il sera toujours temps, le 2 mai, de penser encore plus à la Coupe si l'aventure, les trois derniers matches ne tournent pas à leur avantage et que Nantes conserve son titre national. Dans la perspective du championnat, Saint-Etienne était donc un obstacle indispensable à passer et les Monégasques peuvent se montrer d'autant plus satisfaits qu'ils ont battu, le 15 septembre à La Nouvelle-Orléans,

phanois n'ont connu aucune réussite vendredi 21 avril. Par deux fois, les tirs des « verts » ont échoué sur la barre ou le poteau. Le président des « bleus », qui les deux équipes étaient à égalité (1-1). Même si l'A.S.M. a donné son adversaire sur l'ensemble du match, il s'agit d'un coup de pouce donné par les hasards du jeu qui vaot d'être pris en considération.

A la mi-tempête (1-1), les Monégasques savaient où en étaient leurs concurrents niçois et à D. Rich ne pouvait sans doute mieux les stimuler. C'est avec davantage de détermination, d'une manière plus collective, moins brouillonne, imprécise, qu'ils se sont lancés à l'assaut du but de Curkovic et la chance les a encore un peu aidés. Leur deuxième but était suspect d'une charge de François sur le gardien stéphanois. Il faut attendre le troisième but pour que le succès des Monégasques ne donne lieu à aucune réserve. Une action parfaitement menée par Molzan, Dalger et Onnis, Monaco, du coup, avait retrouvé brièvement l'efficacité. On comprend mieux ici comment l'A.S.M. pouvait se retrouver candidat au championnat et à la Coupe de France.

Ce n'est pourtant pas un Monégasque qui a retenu le plus l'attention vendredi 21 avril au stade Louis-II. Beau coup de regard se sont portés vers le jeune

avant centre de dix-sept ans à peine, Laurent Roussey, dont on dit qu'il pourrait contribuer à ce que les beaux jours reviennent pour Saint-Etienne. Robusta, viril, athlétique, voyant bien le jeu, sans aucun complexe, Laurent Roussey, auteur, au demeurant, du seul but stéphanois — un coup de tête insupportable — a tout l'avenir devant lui.

FRANÇOIS JANIN.

### CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION

Monaco	3-1
Nantes	2-0
Marseille	2-0
Strasbourg	2-0
Bastia	1-0
Paris-S-G	1-0
Nancy	1-0
Bordeaux	1-0
Reims	1-0

Classification. — 1. Monaco et Nantes, 47 pts ; 2. Marseille et Strasbourg, 45 ; 3. Saint-Etienne, 40 ; 4. Sochaux, Nancy et Bastia, 39 ; 5. Nice, 38 ; 6. Paris-S-G, 36 ; 7. Lens, 35 ; 8. Metz et Bordeaux, 32 ; 9. Valenciennes et Lyon, 30 ; 10. Nîmes et Reims, 28 ; 11. Troyes, 27 ; 12. Lens, 26 ; 13. Rouen, 16.

Les demi-finales de la coupe de France de football, dont le tirage a eu lieu vendredi 21 avril à Paris, opposeront les 5 et 9 mai (par match aller et retour), Sochaux à Nancy, d'une part, Nice à Monaco, d'autre part.

**Monde aujour**

**Rester**

Le second congrès...  
Mars 1978...  
TSIGANES

**Gabrielle Rolin**

**Chères**

PIERRE HENRISSON-PONTE

Handwritten text in Arabic script: "صحة من الاموال"





# Le Monde aujourd'hui

## MARÉE NOIRE

### Lettre à l'archange et à quelques autres...

« **C**ELUI qui croyait au ciel, celui qui n'y croyait pas, celui qui pensait à autre chose, au travail, au chômage, à l'amour, à l'ami, celui qui ne pensait à rien (cela nous arrive, à vous et à moi), celui qui ne pensait qu'à lui, tous, à leur tour, sont venus saluer la Merveille. Ils l'ont vue toujours menacée, au péril de la mer, dans la mouvance des vagues, sous les pieds lourds des visiteurs.

Aujourd'hui le mal est pire et, par la médiation du petit écran, nous en sommes tous témoins. Tandis qu'éclatent les oiseaux enflés sur la plage de boue épaisse, entre les matras d'essence désoilés, de sucrés sans pouvoir, ces trop réelles images suscitent pour moi un cauchemar lucide.

L'archange, tel que depuis des siècles on l'a peint, décrit et sculpté, le vainqueur du dragon d'enfer, saint Michel aux ailes étincelantes, je le vois pris lui-même dans la marée noire, avec ses plumes noires collées à sa carapace de lumière.

Devant le monstre ouvert et les mouettes momifiées, devant l'île asséchée, ceux qui en croient leurs yeux partagent ma prière : « Ange des légendes et des espérances, envoyez-vous, emportez pour un temps la Merveille et, à l'avenir, écarterez, détruisez les dragons qui vomissent une mort hideuse sur les eaux, sur les rives et sur leurs habitants ! »

Alice Planche.

## TSIGANES

### Rester rom quel que soit le pays

Le second congrès mondial tzigane vient de se tenir à Genève, du 8 au 11 avril (le Monde des 11 et 15 avril). Cet événement incite à faire le point sur l'Organisation internationale tzigane et le rôle qu'elle peut avoir.

par JEAN-PIERRE LIÉGOIS (\*)

nom à leur ensemble : les Rom. Et, dans le sentiment d'une forte unité, il est découvert et admis que « tous les Rom sont frères » (sa o Rome phrasa) (1).

En fait, et bien que le Comité international rom se soit d'abord développé à l'ouest de l'Europe, les aspirations, quel que soit le pays où se trouvait le Tsigane, étaient semblables. Le ralliement a pu se produire rapidement et les Rom se sont découverts eux-mêmes dans le même temps qu'ils se découvraient aux autres. Des associations tziganes apparues dans tel ou tel pays se sont retrouvées au sein du Comité international, qui se présente comme une fédération ; sa force et sa représentativité en sont ainsi accrues, de même que la force des associations membres, épuisées par un organisme international qui peut les aider en cas de difficultés.

Lors du congrès mondial qui eut lieu en Angleterre du 8 au 12 avril 1971 sous la présidence de Siebodon Berberak, élu par les délégués en provenance de quarante nations, le Comité international rom devint le secrétariat permanent, l'organe exécutif, le représentant auprès des administrations nationales et internationales du congrès mondial, qui demeure l'instance souveraine, le Parlement des Rom. Un drapeau est adopté comme emblème du mouvement mondial, une chanson populaire tzigane (Djelem, djelem) fournit l'air d'un hymne.

### Un drapeau et un hymne

Bien que la plupart des associations soient officiellement membres du Comité international, il existe deux autres statuts : certains sont simplement associés (lorsque le pays de l'organisation ne permet pas, pour des raisons politiques,

(\*) Historiquement, les Tziganes viennent de l'Inde ; leur langue, le romani, est proche du hindi et des dialectes des Baniara, population proche des Rom et dispersée dans la plupart des régions de l'Inde, les Tziganes sont environ dix millions.

Cinq commissions sont créées : affaires sociales ; éducation ; crimes de guerre (recherches sur le génocide nazi, perpétuation du souvenir des Rom victimes de la seconde guerre mondiale ; plus de cinq cent mille - constitution de dossiers de dommages de guerre) ; linguistique, chargée de veiller à la préservation et au développement du romani, de préparer une unification de la langue pour faciliter les échanges oraux et écrits ; enfin une commission culturelle. Un slogan résume le congrès : le peuple rom a le droit de rechercher sa propre voie vers le progrès (O nardo al tes deroce le arshel poroko drom karjo o progreso).

(Lire la suite page 15.)

## L'art du possible

Où, monsieur, fallait bien que le commencement à travailler. Vous savez, douze ans de faculté, c'est bien assez de préparation pour une vie d'homme. A partir du 2 mai, je serai travailleur à plein temps. Non, je n'ai pas de licence. Qu'est-ce que vous voulez, avec tous les embêtements que j'ai eus, c'était à peu près impossible de réussir quel que ce soit.

Mai 68 ? Oui, j'en ai fait partie. J'étais là, sur les barricades. Je me suis battu pour le libéré. Mais on s'est fait récupérer. Vous voyez bien ce que je veux dire. Permettez-moi de vous offrir quelque chose. Un petit coup de rouge ? D'accord. Eh ! garçon... un whisky pour moi. Oui, deux gâteaux. Je ne bois que du whisky. Ça m'aide à digérer. Oui, sur les barricades. J'ai fait plus que quiconque pour la cause. Ah ! le vois que vous ne comprenez pas ! J'ai agi quand il fallait le faire, et pas pour le plaisir non plus ! C'est moi qui ai fait tous les dégâts dans la bibliothèque de la Sorbonne. Il faut que je vous explique. Les livres sont un moyen de perpétuer les idées. A cette époque-là nous nous sommes dit que, si nous pouvions détruire les livres, on détruirait les idées. Je me suis entraîné pour nous débarrasser des livres liturgiques, vous savez. Je ne l'ai pas prise à la légère, cette révolution-là. hwohilton manquée, devrais-je dire.

Où, j'ai fait ce qu'il fallait faire. Y avaient des insolentes, des situationnistes, y avaient des types comme moi. Mais tout ce qu'on croyait gagner à ce moment-là est perdu maintenant. Il faut bien dire qu'on était utopiste. C'était pas possible ce qu'on voulait faire. On croyait que l'homme était une fontaine de bielliance et que tout ce qu'on devait faire, c'était renverser le système pour déboucher la fontaine. Mais, cette fontaine-là, on n'a jamais bu de son eau. Hé ! Hé ! Tant pis, et ça vous fait pas rire ? Oui, j'ai changé d'opinion depuis. Je ne suis plus d'extrême gauche. Mais attention, je ne suis pas à droite non plus !

Qu'est-ce que vous voulez ? L'homme est faible. Il n'est pas fait pour le bonheur. Regardez la Russie et la Chine et les ételles aux droits de l'homme. Et ça a commencé comment, tout ça ? Je vais vous le dire. Ça a commencé avec une révolution. Non, il faut se méfier. Croyez-moi. Je suis pas le seul à me rendre compte. Allez dans n'importe quelle librairie et vous allez voir des rayons entiers de gens qui se rendent compte de ce que je viens de dire. Quel ? Vous ne savez pas lire ? De toute façon, ça ne vous servirait à rien de savoir lire. Vos regards sont compréhensibles, mais je vais vous dire une chose : peut-être n'en avez-vous pas conscience, mais vous êtes plus à l'abri de la société de consommation que moi. La publicité n'a aucun pouvoir sur vous. Veillez, va !

Un autre coup de rouge ? Garçon ! Un petit ballon de rouge pour mon ami et un whisky pour moi, s'il vous plaît. Et n'oubliez pas les glaçons !

Où, monsieur. Douze ans d'université. Pour ne rien apprendre ! Ils ne vous enseignent rien pour faciliter l'insertion dans la vie professionnelle, ces messieurs-là ! Peut-être c'était un peu de faute. C'était comme le bonheur. Je voulais tout, tout de suite. J'ai fait un an d'économie, un an d'histoire de l'art, un an de sociologie, un an d'italien, un an d'anglais, un an d'allemand, et ainsi de suite. Chaque fois, je croyais que j'avais trouvé le sujet qui me plaisait et que j'aurais la licence au bout de trois ou quatre ans. Mais ces professeurs attentionnels me refaisaient au bout d'un an. Ils n'aimaient pas le lait que je m'achète, quel.

JOSEPH GAINES.

(Lire la suite page 15.)

## Au fil de la semaine

Ainsi le pouvoir clientélaire du P.C. n'a pu entamer la volonté hégémonique des gaullistes à Paris. Pourtant que d'injonctions, que d'options qui engagent en profondeur notre vécu ! France, par exemple, la problématique des transports. Elle varie selon une multitude de paramètres, c'est vrai. Mais avez-vous vu cet avis : « La non-représentation d'un titre de transport donnera lieu à la perception d'une amende de composition. » ? C'est comme cela qu'on occulte délibérément le paysage social parisien, déjà perturbé par la groupuscularisation des gauchistes. Il s'agit, n'ayons pas peur des mots, d'une véritable location de la représentation démocratique qui ne vise à rien moins qu'à bitermer le contexte urbanistique. Tout cela est prototypique d'un processus de concentration et de dilution du pouvoir. La capacité organisationnelle ainsi manipulée risque, à tout instant, de déboucher sur des rapports de violence institutionnalisés.

Il n'y a pas que le questionnement sur les projets. Qu'on réfléchisse aux implications de la continuation d'activités au-delà du seul d'usage. Chacun sent bien que l'avancement de l'âge du passage au non-travail, à condition de ne pas confondre retraite flexible et retraite à la carte, constituerait une option décisive en faveur d'un nouveau modèle de distribution temporelle. Ce serait là une solution optimale par sa modernité et sa cohérence qui transcenderait notre rapport au travail, à l'argent, au loisir et à notre quotidien.

Mais non : les tactiques sont mystifiées par les conduites rituelles de la réaction. Ils peuvent imputer des luttes, relativiser l'impact de leur comportement en l'individualisant, rien n'y fait. Par la talent alchimique de ses appareils idéologiques, la réaction donne l'apparence de la légitimité à son arbitraire. Elle quadrille le champ social, détourne à son profit toutes les techniques d'écoute et de dialogue, fait les remises en question, nie toute grammaire commune. Ainsi impose-t-elle une sous-vie qui n'est que régression.

Les obsessionnels de l'ordre doivent cependant en prendre conscience : le

courant libéraliste autogestionnaire n'est pas folklorique mais initiatique. Il provoquera le ressac, et l'histoire devrait être reformulée en lettres de sang dans la convivialité récupérée.

Notre projet a été excellentement décodé et recodifié par un député sortant, et d'ailleurs, réélu, qui a promis, c'est exactement son discours programmatique : « Nous assurerons la sélection des meilleurs par la promotion de tous. »

Pour les inconditionnels de la résidence secondaire et pour ceux qui ont la marotte du caravanning, la pluripropriété est une formule réellement performante. Nos résidences en multipropriété sont construites avec toutes les ressources des technologies de pointe les plus fiables. Elle assurent une intégration étroite et harmonieuse à la vie individuelle comme à la relation communautaire.

Les appartements sont très élaborés : nouvelles générations d'encastres, machines à programmation par horloge digitale à quartz, séjours hautement personnalisés, jardins privatifs pour les studios-kitchenettes-rez-de-jardin, etc. Réussir l'étroite imbrication du rêvé et du vécu est à votre portée, car nos prix aussi sont spectaculaires. Soyez rentables. Demandez-nous nos dépliant et nos documents tarifaires. Et n'oubliez pas que la Caisse d'épargne rapproche l'épargnant de la collectivité.

A défaut, pour réussir vos vacances, choisissez donc l'aventure voyage. Il faut négocier avec votre fatigue : pas de mobilité sans confort. Le train est la solution idéale : avec lui, vous voyagez à des prix pas valés. Cessez de vivre à contre-chance.

Si vous entendez le grand cri mélancolique, n'hésitez pas : vite fait, bien fait, le check-up mode-beauté-culture. Jouez l'écarter du rouge, saisissez votre signifiant, utilisez le B 23 aux hydratants de catagène, choisissez optativement le Mat hydro-protective make-up, passez votre T shirt façon Juliet, un jean bien zippé,

enfilez vos baskets sur vos chaussettes, et en avant !

Vous avez un problème cheveux ? Voyez notre gamme produits aux acides aminés-sourrés, favorables au bon fonctionnement de votre follicule pileux. Valci l'émulsion qu'il vous faut : sa base lavante naitelle avec douceur grâce à l'os-célation d'un tensio-actif onionique très doux et d'un tensio-actif amphiphile. Son principe actif, un polymère cationique, possède une très grande affinité avec la kératine.

Connaissez-vous Stendhal, celui qui produit les « Originelles » ? Non, il ne s'agit pas de littérature, mais de la première nourriture vitale de votre peau. Une femme quartz, ultra-sensible aux vibs, ne doit pas épouser un homme anticostume : c'est frustrant. Évitez aussi de puiser dans le bogage ethnologique pour vous fabriquer des paradis artificiels. Ne soyez pas une femme qui naufrage. Gare au discours fantasmagorique : la quête initiatique du Graal de l'altérité radicale, même dans la mouvance d'une dynamique de groupe, ne peut être que traumatisante. La lucidité exige une certaine distanciation.

On a bien raison de dire que le langage s'opacifie.

SEIGNEUR, quelle langue parlons-nous ? Ou plutôt quelle langue nous parle-t-on ? Toutes les expressions, tous les termes, toutes les tournures, tous les emplois que l'on vient de lire ont été puisés dans les articles et la publicité de deux numéros, tout récents et pris au hasard, d'un hebdomadaire et d'un magazine. On n'a rigoureusement rien inventé si on a parfois mêlé les mots et les images comme on bat les cartes. Encore aurait-on pu fort aisément poursuivre longtemps ce jeu : il y avait bien d'autres perles à dégager ainsi de leur gangue. Quant aux formules citées ici ou là entre guillemets, elles ont été simplement recopiées, telles quelles.

De la simple pancarte apposée dans un lieu public à la phraséologie prétentieuse et soignée dont on enrobe le moindre

jugement, le constat le plus simple, l'idée la plus banale, sous le prétexte de l'ancêtre mais en ne réussissant qu'à l'obscurcir jusqu'à l'incohérence, les exemples abondent, et nous ne les voyons plus. Dans le courrier d'un journal, combien de lettres, d'articles, qui n'appartiennent, en fait, qu'à une remarque élémentaire, une appréciation sommaire, un raisonnement fort simple, mais qu'il faut cependant relire et relire encore, tant on s'y perd, sans parvenir à en pénétrer le sens ? Que la signature de nombre de ces missives et de ces textes, où, par surcroît, les fautes d'orthographe et d'accord abondent, soit suivie de l'énoncé de titres universitaires parfois impressionnants, voilà qui laisse rêver sur les méthodes, globales ou non, qu'appliquent certains professeurs.

C'est un jeu de massacre dont la victime est notre langue. Le langage est partout, envahit tout comme la mauvaise herbe et étouffe notre parler. Il est de bon ton de gémir sur l'invasion du français, ce qui d'ailleurs ne laisse pas d'étonner les Anglo-Saxons, qui ont tant anglicisé des expressions françaises. De bon ton aussi de recueillir, pour s'en moquer en temps d'élections, les é-pous-près, les coqs-à-l'âne et les envolées oratoires des hommes politiques. De bon ton, enfin, de s'en prendre aux présentateurs et commentateurs de l'audiovisuel pour une phrase restée en l'air, une tournure vicieuse, une liaison malheureuse.

Qu'on ne s'y trompe pas : des mots bien constitués, des tournures nouvelles mais logiques, des audaces même, à condition qu'elles soient claires et harmonieuses, enrichissent et font vivre une langue. Au contraire, tout ce verbiage publicitaire, ce vocabulaire psychanalytique ou pseudo-scientifique détourné de son objet et de son sens, cette appropriation grotesque de termes philosophiques, et, pour couronner le tout, ces fautes d'accord et de grammaire qui prétendent à la nouveauté, signent le pourrissement de notre parler, annoncent son mort prochaine plus sûrement même que les défaillances de l'enseignement, les emprunts à d'autres idiomes ou les abus de l'orgot.

## Le triomphe du jargon

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

## Gabrielle Rolin

# Chères menteuses,

"Un essai qui a l'allégresse d'un roman"

Félicien Marceau

"La comédie humaine au féminin"

Pierre Démeron

"Femme ou homme d'aujourd'hui, méfions-nous, la Rolin nous regarde"

Antoine Blondin

Stock

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

The Economist

Aimable Citadelle

« Lorsque que, à l'automne dernier, écrit THE ECONOMIST, de Londres, partisans et opposants au chah d'Iran s'affrontèrent devant la Maison Blanche, il y avait, parmi les manifestants, soixante-cinq cadets de la marine trinitienne venus de la Citadelle, l'école militaire bien connue de Caroline du Sud. Ils avaient été envoyés par avion à Washington par le gouvernement iranien pour prêter main-forte aux partisans du chah. Mais, aujourd'hui, l'Etat de Caroline du Sud a l'intention de réduire ses subventions aux soixante-cinq trinitiens de la Citadelle (...) qui ne sont d'ailleurs qu'une infime portion des soixante-cinq mille étudiants iraniens, civils et militaires, qui se trouvent aux Etats-Unis (...). »

Les iraniens de la Citadelle créent des problèmes sur le campus. Ils forment un groupe à part, et le rez-de-chaussée du bâtiment où ils se réunissent a été baptisé ironiquement « l'ambassade d'Iran » (...). Les voitures, les appartements de luxe et les belles Américaines ont souvent la présence sur leurs études, et les responsables de l'école estiment que leur discipline se relâche de plus en plus. Leur mode de vie a été encouragé par le fait que, jusqu'à l'année dernière, le gouvernement iranien leur allouait à chacun mille dollars par mois (4800 F). A la requête du directeur de la Citadelle, cette somme a été ramenée à 350 dollars (...).

EL PAIS

Les dividendes de « Guernica »

M. Fernandez Ordoñez, le ministre des finances, a été le premier membre du gouvernement espagnol à se faire photographier devant le Guernica, de Picasso, au Musée d'art moderne de New-York. « Une façon symbolique de prendre possession du tableau », écrit le quotidien madrilène EL PAIS. « Mais pourquoi, précisément, le ministre des finances ? Personne n'ignore que la monumentale peinture de Picasso est la source de revenus la plus substantielle du musée de Manhattan. Il suffit de rappeler que, chaque fois que le tableau a voyagé (à Paris ou à Amsterdam), les visites ont diminué de 50 %. Les responsables du musée et les autorités de la ville de New-York sont-ils conscients des conséquences d'un éventuel départ du Guernica ? »

« Je pense bien, répond M. Fernandez Ordoñez, j'ai pu savoir que cela représenterait un chiffre annuel de l'ordre de deux millions de dollars. »

Et le ministre des finances d'ajouter qu'il « n'est pas habilité à réclamer l'ouvrage ». « Cependant, conclut-il Guernica appartient au peuple espagnol et à un pays neuf, reconstruit et libre. »



« Baby-boom » à retardement

La pilule, les femmes qui travaillent et l'instabilité des mariages incitent de nombreuses Américaines à retarder la naissance de leur premier enfant, rapporte l'hebdomadaire U.S. NEWS AND WORLD REPORT.

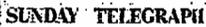
« Quelque 7 millions de femmes nées aux Etats-Unis pendant le baby-boom de l'après-guerre vont avoir trente ans à la fin de cette décennie. Leur décision d'avoir ou non des enfants et le choix que feront les 25 millions de femmes nées pendant les quinze ans de la prospérité auront un impact important sur la vie économique, le marché du travail, le logement et le mode de vie du siècle prochain aux Etats-Unis. » Mais l'usage prolongé des contraceptifs marque parfois des problèmes de fertilité et, lorsque c'est votre cas et que vous avez trente ans, estime une sociologue, Mme Wendy Baldwin, il vous reste peu de temps pour y remédier (...). M. Charles F. Westoff, directeur du Centre de recherche de la population à l'université de Princeton, pense que 20 à 25 % des Américaines qui ont actuellement entre vingt et trente ans n'auront finalement pas d'enfants (...).

Cependant, il est de plus en plus fréquent qu'aux approches de la trentaine, des femmes, bien installées dans la vie professionnelle, décident d'avoir leur premier enfant : « La plupart des spécialistes sont d'accord pour juger que les grossesses tardives produisent généralement des enfants désirés dans des mariages beaucoup plus stables que ceux de parents qui ont dit non à la maternité. »

THE IRISH TIMES

Les mystères de Dublin

« Lors du récent congrès annuel du tourisme irlandais, rapporte THE IRISH TIMES, il y a eu des protestations contre le grand nombre de prostituées qu'on rencontre dans les rues du centre de Dublin. Miss Noelle Clerly, qui appartient à l'Institut des études irlandaises, aux Wilton Place, a déclaré que les prostituées irlandaises sont si bien habillées que leurs clients risquent de ne pas les distinguer des étudiantes étrangères qui fréquentent l'Institut. »



Un ministre sous surveillance

L'aspect juvénile et indécentement séduisant du secrétaire au Foreign Office, le Dr Owen, ne plait pas à tout le monde. L'hebdomadaire anglais THE SUNDAY TELEGRAPH rapporte les protestations d'un député travailliste, M. Arthur Lewis, qui demande au ministre « de cesser d'envoyer à ses administrateurs des photographies de lui, signées, lesquelles coûtent 5 000 livres par an aux contribuables. »

Selon M. Lewis, 25 000 portraits du Dr Owen ont été envoyés l'année dernière par le secrétaire au ministre. Au nom de la politique gouvernementale de réduction des dépenses publiques, le Dr Owen devrait faire cesser cette pratique », estime M. Lewis.

« Le Foreign Office fait valoir qu'il s'est contenté de répondre aux demandes du public et que les ambassades britanniques à l'étranger ont un stock de photos à l'usage des journaux locaux (...). L'Office d'information du gouvernement britannique déclare, de son côté, qu'il est normal de faire imprimer 4 000 photos des ministres les plus en vue. »

Lettre de Todos-Santos LA DOUBLE MARGINALISATION DE L'INDIEN



BLOTTI au cœur d'une vallée isolée dans la Sierra de Cuchumatanes, la plus haute du Guatemala, la petite ville de Todos-Santos commence à peine à s'éveiller à son propre pays. Pour les indiens Mams qui y vivent depuis toujours, le roula planeuse et poussiéreuse fraye il y a moins de deux ans pour implanter l'électricité représente un lien stable avec la ville la plus proche — Huehuetenango, non loin des ruines de Zaculua, leur ancienne capitale. Maintenant, il suffit d'un trajet cahotant de trois heures en camion ou en autobus brinquebalant pour s'y rendre. Auparavant, c'était une journée entière de marche, ou une demi-journée à dos de mule.

Encore sauvage, le paysage au alentour garde la beauté souveraine et silencieuse d'un monde où l'homme est en accord avec la nature. Une seule fois par an, à la Toussaint, le village connaît une affluente démesurée : les courtes de cheveux, répandues loin à la ronde, attirent des milliers de curieux le jour de la fête patronale. Le reste de l'année, Todos-Santos s'enlève quelque peu lors du marché du samedi, sinon la vie s'y écroule paisiblement son rythme du temps qui passe.

Les hommes travaillent aux champs, cultivent le maïs, l'igname et le haricot noir qui toment l'ordinaire de la communauté. Les femmes vaquent aux tâches domestiques et tissent les vêtements caractéristiques du lieu, le nul autre textile, qui fleurissent d'ornementés les villageois quand ils descendent à la ville. Le rouge y domine, en vive toile de fond pour les huipiles brodées des femmes, plus sobre avec ses rayures blanches pour les pantalons masculins retenus par une très large ceinture noire. Les hommes ne détal-

ent d'ailleurs pas la coquette et leurs chemises s'ornent de larges cols somptueusement brodés n'ayant rien à envier à l'exubérance des blouses de leurs compagnes.

Sur le grand-plateau de l'église, entourée de maisonnettes basses aux toits de chaume et aux portes de bois, un gamin rieur frappe les heures à la cloche sous un soleil. Le soleil illumine et réchauffe en plein midi mais, à cette altitude supérieure à 2 000 mètres, les nuits sont froides dans les chaumières, la plus souvent démunies de meubles. Todos-Santos rassemble à le olupart des villages indiens du haut plateau guatémaltèque et, même s'il est unique par certains de ses traits, il est exemplaire dans son ensemble de la marginalisation dans laquelle est maintenue pratiquement la moitié de la population du pays.

CERTES, avec la construction des routes, les contacts deviennent plus faciles, mais les villageois ne tardent pas à apprendre, souvent à leurs dépens, que cette avancée de la civilisation a aussi son revers. Ainsi, à Todos-Santos comme à d'autres endroits hameaux encore récemment perdus dans leur solitude séculaire, des recruteurs ont fait leur apparition. En période de conscription, c'est une véritable chasse à l'homme qui s'organise pour incorporer de force les jeunes indiens dans l'armée. En fait, seuls les indiens sont astreints à accomplir leur service, mais il leur est presque impossible d'accéder aux grades supérieurs. La hiérarchie militaire pulse ses cadres dans les classes plus élevées, et les indios (nom générique donné au Guatemala à tous les non-indiens) galonnés ne retiennent jamais une occasion de diminuer leurs subalternes. D'ailleurs, comme dans d'autres pays à forte proportion autochtone, au Guatemala, traiter quelqu'un d'indien équivalait encore le plus souvent à une injure.

Avec la route, Todos-Santos a vu aussi arriver des abatteurs pour les grands propriétaires fonciers de la côte, qui viennent chercher de la main-d'œuvre bon marché à l'époque de la récolte du café, de la cueillette du coton et de la zafra sucrière. Pour deux quetzales — équivalent local du dollar — par jour, les indiens des

hauts plateaux sont conduits en camion comme du bétail sur les plantations où, pendant quelques semaines, ils essaient de gagner, de l'aube au crépuscule de quoi survivre le restant de l'année.

Descendus des montagnes dans l'atmosphère humide et oppressante des tropiques, les maladies les guettent, et souvent ces déplacements dans lesquels les indiens placent beaucoup d'espoir ne sont que miroir aux abruties. Les conditions de vie qui leur sont imposées défont toute description : cette manière de sarvaire fait de nombreuses victimes chaque année et décime parfois des familles entières, car il n'est pas rare que la femme et les enfants accompagnent l'indien dans sa dramatique recherche d'un illusoire mieux-être.

Dans le olupart des cas, les rabatteurs ont recours à l'alcool pour faire signer des contrats qui trop souvent les indiens ne savent même pas lire. Pris au piège de conditions inhumaines, entassés dans des baraquements dépourvus de l'hygiène la plus élémentaire, sans eau, mal nourris (souvent ils le sont), ils deviennent des proies faciles pour la maladie et la rapacité des intermédiaires.

Faute de moyens financiers, ils sont contraints de recourir eux-mêmes à des usuriers locaux, notamment quand un enfant tombe malade, et certains se retrouvent ainsi pieds et poings liés, engagés jusqu'à cinq ans d'avance à travailler comme des loups pour rembourser leurs dettes. Cela n'empêche pas les propriétaires de fincas ou d'haciendas d'être souvent des personnes d'une urbanité acquise, à la conversation agréable et cultivée, à l'hospitalité généreuse pour l'étranger de passage : à croire qu'ils n'ont absolument pas conscience que ces indiens qui suent sang et eau pour assurer leur opulence sont eux aussi des hommes.

ATODOS-SANTOS, on long passe tranquillement assaumé est encore perceptible. Mais au contact d'une « civilisation » imposée par des autorités néocoloniales, la culture ancestrale est aculée à la défensive. L'installation au cours des dix dernières années d'un prêtre ou d'un pas-

teur à demeurer dans un village — à Todos-Santos ne fait pas exception — signifie bien souvent l'interdiction des traditions et des rites d'autrefois, ébatement assimilés à des pratiques de sorcellerie. Pourtant, dans un autre village indien, un prêtre a reconnu que la disparition des cérémonies rituelles ne pouvait qu'appauvrir le Guatemala. Mais ce fut pour alourdir l'assaut : « C'est une nécessité politique et ce pays veut garder son identité nationale. »

C'est à la même nécessité politique qu'obéit le programme d'industrialisation amorcé par le gouvernement. Il tend à faire disparaître par la force les langues indiennes — vingt-trois au total, plus une centaine de dialectes — et nous avons entendu revenir comme un refrain dans les nombreux villages où nous nous sommes arrêtés : « Pour développer le pays, il faut intégrer le paysan autochtone et lui faire perdre ses coutumes. » Il arrive que, dans les écoles, les maîtres interdisent aux enfants de porter le costume local, sous prétexte qu'il n'est qu'un « habillement comme tout le monde ». Curieuse manière en vérité de respecter le droit à la différence...

Alors que le spectre de l'ethnocide se profile silencieusement sur toute une partie — la plus vaste et la plus profonde — du pays, le petit monde politique guatémaltèque ne peut plus aujourd'hui rester complètement indifférent au problème des droits de l'homme. Car près de vingt mille victimes de la violence politique en dix ans, cela commence à se savoir à l'étranger aussi, ternissent l'image de l'éternel printemps traditionnellement liée au nom du Guatemala.

Mais qui donc là-bas, dans ce coin de terre pourtant si fertile bœni des fleurs, se préoccupe véritablement de la situation dramatique des descendants des Mayas ? Si nul n'y prend garde, l'industrialisation hâtive, doublée d'un tourisme mal compris et de l'introduction des mirages de la société de consommation, viendra perchonner l'entraîne destructrice de la conquête, mutilant à tout jamais les ultimes racines d'un peuple créateur de l'une des plus étonnantes civilisations humaines.

CLAUDE B. LEVENSON.

TAOISME

Une pagode à Rambouillet

LE 7 février dernier naissait dans la plus grande discrétion, seul pour quelques initiés, la nouvelle année chinoise. Nous sommes ainsi entrés, sous le soir et peu, une révolution de la lune (vogue), dans l'année du Cheval, après le Rat, le Lion, le Serpent et toute une ménagerie cyclique, spécifiquement asiatique.

C'est l'initiative de la présidente de l'association Tradition tao antique, Mme Tehengivane, artiste ou registre de talents multiples, puis elle est gérée par le compositeur, professeur de danse traditionnelle et percussionniste de renom, que se sont réunis à la pagode de Rambouillet, 3, rue Pasteur, une poignée d'adeptes du tao antique, afin de célébrer cette naissance chevaline. Bal costumé, musique douce et jazz asiatique ou club écologiste non fumeur. « Quand un taoïste organise un bal, ce n'est plus un bal. Quand il se bat contre la pollution du tabac, ce n'est plus un combat. Importance du non-agir et de son efficacité dans l'art de l'action », déclare, d'entrée, notre hôte.

Une pagode à Rambouillet ? Après Mme Tehengivane abintit le permis de construire, dernière sa villa bourgeoise et coquée, une pagode traditionnelle en bois de 13,60 m de diamètre et de 11 m de hauteur. Inaugurée par le maire de la ville, Mme Thome-Patenère, elle est désormais un haut lieu du taoïsme, mais aussi atelier de peinture, salle de concerts, de conférences, de cours de danse tai-ki-tchuan et d'écriture chinoise.

Seule cette petite femme opiniâtre — dont le sourire éternel et serein, qui illumine son visage, n'arrive pas à cacher l'abstention à réaliser ses projets — pouvait triompher de tous les obstacles dont l'administration avait jalonné sa route.

Née à Pékin d'une mère calligraphe et écrivain et d'un père journaliste, elle a obtenu très tôt (professeur de piano à dix-huit

VENISE AU TRAVAIL

Dans un palais désert

ILS sont six. Six en parades et cache-nez à discuter ferme dans la loge d'été. Six, là où l'on distribue les billets. Six dans ce palais désert.

Loin, loin derrière le flot des touristes qui l'ont passé occupé par les conquérants cette demeure vénitienne, deux oisettes tardifs se rident au putoch. Timides soudain devant l'arçage de gardiens. Pour un peu, ils rebrousseraient chemin.

D'un geste machinal, un ticket vous est tendu. Avant de ce départ, on se risque vers les étages supérieurs, vers la salle de bal, superbe, aux plafonds décorés par Tiepolo, les murs tendus de soie damassée, avec des meubles contournés peints en vert cru. Mais les rideaux, à la vérité, sont noirs de crasse, les objets en vermeil, oubliés des objets, ont eux aussi pris le drail. Les carreaux ont l'opacité d'une lucarne de grenier. En de nombreux endroits, la soie pend, déchirée.

Au hasard des enfilades de salons, un croisé et on recroise le gardien monté tout exprès pour vous surveiller : sotte de Burt Lancaster, échappé d'un naufrage il y a des années 45, feutre mou rabattu sur l'œil, franchement serré dans un imperméable mastic étiré à la taille. Pas un mot ni un commentaire : il se contente de marquer les yeux fixés devant lui, indifférent à la Venise d'hier que racontent les charmant tableaux de Longhi, à celle d'aujourd'hui que l'on arrive à discerner à travers les rideaux.

Fin du premier étage. Le gardien tente de diriger les touristes vers la sortie. Mais ils ont déjà déniché l'accès au second où il les suit comme à regret. L'élouissement renait, à des fresques, du brocard encore, un clacquin égaré au milieu d'un bouclier. Dans un des salons qui donnent sur le Grand Canal, une vitre cassée fait enfler les rideaux. Un cordon rouge barre l'accès

PIERRE ZIMMER.

LE MONDE TAIRE. GUILLEY

Un

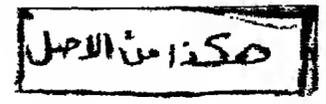
« C'est un pays qui a subi une catastrophe... »

LES ÉCRANS DE L'AMÉRIQUE

Millions d'Américains ont regardé « l'Holocauste »

Leur lecture... millions d'Américains ont regardé « l'Holocauste »

CLAUDE SARRAUTE.



ZOLA, VOLTAIRE, GUILLEVIC...

Un petit bourgeois sublime

LAUDE BRULE et Marcel Camus se sont lancés dans un « Voltaire », pour TF 1. En six épisodes d'une heure, dilués à partir de 4 mai, ils ont fait court « Coûte l'homme » (c'est leur titre) de cabinets en salles, de bastonnades en procès, d'amours en amours. Une série d'aventures, un feuilleton : la vie de Voltaire, réécrite, ce, démythifié le grand homme en le traitant comme un « P'tit bourgeois de cette télévision légère et de ce style. Il n'est pas de la même stature, Guillevic. Homme de littérature, mais poète, reconnu mais vivant, breton, né en 1907. Serge Moati a réussi pour TF 1 une rencontre littéraire inventrice et attachante. C'est une rencontre littéraire, historique, politique, que propose Armand Lanoux. La fiction est passée par là, comme pour Voltaire, mais avec infiniment plus de rigueur. L'événement est de taille : Zola et l'affaire Dreyfus, par Stello Lorenzi et Armand Lanoux, en quatre films de deux heures. Cela faisait vingt ans que Lorenzi, avec Castellet et Decaux, voulait traiter « l'affaire » à travers l'engagement de Zola, vingt ans qu'on lui disait que son sujet était « inopportun ». Grâce à Marcel Jullian, le projet a pu être réalisé. On se trouve devant un monument, parce que Zola en est un, méconnu, parce qu'on n'a jamais rien fait sur lui, parce que Dreyfus a eu à la République sans qu'on veuille s'en souvenir aujourd'hui. « Zola ou la conscience humaine » est bien un monument, académique (qui fait parfois sourire), car les dramaturges de Lorenzi sont toujours carés. Un monument, mais impressionnant.

« C'EST qui fait le caractère d'une époque, dit Stello Lorenzi, c'est une accumulation de détails qui donne un climat. Je n'ai pas l'obsession de l'exactitude. Mais j'ai demandé à mon équipe de faire les choses le plus correctement possible, chaque fois que nous avions les renseignements nécessaires. Il faut un minimum de crédibilité. Contrairement aux Américains, qui se moquent des ressemblances, nous avons cherché, nous, des acteurs qui correspondent aux personnages. La ressemblance intérieure passe, aussi, par la morphologie. J'ai rassemblé une galerie de portraits, j'ai travaillé avec les photos, les épinglées dans mon bureau. » Stello Lorenzi a choisi d'être précis. Mais il sait bien qu'il ne s'agit pas de réalisme, qu'il a dramaturgie impose la marque de sa subjectivité. « Ce n'est pas une copie de l'époque, dit-il, je n'y étais pas. » Biographie, histoire, c'est « la volonté de faire œuvre de vérité » qui a conduit Lorenzi. « Gazette, Michelet, Soboul, Jaurès, quand ils parlent de la Révolution, se servent de mêmes faits, mais ce qui importe, c'est l'interprétation des enchaînements, ce sont les éclairages. » Subjectivité, donc, et l'honnêteté obligatoire.



Emile Zola à Médan. (La Revue illustrée) 1897.

Armand Lanoux a apporté sa connaissance du personnage et du siècle. Ils ont écrit l'émission conjointement. « C'était Erckmann-Chatriain, dit encore Stello Lorenzi. Et c'était aussi la confrontation du texte et de l'image. » On comprend en une ligne : « Il avait l'habitude d'aller dans les cafés », mais ce n'est pas simple de le dire à l'écran. En revanche, un regard, un silence, suffisent, quand il faut à l'écrivain un paragraphe entier. La clarté de l'exposition à parfois conduit les auteurs des films à des synthèses ; quand il a besoin d'expliquer le rôle des femmes dans le procès d'Esther, Lorenzi a recouru à un faux titre de journal (tous les autres sont authentiques). Et pour montrer l'incroyable violence de l'iconographie d'époque, avec les horribles caricatures antisémites, Armand Lanoux et Stello Lorenzi ont inventé un défilé de mardi gras accolé Zola et Jeanne dans une galerie. Ils ont aussi réduit à trois le

nombre des ans de Zola, et prolongé d'un an la vie de Paul Alexis. Pour ce qui est du procès de Zola, il suffisait de s'en tenir aux comptes rendus d'audience, aux dépositions des militaires : temps le plus fort de l'émission. Tout ce qui paraît incroyable est vrai. La synthèse ici a porté sur les pièces qui ont servi à l'accusation de Dreyfus. On n'en a gardé que quatre. Et puis les allées sont imposées par ces huit années qui couvrent les films (de 1894 à 1902), par ces trois semaines que dure le procès de Zola. « Chaque scène apporte une information, contient le cheminement, rappelle Lorenzi. C'est l'aboutissement d'une double démarche : on se note dans la documentation. Puis on analyse par décoder les lignes de force. Puis on oublie ce que l'on sait. On crée, on rend sensible, on voit, et on tente le devenir. » C'est bien à la vie, « à la chair », dit Lorenzi, que les auteurs se sont attachés. Pour l'un comme pour l'autre, il faut faire passer les idées par le cœur pour les faire comprendre. « Nous nous sommes rencontrés il y a trois ans à une assemblée générale des auteurs dramatiques », raconte Armand Lanoux.

« Tu n'aurais pas peur de travailler avec moi ? », m'a demandé Lorenzi. « Tu n'aurais pas peur de travailler avec moi ? », lui ai-je répondu. C'était un excellent dialogue de départ. Armand Lanoux rend hommage à Lorenzi qu'il considère comme un auteur, un constructeur, un réalisateur subtil. Il dit qu'il aurait fait un Zola différent, si la télévision lui avait demandé de traiter le sujet seul. Il aurait conçu un peu comme une émission de « La caméra explore le temps. »

« Voilà un inconnu célèbre, pourquoi ? », s'est dit Armand Lanoux en travaillant. Et il le visualisait comme il a vu ensuite Topart. « Entre Paul Muni, du film de W. Dieterle, et Jean Topart, Paul Muni s'effondre, s'effondre. Jean Topart est entièrement vrai. Il est Zola, avec son ambition mal guérie, son souci de terminer Paris, puis sa jeunesse qui lui est rendue. » Si jamais écrit mon livre après le film, il aurait été différent, estime Armand Lanoux. Avec la mise en scène arrive une dimension supplémentaire, c'est une immense porte qui s'ouvre, car on y gagne une connaissance critique plus grande. Si j'étais un universitaire passionné par les moyens modernes, je ferais des historico-drames. Prenez la première promenade de Gérard de Nerval si matérialistes-la : il en sortira la vérité. »

« Les livres sur Zola et rien tout ce que de l'écriture avait écrit. Si on met en doute l'utilité de ce travail, il s'indigne : « Zola parle de son œuvre, dans le film. Il fallait le faire sans tricher. Jean Morris, lui, fait ses cascades. C'est le même chose. Je voulais assumer, comprendre, remplir cet homme, avec son côté lâche et menteur entre ses deux femmes, qui devient un chevalier du Grand. » Il y a des incidences entre les rôles et les acteurs. Quand



Jean Topart à Médan. (Photo S.F.F.)

« Je jouais un raté, j'étais pris dans la vie et je n'avais pas envie de sortir de ce gris-là. Quand je jouais les séducteurs, j'étais un séducteur. J'ai été Zola pendant toute la durée du tournage, j'étais marié en lui. Avec d'autres rôles, on fait ce que l'on veut faire, et ça paraît facile. Pour Zola, on donne une partie de soi. » CLAIRE DEYARRIEUX. \* Samedi 29 avril, A 2, 20 h. 35.

La tête d'un poète

GUILLEVIC travaille sur des blocs de papier à lettres grand format quadrillé. Il écrit rond, avec un stylo à bille, ou milieu de la page, avec des ratures, des poèmes ronds comme sa tête. Penser ou papoter des écrivains est la manière des correcteurs quand on veut vraiment les présenter aux gens. Serge Moati avait des doutes. Que faut-il faire pour un poète ? Une émission poétique ? Une illustration de poèmes ? Il avait rencontré Guillevic chez Georges-Emmanuel Clancier quand il travaillait à la Poin caré : « Cette émission a donné deux ans. Il s'est dit finalement : « Le but, c'est de faire lire », et il a raconté une heure, de vive voix, pleine de littérature. La télévision n'a pas été oubliée, ni par Moati ni par Guillevic. Ne serait-ce que dans ces moments où le poète dépasse le temps qu'il croyait avoir, pour dire ce qu'il ne voulait pas qu'on enregistre. C'est enregistré et Guillevic l'a vu ensuite, Moati a triché avec le spontanéité, histoire de gagner un supplément de vérité. Ne voulant pas qu'on oublie qu'il s'agit de télévision, Serge Moati a bien indiqué que certaines scènes ont été recommandées, qu'un travail a été fourni, et qu'Émile Guillevic, là, sur l'écran, n'est qu'un personnage de fiction, un acteur qui répète avant de réciter ou mieux (car Serge Moati n'a pas non plus été dupe de certaines trahisons : Guillevic dit ses textes avec sa voix d'auteur). Ce travail de télévision, en vue d'une réussite, ressemble par conséquent à l'œuvre du poète : il parle de la difficulté des mots », il raconte comme il « s'achème ». Guillevic aurait voulu être Lamartine, mais il n'en avait pas le visage. La tête qui s'encadre dans l'image, enferrme des rêves d'angoisse, une mère sans amour, et aussi un enfant « dont je n'ai pas démerité », estime Guillevic. Dans cette prose tête s'élabore « un poème », perpendiculaire ou temps qui passe ». CL. D. \* Vendredi 28 avril, TP 1, à 19 h. 55.

LES ÉCRANS DE L'ÉTRANGER

Cent millions d'Américains ont regardé « l'Holocauste »

NEW-YORK, lundi dernier à 21 heures. Les rues étaient vides. « Je n'ai pas fait trois courses dans la soirée, me disait un chauffeur de taxi, les gens sont tous restés chez eux, pour voir l'Holocauste à la télé. » Depuis la veille en effet et pendant quatre jours, le N.B.C. présentait un fantastique « documentaire » évoquant l'extermination du peuple juif par les nazis, un peu à la façon dont Raoul (Rooft) racontait. Il y eut sur une chaîne rivale, l'opposé du peuple noir ou temps de l'écoulement. Près de cent millions d'Américains ont suivi avec émotion et une stupéfaction grandissante une histoire racontée à l'intention du plus grand nombre, l'histoire d'une famille berlinoise, une excellente famille, une famille de juifs non pratiquants, de juifs allemands complètement assimilés ; le père était médecin, le fils un certain docteur Joseph Weiss, et leurs trois enfants pris entre 1935 et 1945 dans le démoniaque, dans l'incompréhensible engrenage de la « solution finale ». Et ne comprenant pas, n'arrivant pas à croire l'incroyable : la décision d'appliquer les ressources bureaucratiques, scientifiques et techniques les plus avancées et les plus rentables du pays à la liquidation physique de toute une ethnité. En contrepoint, une autre famille, aryenne celle-là, également sortie de l'immigration de Gérard Green, l'auteur d'un livre célèbre sur le génocide, il s'agit d'un milliardaire juif d'origine polonaise, qui, à l'instar de Himmler, Eichmann et Heydrich leur

Le lundi sans télévision des écoliers hongrois

EN 1978, la télévision hongroise proposait à ses spectateurs une « Journée française ». Elle attend toujours un geste de reconnaissance de la part des chaînes. Périphérie ? Sans doute. Mais étonnante du fait de notre télévision nationale pour les productions étrangères, lorsqu'elles viennent pas d'Europe-Occidentale. Les Hongrois, pourtant bien disposés, supportent mal la condescendance des chaînes françaises et leur auto-satisfaction. Peut-être imagine-t-on, à Paris, que les programmes magyars consistent en une série de plans fixes sur des usines, agréments de la lecture du Capital ? Nos programmes cent quarante heures d'origine française sur nos antennes », constate le réalisateur Gabor Déme. « Devinez combien les Français diffusent d'émissions hongroises ? Entre trois et cinq heures, dans les meilleures années ! ». Trônant sur la place de la Liberté, le téléviseur hongrois M.T.V. symboliquement investit les locaux de l'ancienne Bourse. Des hulsters vigilants, copie conforme de leurs homologues parisiens, vérifient le jeton de couleur qui sert lieu de laissez-passer, qu'il ne faudra pas oublier de restituer à la sortie. Indispensable ticket d'admission pour le saint des saints. Car tel, le téléviseur est une affaire nationale. Elle suscite des discussions passionnées dans les tramways et les cafés. Se talie le part du lion dans les débats syndicaux. Le gouvernement ne s'en plaint pas. Trois directions supervisent collectivement les programmes des deux chaînes : la direction des actualités et des sports, celle des programmes scolaires et éducatifs, celle, enfin, des émissions artistiques. Si la première, mieux équipée techniquement, ne présente pas d'originalités particulières, les deux secteurs « culturels » débordent d'activité. Depuis l'ouverture des écoles jusqu'à 18 heures, la télévision sociale diffuse chaque jour curieusement un programme à l'intention des lycées. Ou plutôt, elle le fait quotidiennement si la Hongrie n'avait décidé d'élever le lundi à la dignité de jour « sans ». Non pas « sans politique », comme certains parlementaires français le réclament, mais, plus radicalement, « sans télévision ». La planification nationale des programmes et des heures de cours permet aux enseignants d'utiliser ces émissions tout à fait remarquables et acquiescées de récepteurs, annoncées dans un guide où figurent exercices préparatoires et conseils pratiques pour l'exploitation du médium en classe. Avec 80 % de ses programmes consacrés aux disciplines scientifiques, cette télévision sociale, qui diffuse également des magazines de recyclage et l'usage des parents et des professeurs, attend jouer un rôle d'éducateur national. Éducatrice, la direction artistique veut également l'être. Son responsable, M. Miklos Szinetar, qui est aussi metteur en scène d'opéra, et l'esprit « service public » que l'on rencontrait il y a quelques années à l'O.R.T.F. « Nous sommes un responsable ouvert tout les soirs, excepté le dimanche, et nous nous efforçons de proposer des rapas nutritifs et riches en vitamines. » Avec 26 % des programmes — dont la plus grande

Un public qui ressemble aux autres

part aux heures de meilleure audience — la direction artistique assure aussi bien les dramatiques que les jeux, les variétés, les retransmissions musicales ou la sélection des quatre cent soixante heures de films achetés chaque année. Malgré le sous-équipement en studios et en moyens techniques dont elle souffre, celle-ci s'attache à maintenir le haut niveau culturel de ses émissions. « Nous sommes très forts dans le domaine classique : opéra, théâtre, adaptation d'œuvres littéraires. Par exemple, nous produisons énormément beaucoup plus de Molière que la télévision française. » Les dramatiques hongroises (cent cinquante heures par an) s'adressent à une qualité qu'explique en partie la formation des professionnels, dont 80 % sortent d'un cycle de cinq années à l'Académie des arts et du film. Ils y ont suivi des cours de littérature, d'histoire, de théâtre, de stylistique, de philosophie, de théorie de la dramaturgie, ainsi qu'une formation de comédien et de metteur en scène. « A mon époque, raconte Gabor Déme, notre directeur avait même prescrit des cours d'écriture obligatoire, en nous expliquant que pour faire un bon cinéaste, il fallait savoir parler et contre-attaquer en trouvant le ton. » Les émissions phares sont celles qui ont appelé à la participation du public. « Vous l'avez demandé et nous vous donnons satisfaction » propose tous les mois une heure trente de séquences d'archives, « l'Investigation d'un syndicat, d'une ville, ou d'un groupe social. » Je suis assis et je vous raconte » est l'occasion pour le Lucien Bodard national de présenter une demi-douzaine de petits reportages sur des faits étranges ou des cas sociaux sélectionnés par les suggestions des téléspectateurs : « Vous peon, concubine et l'histoire et la chanson traditionnelle, constituée à la fois un trépan pour les amateurs et

CLAUDE SARRAUTE.

XAVIER DELCOURT.

RADIO-TELEVISION

La normalisation publicitaire

TOUT le travail de la publicité est de créer des conformismes sociaux. Qu'est-ce qu'une image de marque, sinon un réflexe mental conditionné ?

mode sociale : « Brandt pour ne pas se tromper » est justement une « morale » tirée d'un dialogue entre deux cadres qui s'interrogent sur les machines à lavers respectives de leurs épouses.

maintenant à la prescription de régner sur une conduite devenue machinale. Et ce mécanisme d'autopropulsion aussi-tôt censurée rappelle très exactement le système de double sens décrit par Orwell dans sa tristessante utopie (1984) :

pharmaciens, techniciens de tous ordres, etc. — qui ne cessent de conseiller et de rassurer (sous condition d'achat) le consommateur mystifié. Paternalisme et maternage sont vraiment les deux mamelles de la France publicitaire.

ne sont pas épargnés. L'achat de telle chaîne Hi-Fi vous transformera en chef d'orchestre. Les téléviseurs à télécommande vous promettent le monde épuré de la télé.

poser la question de la croissance. Il faut que la machine fonctionne, que l'individu fonctionne, Fonctionner pour fonctionner, sans chercher au nom de quel ni où l'on va, voilà la normalité moderne.

Dès lors, nous sommes plongés dans un monde euphorique, un monde piloté (à vue) par d'autres que nous, dont la fonction est de gérer l'imprévisible. Nous n'avons plus qu'à nous laisser aller à une existence fonctionnelle, joyeuse, performante, avec, il est vrai, parfois un brin de nostalgie de la nature perdue, mais que les spots publicitaires se chargent aussi de calmer faussement.

Faussement, car si la publicité procure une satisfaction esthétique en outre de sa fonction, elle n'est que l'attente des biens et du confort. L'union à se conformer entraîne une culpabilisation latente, une peur latente de l'angoisse.

La fascination technologique dissuade le consommateur d'entreprendre quoi que ce soit de sa main, comme le montre ce scandaleux spot Danone, où une ménagère s'avoue impuissante à faire des yaourts aussi bons et naturels que ceux de la marque. L'individu publicitaire, enfin, oblige l'individu à refouler ses manques profonds, le force à renoncer aux aspirations personnelles qui le conduiraient à vouloir une société autre. L'euphorie de l'achat masque la misère de l'être. Et c'est bien l'objectif inavoué de la normalisation publicitaire, celle « police de la pensée » des sociétés occidentales.

FRANÇOIS BRUNE.

La société de frustration

« Brandt, pour ne pas se tromper... » Qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'en matière d'électroménager, Brandt éditait la vérité. Mais encore ? Que celui qui n'a pas Brandt se trouve dans l'erreur. Et qui prononce cette excommunication ? Brandt ? Pas tout à fait : Brandt apparaît comme l'objet du discours, non comme son auteur. La phrase est étudiée à cet effet : l'emploi de l'infinitif, mode impersonnel et impersonnel, confère au slogan une valeur immatérielle qui ne vient de personne et s'applique à tout le monde. Nous sommes placés devant un ordre des choses que nous ne pouvons contester. Dira-t-on qu'il y a un émetteur précis, la voix « off » qui dit le slogan ? Mais la fonction habituelle de la voix « off », extérieure justement, c'est de donner un caractère « officiel » à l'impératif exprimé. La norme est ainsi transmise de façon impersonnelle pour que toute personne puisse l'intérioriser, comme une devise.

Acheter la produit par une sorte de réflexe naturel social, sans y penser ; telle sera la conduite normalisée. Encore faut-il que le consommateur y pense assez pour prendre l'habitude de la faire sans y penser. C'est cette paradoxale attitude que touchivement, Bonbel nous suggère d'adopter. « Les choses dont on a le plus besoin sont celles qu'on finit par acheter sans y penser... Bonbel, une des bonnes choses de chaque jour... Bonbel jour... le plus besoin... Bonbel ; voilà ce qu'il faut et le faire enregistrer puis oublier, l'oubli per-

« Tout le monde y trouve son plaisir » ; « On n'arrête pas le plaisir » ; « Les ont les limites de la grand-messe publicitaire. Non pas de simples incitations, mais une idéologie du plaisir. Le plaisir devient le nouvel impératif catégorique : « Tout le plaisir, tous les plaisirs... » Il est le progrès même de l'humanité ; on n'arrête pas le plaisir. Meilleur à qui est en retard d'un plaisir ; non seulement frustré, il se sent coupable. C'est que le plaisir est signe de puissance.

La promesse de puissance est en effet le second axe de cette idéologie. « Soyez Niki Lauda », dit-on aux enfants pour leur faire désirer un jouet. Pourquoi pas Napoléon ? Prétendant, un autre spot s'en charge en vantant un jeu stratégique. On appelle vraiment à l'aliénation, au sens propre. Les adultes

l'être bascule dans son camp. Mais avant même d'accéder au pouvoir, une sourde angoisse gangrène son rêve d'hégémonie. La certitude de l'échec s'insinue dans sa conception du temps. L'enfant, cette incarnation d'une certaine manière de la mort des parents, cesse alors d'être un animal à dompter pour devenir un personnage redouté. Il figure à la fois l'avenir souhaité, la perpétuation de la classe bourgeoise et de ses valeurs et la menace d'une décomposition interne. La révolution et la montée des Républiques accentuent cette ambiguïté : M. Prudhomme affiche glorieusement sur son commerce « Prudhomme et fils », mais il surveille anxieusement les draps de son bûcher qui gaspille le patrimoine générique.

FRANÇOIS BRUNE.

Écouter-voir

ENQUÊTE : CHILI IMPRESSIONS. — Dimanche 23 avril, A2, 21 h. 40.

Caprices de la mémoire audiovisuelle : aux Jeux olympiques de 1952, un cameraman anonyme croyait filmer le parcours de l'égyptien occidant au concours d'équitation, le capitaine Mendoza. En réalité, il enregistrerait la première apparition publique d'un futur dirigeant de la jeune chilienne. Le décalage entre la bonhomie pateline et l'implicite autoritarisme du régime chilien pourrait se résumer dans cette image incertaine. Que voit-on ? Des péres de famille attentifs à la sécurité de leurs enfants. Mais derrière la vitrine (musique douce et chœur fraternelle), résonne le grincement de la machine à décrire et la voix monocorde d'un répéteur automatique : « Le disparu que vous avez demandé n'existe pas... »

MISSION MUSICALE : LES ENFANTS PRODIGES. — Dimanche 23 avril, TF1, 22 h. 15.

Que vous êtes beaux, bébés prodiges, petits Mozart fabriqués à la chaîne ! William Croce, à deux ans et un mois, découvre sur le grand orgue de Westminster l'orchestration du God save the Queen. Emile Naoubof, à sept ans, compose ses Tableaux pour une expo-

REFLEXION : TRIOMPHE ET MISÈRE DE L'ENFANT 1750 - 1914. — Du lundi 24 avril au vendredi 5 mai, France-Culture, 8 h. 32.

Dans le milieu du dix-huitième siècle, la bourgeoisie française sent que l'his-

ENQUÊTE : LE MYSTÈRE KENNEDY. — Vendredi 23 avril, FR3, 20 h. 30.

Le film d'amateur tourné lors de l'assassinat de Dallas avait été trugé et amputé par le F.B.I. pour sa « version » officielle. Jean-Michel Charlier a retrouvé la seule copie intégrale encore disponible, réalisée avant la remise de l'original aux autorités.

ENQUÊTE : LE MYSTÈRE KENNEDY. — Vendredi 23 avril, FR3, 20 h. 30.

C'est autour de ce premier document que s'ouvre la troisième volet du Mystère Kennedy — Numéro 3 : la Verté en marche — et que Jean-Michel Charlier nous propose sa version du complot. Version qui met en cause l'entourage de Nixon, les éléments extrémistes de la CIA, certains groupes sociaux américains et qui fait apparaître Lee Harvey Oswald comme un agent de la CIA, indicateur du F.B.I. volontairement compromis par ses chefs dans des rapports avec le K.G.B. et Cuba. Cette interprétation est très proche de celle retenue par la commission d'enquête du Congrès (qui doit remettre son rapport définitif début 1979).

Les films de la semaine

milleurs rôles d'Alan Ladd, « héros » un peu oubliés de nos jours.

LA GRÈVE, de Serge Mikhoïlovitch Eisenstein. — Dimanche 23 avril, FR 3, 22 h. 30.

Première réalisation d'Eisenstein (vingt-six ans), premier film d'un cycle sur la révolution russe qui comprend ensuite le Cuirassé Potemkine, Octobre et le Léviathan. Grève dans une usine métallurgique en 1912, montée de l'espoir, combat douloureux et inégal, répression. Le prolétariat pris comme personnage collectif, un jaillissement d'images baroques et convulsives, les audaces visuelles d'un art nouveau au service du lyrisme révolutionnaire.

LA CROSE D'UN AUTRE MONDE, de Christia Nyby. — Lundi 24 avril, TF1, 20 h. 30.

Signé du monteur habituel d'Howard Hawks, mais produit, écrit et supervisé par celui-ci, un film de science-fiction qui cherche à s'appuyer sur des données réalistes pour examiner l'hypothèse de la venue d'une « chose » extra-terrestre dans un objet volant non identifié. Aucun attrait spectaculaire ou presque, mais on retrouve l'état d'esprit d'une époque (guerre froide et malaise intérieur des États-Unis) dans la manière d'un danger venu d'ailleurs et la destruction d'une entité maléfique.

LA BONNE SOUPE, de Robert Thomas. — Lundi 24 avril, FR 3, 20 h. 30.

Les eaux grasses du théâtre

de Boulevard (une pièce de Félicien Marceau adaptée, allongée par Robert Thomas) dans laquelle le protagoniste des comédiens et des comédiens qui ont eu du talent ailleurs.

R.A.S., d'Yves Boisset. — Mardi 25 avril, A2, 20 h. 30.

La guerre d'Algérie en 1956, vue, réécrite par trois rappelés représentant chacun, un type social et idéologique. La tradition d'un certain cinéma d'action américain reprise par Boisset pour établir une critique politique dans un spectacle dramatique. Technique et personnages affaibles. Film de référence (malgré son manichéisme, car le sujet — brûlant — a été rarement traité. R.A.S. fut d'ailleurs distribué dans les salles, son plein mois d'août 1973. C'est dire que beaucoup de Français vont le découvrir à la télévision.

LA STEPPE, d'Alberto Lattuada. — Mardi 25 avril, FR 3, 20 h. 30.

La Russie de Tchekov reconstruite en Yougoslavie pour le voyage — une initiation à la vie d'un jeune garçon. Lattuada, qui n'a pas évité la tentation du spectaculaire et du pittoresque, a, toutefois, serré de près le thème de la nouvelle adaptée. On participe, à travers le regard d'un enfant, à la découverte d'un monde surprenant.

LA BATAILLE DE LA NERETVA, de Veljko Bulajic. — Mercredi 26 avril, FR 3, 20 h. 30.

Evocation à grande mise en scène et avec d'importants

moyens matériels, d'une page d'histoire de la résistance dirigée par Tito, chef communiste croate en Yougoslavie en 1943. Faute de références précises l'effet exact des partisans du colonel serbe Mihailovitch, par exemple), le spectateur français se trouve déconcerté, perdu dans tous ces bombardements, toutes ces escarmouches, cette stratégie au milieu des combats. La distribution internationale, banalisée par le doublage, n'arrange pas les choses.

UN CRIME ORDINAIRE, de Volker Schlöndorff. — Jeudi 27 avril, FR 3, 20 h. 30.

Tourné bien avant l'Honneur perd de Katharina Blum et le Coup de grâce, ce film n'a jamais été distribué en France. Schlöndorff, l'un des meilleurs — sinon le meilleur — représentants d'un cinéma allemand de critique, de contestation sociale, a emprunté les schémas du drame bourgeois (le mari, la femme et l'amant) pour faire apparaître le malaise intérieur d'une classe baignant dans le bien-être matériel et où la frustration des individus peut devenir provocation.

LES VITELLONI, de Federico Fellini. — Vendredi 28 avril, A2, 22 h. 45.

Des adolescents prolongés — de « grands vœux », le terme italien vitelloni est passé dans le langage français — vivant en province, s'engluent, avec vœux dans une existence de ratés. Sauf un qui représente

Fellini jeune. Les souvenirs autobiographiques sont transformés dans une chronique « né-réaliste » où surgit, par décalage, la mythologie typiquement fellinienne qui allait s'épanouir par la suite et jusqu'aux fantasmes. Ce film fit découvrir Fellini, à Paris, en 1954. Le Strada le consacra peu après.

FAUT PAS PRENDRE LES ENFANTS DU BON DIEU POUR DES CANARDS SAUVAGES, de Michel Audiard. — Dimanche 30 avril, TF1, 20 h. 30.

Les débuts d'Audiard (il y a dix ans — dans la réalisation) Mise en scène sans surprise sur une histoire « série noire » traitée en parodie (Gérald, alors, la spécialité de Georges Lautner). Les gags s'accrochent aux mots d'auteurs lancés à la mitraille. Composition réjouissante de Françoise Rosay, vieille dame terrible dite « Léontine la flingueuse ». On reverra surtout avec plaisir Marlene Jobert en pléante et gouailleuse fille que l'honnêteté n'étouffe pas.

LE CUIRASSÉ POTEMKINE, de Serge Mikhoïlovitch Eisenstein. — Dimanche 30 avril, FR 3, 22 h. 30.

Le classique par excellence du cinéma soviétique muet, considéré aussi comme le « premier film du monde ». D'une mutinerie déclenchée en 1905 sur un navire de la flotte tsariste par une distribution de viande avariée à la fuaille de la foule sur le grand escalier d'Odessa,

les images d'Eisenstein (longs temps interdites en France pour raisons politiques) ont été imprimées de leur élan révolutionnaire, de leur coloris lyrique, de leur beauté plastique, tous ceux qui les ont vues.

FANTASIA CHEZ LES PLOUCS, de Gérard Philp. — Lundi 1<sup>er</sup> mai, TF1, 20 h. 30.

Burlesque décalé dans une campagne américaine totalement parodique (quelque part en France). Le roman de Charles Williams était le récit pseudo-subjectif d'un gamain assistant ou jeu bizarre d'adultes en marge de la loi. L'humour du film est différent. Il prend directement le spectateur à témoin par des gags énormes et destructeurs. C'est un prédateur au carreau (le construisant une nouvelle arche de Noé).

MONSIEUR ALBERT, de Jacques Renard. — Lundi 1<sup>er</sup> mai, FR 3, 20 h. 30.

Rencontres et déambulation dans une ville minière du nord de la France. Première réalisation d'un opérateur de Jacques Rivette, plus attaché à la peinture d'ambiance et de comparaison qu'à la psychologie. Scénario trop inventé, univers régionaliste filmé avec un étranger calculé mais qui retient. Face à des hommes dont on ne comprend pas toujours les raisons d'agir, Dominique Labourier fait des vagues et nous entraîne dans son sillage. Elle porte, défend tout le film.

LES PLOUCS, de Gérard Philp. — Lundi 1<sup>er</sup> mai, TF1, 20 h. 30.

Burlesque décalé dans une campagne américaine totalement parodique (quelque part en France). Le roman de Charles Williams était le récit pseudo-subjectif d'un gamain assistant ou jeu bizarre d'adultes en marge de la loi. L'humour du film est différent. Il prend directement le spectateur à témoin par des gags énormes et destructeurs. C'est un prédateur au carreau (le construisant une nouvelle arche de Noé).

MONSIEUR ALBERT, de Jacques Renard. — Lundi 1<sup>er</sup> mai, FR 3, 20 h. 30.

Rencontres et déambulation dans une ville minière du nord de la France. Première réalisation d'un opérateur de Jacques Rivette, plus attaché à la peinture d'ambiance et de comparaison qu'à la psychologie. Scénario trop inventé, univers régionaliste filmé avec un étranger calculé mais qui retient. Face à des hommes dont on ne comprend pas toujours les raisons d'agir, Dominique Labourier fait des vagues et nous entraîne dans son sillage. Elle porte, défend tout le film.

Aujourd'hui

Samedi 22 avril

CHÂNE I TF 1 Réponse à tout : 12 h. 25. Faire : 13 h. 30. Première : 13 h. 45. Magnifique rétrospective : 18 h. 30. Comment faire ? 19 h. 15. Le village encloué : 19 h. 15. Pour les femmes : 19 h. 43. En bien, 20 h. 30.

Dimanche 23 avril

CHÂNE I TF 1 Réponse à tout : 12 h. 25. Faire : 13 h. 30. Première : 13 h. 45. Magnifique rétrospective : 18 h. 30. Comment faire ? 19 h. 15. Le village encloué : 19 h. 15. Pour les femmes : 19 h. 43. En bien, 20 h. 30.

SELECTION EUROVISION 78. FRANCE: JOËL PRÉOST. BELGIQUE: JEAN VALLEE. SÉLECTION EUROVISION 78. FRANCE: JOËL PRÉOST. BELGIQUE: JEAN VALLEE.

Lundi 24 avril

CHÂNE I TF 1 Réponse à tout : 12 h. 25. Faire : 13 h. 30. Première : 13 h. 45. Magnifique rétrospective : 18 h. 30. Comment faire ? 19 h. 15. Le village encloué : 19 h. 15. Pour les femmes : 19 h. 43. En bien, 20 h. 30.

CHÂNE I TF 1 Réponse à tout : 12 h. 25. Faire : 13 h. 30. Première : 13 h. 45. Magnifique rétrospective : 18 h. 30. Comment faire ? 19 h. 15. Le village encloué : 19 h. 15. Pour les femmes : 19 h. 43. En bien, 20 h. 30.

Mardi 25 avril

CHÂNE I TF 1 Réponse à tout : 12 h. 25. Faire : 13 h. 30. Première : 13 h. 45. Magnifique rétrospective : 18 h. 30. Comment faire ? 19 h. 15. Le village encloué : 19 h. 15. Pour les femmes : 19 h. 43. En bien, 20 h. 30.

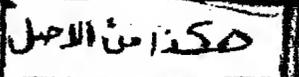
CHÂNE I TF 1 Réponse à tout : 12 h. 25. Faire : 13 h. 30. Première : 13 h. 45. Magnifique rétrospective : 18 h. 30. Comment faire ? 19 h. 15. Le village encloué : 19 h. 15. Pour les femmes : 19 h. 43. En bien, 20 h. 30.

Mercredi 26 avril

CHÂNE I TF 1 Réponse à tout : 12 h. 25. Faire : 13 h. 30. Première : 13 h. 45. Magnifique rétrospective : 18 h. 30. Comment faire ? 19 h. 15. Le village encloué : 19 h. 15. Pour les femmes : 19 h. 43. En bien, 20 h. 30.

CHÂNE I TF 1 Réponse à tout : 12 h. 25. Faire : 13 h. 30. Première : 13 h. 45. Magnifique rétrospective : 18 h. 30. Comment faire ? 19 h. 15. Le village encloué : 19 h. 15. Pour les femmes : 19 h. 43. En bien, 20 h. 30.

CHÂNE I TF 1 Réponse à tout : 12 h. 25. Faire : 13 h. 30. Première : 13 h. 45. Magnifique rétrospective : 18 h. 30. Comment faire ? 19 h. 15. Le village encloué : 19 h. 15. Pour les femmes : 19 h. 43. En bien, 20 h. 30.



RADIO-TELEVISION

Samedi 22 avril

CHAINE I : TF 1
18 h. 5. Trente millions d'amis ; 18 h. 40. Magazine auto-moto ; 19 h. 10. Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 40. En bien, racontez ; 20 h. 30. Série américaine : Serpico (Trafi-quant d'armes) ; 21 h. 30. Du Palais des congrès de Paris ; Concours Eurovision de la chanson 1978.

18 h. 20. Top-club (Sbtehl).
18 h. 35. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 20 h. 35. Série dramatique : Les enquêtes du commissaire Maigret (Maigret et le marchand de vin). Un marchand de spiritueux porté sur la gouttière est chassé à la sortie d'une maison de rendez-vous.

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 18 h. 40. Samedi extra tous ; 20 h. Les jeux.
20 h. 30. TELEFILM (cinéma 18) : BATAILLES POUR LES LAVANDES, de J. Prat, avec G. Claisse, A. Lignais, P. Meyran.

FRANCE - CULTURE
20 h. « L'Épopée de Ougamsh », de B. Bani, musicien ; A. Whalley, avec P. Baudier, J. Topart, J. Magre (l'arrivée d'Osiris) ; 21 h. 25. Ad lib ; 22 h. 5. La fugue du samedi ou la fugue mal-ralin.

Dimanche 23 avril

CHAINE I : TF 1
9 h. 15. Moto : Vingt-Quatre Heures du Mans ; 8 h. 30. Emissions religieuses et philosophiques ; Orthodoxie ; 10 h. Présence protestante ; 10 h. 30. Série : Pierre Emmanuel et l'exégète Corina Combet-Galland ; 10 h. 30. Le tour du Selgneur (Les mains et la lumière) ; 11 h. Messe au couvent des Dominicains de Toulouse ; 11 h. 53. Midi moins sept ; 12 h. 2. La

13 h. 20. C'est pas sérieux ; 12 h. 30. Bon appétit ; 14 h. 10. Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 30. Sports premiers ; 18 h. 10. Thérèse ; 18 h. 15. Série policière : Section contre-enquête ; 17 h. 10. Sports premiers ; 17 h. 30. Film : Le lion, scénario, adapt. et dial. de J. Anouilh, réal. J. Delannoy. Avec G. Wilson, M. Carrière, L. Eyraud, R. Parry (redif.).

Muppet show ; 18 h. 45. L'école des fans ; 17 h. 25. Mousieur Cinéma ; 18 h. 15. Petit théâtre du dimanche ; 19 h. Stade 2 ; 20 h. 30. Music and musique ; 21 h. 40. Série documentaire : Chill impressions, de J.-M. Berzosa (3<sup>e</sup> émission : Un bonheur des gens) ; 22 h. 5. L'homme en question.

philosophiques et religieuses ; 11 h. Regards sur la musique ; « Orlando Furioso » (Vivaldi) ; 12 h. 5. Allegro ; 12 h. 45. Soliste ; 13 h. 30. Musique sacrée orientale : l'Arménie, des origines au séisme séculaire ; 14 h. 5. La Comédie-Française présente : « Héroïdes », de J.-C. Carrière, avec J. Tojs et L. Mizel ; 15 h. 5. Musique française : « Parmentiers » ; 16 h. 30. Rencontre avec R. Barjavel ; 18 h. 30. Mauzou troppe ; 19 h. 10. Le cinéma des cinéastes ; 20 h. 5. Claude Minière et Gérard-Georges Lemaire ; 20 h. 40. Atelier de création radiophonique ; « Les pas d'abonnés au numéro que vous avez demandé » ; par J.-L. Rivière et J.-M. Fombonne ; 23 h. Black and Blue ; A. Braxton ; 23 h. 50. Poésie : Mario Peix.

SÉLECTION EUROVISION 78

FRANCE JOËL PREVOST 'IL Y AURA TOUJOURS DES VIOLONS'
BELGIQUE JEAN VALLÉE 'L'AMOUR CA FAIT CHANTER LA VIE'

Lundi 24 avril

CHAINE I : TF 1
12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 25. Faire ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Magazines régionaux ; 13 h. 50. Restez donc avec nous ; 14 h. 25. Série : Aux frontières du possible ; 18 h. A la bonne heure ; 18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 50. Comment faire ? ; 18 h. 55. Feuilleton : Le village englouti ; 19 h. 15. Une minute pour les femmes ; 18 h. 40. En bien, racontez.

19 h. 25. Les animaux du monde.
20 h. 30. FILM : L'AIGLE SOLITAIRE, de D. Daves (1954), avec A. Ladd, A. Dalton, M. Pavan, R. Keith, R. Acosta, C. Bronson, W. Anderson. En 1872, un homme, chargé par le président Grant de pacifier les territoires de l'Ouest, se heurte à des Indiens sauvages et à l'ambition d'un chef indien révolté.

L'histoire peu édifiante d'une femme mère qui, depuis sa jeunesse, est passée d'homme en homme, et de l'école de l'argent, qui est, pour elle, le bon sens souper.

FRANCE-CULTURE
7 h. 2. Poésie : Claude Minière (et à 14 h.) ; 7 h. 7. La femme ouverte ; 7 h. 15. Hecton, magazine religieux ; 7 h. 40. Chansons du soir ; 8 h. Emissions

Mardi 25 avril

CHAINE I : TF 1
12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 25. Faire ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 45. Restez donc avec nous ; 14 h. 25. Série : Aux frontières du possible ; 18 h. A la bonne heure ; 18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 50. Comment faire ? ; 18 h. 55. Feuilleton : Le village englouti ; 19 h. 15. Une minute pour les femmes ; 18 h. 43. En bien, racontez.

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre ; M. Clément Rosset ; 20 h. Les jeux.
20 h. 30. FILM : LA BONNE SOUPE, de R. Thomas (1963), avec M. Bell, A. Girardot, F. Toms, C. Dauphin, S. Dostal, R. Marwen, E. Hiler, D. Galin, J. Blain, J.-C. Brialy, C. Marquand, R. Bustières. (Redifusion, N.).

20 h. 30. FILM : LA STEPPE, d'A. Lattuada (1961), avec D. Spallone, M. Vlady, C. Vanel, C. Gajoni, P. Vujicic.
L'histoire peu édifiante d'une femme mère qui, depuis sa jeunesse, est passée d'homme en homme, et de l'école de l'argent, qui est, pour elle, le bon sens souper.

FRANCE-CULTURE
7 h. 2. Poésie : Claude Minière (et à 14 h.) ; 7 h. 7. La femme ouverte ; 7 h. 15. Hecton, magazine religieux ; 7 h. 40. Chansons du soir ; 8 h. Emissions

Mercredi 26 avril

CHAINE I : TF 1
12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 25. Faire ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Les visiteurs du mercredi ; 13 h. 45. La grande parade des dessins animés ; 17 h. 55. Sur deux roues ; 18 h. 10. A la bonne heure ; 18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 50. Comment faire ? ; 18 h. 55. Feuilleton : Le village englouti ; 19 h. 10. Les minutes pour les femmes ; 18 h. 40. En bien, racontez.

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre ; la C.G.T. ; 20 h. 30. FILM : LA BATAILLE DE LA NERETVA, de V. Bulajic (1968), avec H. Kruger, A. Dawson, Y. Brynner, N. Neri, S. Kocina, O. Welles. En 1948, en Yougoslavie, l'armée des partisans de Tito se repaît de la victoire des forces allemandes et hitlériennes, étonnamment avec elle les habitants des régions qu'elle avait libérées. Une grande bataille s'engagera sur le site du fleuve Neretra.

après-midi de France-Culture : Dick Annegarn ne chante plus ; les actions dans la cité ; à 18 h. 25. En direct avec le docteur J. Lecocq ; 19 h. 30. IBCAM, le temps musical ; autour de Pierre Boulez ; 20 h. 30. Feuilleton : « De la vie d'un varisien », de R. Barthe ; 19 h. 25. Les sciences au marché ; 19 h. 30. Dialogue : propriété et utopie foncière ; Gérard Pissani et Maxime de Oudart ; 21 h. 15. Musiques de notre temps, avec P. Vandemborghe ; 22 h. 30. Nuits magiques ; 22 h. 5. La bande dessinée belge, par M. Clouwaert.

FRANCE-CULTURE
7 h. 2. Poésie : Claude Minière (et à 14 h.) ; 7 h. 7. La femme ouverte ; 7 h. 15. Hecton, magazine religieux ; 7 h. 40. Chansons du soir ; 8 h. Emissions

Petites ondes - Grandes ondes

Tribunes et débats
FRANCE-CULTURE : 12 h. 5. Jacques Fougère reçoit Bernard Alexander (Gandhi), Catherine Claude (maërit), Michel Audier (mercredi), Nicolas Fournier (jeudi), Claude Lucas (vendredi).
FRANCE-INTER : 11 h. Les invités d'Anne Gaillard répondent aux questions des auditeurs sur la venue par correspondance (jeudi et mardi), le dimanche à domicile (mercredi et jeudi).
Radioscopies
FRANCE-INTER : 17 h. Jacques Chancel reçoit le professeur Jean Bernard (mardi), Mary Marquet (mardi), Michel Denard (mercredi), Catherine Clément (jeudi), Michel Déon (vendredi).
Religieuses et philosophiques
FRANCE-CULTURE (de dimanche) : 7 h. 15. Histoires ; 8 h. Orthodoxie chrétienne orientale ; 8 h. 30. Service religieux de la Fédération protestante de France ; 9 h. 10. Rencontre Israël ; 9 h. 40. l'Union rationaliste (23). La Fédération française de droit humain (le 30) ; 10 h. Messe.

RADIO-TELEVISION

Jeudi 27 avril

CHAINE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 25. Faire ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Emissions régionales ; 13 h. 50. Objectif santé ; 14 h. Les vingt-quatre heures (émis. pédag.) ; 16 h. A la bonne heure ; 18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 50. Comment faire ? ; 19 h. 35. Feuilleton : Le village englouti ; 19 h. 40. Une minute pour les femmes (Soyez économe) ; 19 h. 45. Monsieur Neige ; 19 h. 40. Eh bien, raconte.

CHAINE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Feuilleton : Malaveautre ; 14 h. 3. Aujourd'hui madame ; 18 mensuel ; 18 h. 5. Série : Le magicien ; 18 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55. Fenêtre sur... la télé-détection ; 18 h. 25. Dessins animés ; 18 h. 40. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Emission réservée aux formations politiques : La majorité ; le R.P.R. 20 h. 35. Le grand échiquier de Jacques Chancel ; Robert Hoessein. Avec Frédéric Bard, Robert Delham, Jean Lefebvre, Jacques Lanmann, Guy Di Ripa, Mouloudji, Marie-Françoise Patisier, Paul Tocco, Jean Palès.

P. Ehrlich, H. Criem, M. von Trotta, M. Sed-dowsky, K. H. Merz.

22 h. 5. Portrait : Louise Weiss. FRANCE-CULTURE 7 h. 2. Poésie : Marc Petit (et à 14 h. 19 h. 55. 23 h. 50) ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... La disparition des Indo-Européens ; à 8 h. 32. Triomphe et misère de l'enfant ; à 8 h. 50. Autour de Louis XIV ; 9 h. 7. Matinales de la Université ; 10 h. 45. Questions en zigzag ; 11 h. 2. IRCAM, le temps musical ; autour d'Elliot Carter ; 12 h. 5. Partis pris ; 12 h. 45. Panorama (avec R. Pasero) ; 13 h. 30. Reconnaissance des organes de France ; 14 h. 5. Un livre, des voix... le miroir d'Ici et « l'enfant de Bohème » de D. Boulanger ; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture... Les deux Espagnes ; à 16 h. 25. En direct avec... M. Monory sur les OVNIs ; 17 h. 23. IRCAM, le temps musical ; autour d'Elliot Carter ; 18 h. 30. Feuilleton : « De la vie d'un vaurien », de R. Barthe ; 19 h. 25. Biologie et médecine ; 20 h. Nouveau répertoire dramatique ; « Nina, c'est autre chose », de M. Vinaver, avec Douchka.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 9 h. 2. Le matin des musiciens... l'école de Vienna ; Schoenberg, Stravinski ; 12 h. Chansons ; les années 30 ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. Radio scolaire ; 14 h. 15. Divertimento ; Herbert, Wal-Berg ; 14 h. 30. Triptyque. Prélude ; Marchand, Pinaud, Boleider, Clostre, Bameau ; 15 h. 32. Musique française d'aujourd'hui... Roger Albin, chef d'orchestre et compositeur ; Tassman, Albin, Bally, Cussova, Etsch-nop ; 17 h. Foxtote ; Campa, Piaré, Baraud, Kanfer ; 18 h. 2. Musique magazine ; 19 h. 5. Jazz time ; 19 h. 45. Evely à la musique ; 20 h. En direct de la salle Pleyel... « On bal masqué », de Verdi, par l'Orchestre national de France. Avec Ligabue, C. Bergoni, S. de Sales, R. Esse, A.-M. Rodic ; 23 h. France-Musique la nuit... Actualité des musiques traditionnelles ; 0 h. 5. Le compositeur G. Masson ; 2 h. 5. Musique, histoire ; Dohnanyi, Schindler, R. Strauss, C. Franck.

Vendredi 28 avril

CHAINE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 25. Faire ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Emissions régionale ; 14 h. 5. Emis. pédagogique ; à 14 h. 25. Cousins, cousines ; 17 h. 55. A la bonne heure ; 18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 50. Comment faire ? ; 18 h. 55. Feuilleton : Le village englouti ; 19 h. 40. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien, raconte. 20 h. 30. Au théâtre ce soir : LE BON NUMERO, d'E. de Filippo ; adapt. J. Michaud ; mise en scène J. Fabbri ; avec J. Fabbri, M. Villalonga, Cl. Véga, G. Jahbour. M. Ferdinand, patron d'une agence de Loto napolitaine, et le mystère des 40 millions de lire, curieusement gagnés.

CHAINE II : A 2

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre ; le P.S. ; 20 h. Les jeux. 20 h. 30. FILM : UN CRIME ORDINAIRE, de V. Schlöndorff (1971), avec S. Berger, chodal ; 18 h. 5. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 50. Fenêtre sur... Le peletre Darío Morales ; 18 h. 25. Dessins animés ; 18 h. 40. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Top club. 20 h. 30. Feuilleton : Les Brigades du Tigre (Les dépositaires du Vestral, de C. Desailly, réal. V. Vicas. « On n'efface pas les démons, on les emmène dans des pays où ils ne peuvent pas accepter le rôle des femmes. Brigades rouges et vieilles dentelles. » 21 h. 30. Emission littéraire : Apostrophes (Personnages insolites). Avec M. Audréard (le Chant du départ), G. Bonheur (Eufanes bohème), H. Dufour (la Marie-marraine), C. Lepetit (la Main rouge), J. Rieder (Nouveaux problèmes du roman).

CHAINE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre ; le Journal - Présent - ; 20 h. Les jeux. 20 h. 30. Les dossiers noirs : Le mystère Kennedy... La vérité en marche, par J.-M. Charlier ; 21 h. 40. Débat : L'assassinat du président Kennedy. Lire nos « Ecouter-Vous ». FRANCE-CULTURE 7 h. 2. Poésie : Marc Petit (et à 14 h. 19 h. 55. 23 h. 50) ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... La disparition des Indo-Européens ; à 8 h. 32. Triomphe et misère de l'enfant ; à 8 h. 50. Echéec au hasard ; 9 h. 7. Matinales des arts du spectacle ; 10 h. 45. Le texte et la marge ; 11 h. 2. IRCAM, le temps musical ; récapitulation ; 12 h. 5. Partis pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. ORM-INA : l'acoustique pour tous, avec P. Schaeffer ; 14 h. 5. Un livre des voix ; « Un été d'orange », de C. Gumas ; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture... Les Français s'interrogent sur l'âge de l'éternel retour en philosophie (avec E. Marín) ; 16 h. Pouvoirs de la musique ; 18 h. 30. Feuilleton : « De la vie d'un vaurien », de R. Barthe ; 19 h. 25. Les grandes avenues de la science moderne ;

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 9 h. 2. Le matin des musiciens... l'école de Vienna ; Schoenberg, Berg, Webern ; 12 h. Chansons ; sortilèges du flamenco ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo service ; 14 h. Radio scolaire ; 14 h. 15. Divertimento ; O. Strauss, Egan, Stola, J. Strauss ; 14 h. 30. Triptyque... préface : Chausson, Godard... Boulanger-Kunst, Werckelt ; 15 h. 32. Musiques d'ailleurs... la Grèce : Shalikiotas, Petridis, Kalomira, Xantopoulos, Theodorakis ; 17 h. Foxtote ; 18 h. 2. Musique magazine ; 19 h. 5. Jazz time ; 19 h. 45. Evely à la musique ; le romantisme : Schumann, Mendelssohn, Brahms, Liszt ; 20 h. En direct de la salle Pleyel... Orchestre symphonique de Stuttgart, dir. N. Mariner, avec M. Kostrovitch ; « Symphonie n° 33 en si bémol majeur R. 319 » (Mozart), « Concerto pour violoncelle en do mineur » (Haydn), « Symphonie italienne n° 4 en la majeur » (Mendelssohn) ; 23 h. 15. France-Musique la nuit ; Rita Strauch, le docteur du chant ; 0 h. 5. Le compositeur G. Masson ; 2 h. 5. Musique, histoire ; Dohnanyi, Schindler, R. Strauss, C. Franck.

Samedi 29 avril

CHAINE I : TF 1

11 h. 15. Emission pédagogique ; 12 h. 10. Emissions régionales ; 12 h. 30. Dis-moi ce que tu mifistes ; 12 h. 5. Jeunes pratiques ; 13 h. 35. Le monde de l'accordéon ; 13 h. 50. La France défébrée. 14 h. 10. Restez donc avec nous le samedi ; 15 h. L'île perdue ; 15 h. 55. Feuilleton : Vidéos ; 17 h. Les mondes de la vie ; 18 h. 5. Troite millions d'amis ; 18 h. 40. Magazine auto-moto ; 19 h. 13. Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 45. Eh bien, raconte. Numéro 1. Charles Aznavour ; 21 h. 45. Série : Serpico (dixième épisode : L'enfant traqué) ; 22 h. 35. Sports : Téléfoot 1.

CHAINE II : A 2

14 h. 35. Les jeux du stade ; 17 h. Loto chansons (résultats) ; 17 h. 10. Des animaux et des hommes ; 18 h. Chroniques du temps de l'ombre ; Ce jour-là l'en témoignent. 18 h. 45. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Les six jours d'Antenne 2. 20 h. 30. Série : Emilio Zola ou la Conscience humaine. Première partie ; Ou homme assez couragieux, de S. Lorenzi, scénario, adapt. et dialogues : L. Lanoux et Lorenzi. Avec J. Toppa, D. Davray, M. Schiller, F. Chamotte, P. Vernier, J. Monod, A. Valmy. Lire notre article page 11. 22 h. 40. Magazine de l'image : Voir.

CHAINE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Samedi entre nous ; 20 h. Les jeux. 20 h. 30. Théâtre : LE SCENARIO, de Jean Anouilh, avec D. Gélin, J. Perney, J. Fabbri, S. Azéma. 1929. Deux cinéastes français préparent un scénario pour un projeteur 35 mm. Le domestique, aristocrate allemand, confond ses rêves de pureté avec les nostalgies d'Anouilh.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Musique pittoresques ; 9 h. 40. Equivalences : E. Bonnal, Messiaen, E. Dufour ; à 8 h. La musique : Franck, Boutry ; à 9 h. 2. Ensembles d'aujourd'hui ; 9 h. 30. Evely à la musique ; 9 h. 45. Vocables ; 11 h. 15. Les jeunes Français sont musiciens ; 12 h. 44. Jazz, et il vous plaît ; 13 h. 30. Chasseurs de son stéréo ; 14 h. Disco-thèque 78 ; 15 h. En direct du studio 119 : récital de jeunes solistes ; 15 h. 45. Discothèque 78 ; 16 h. 30. Xmas... les années 30 ; 17 h. 30. Les après-midi lyriques ; « Benvenuto Cellini » (Berlioz), avec M. Gedda, G. Eda-Pierre, les Chœurs de Covent-Garden et l'Orchestre de la B.B.C. dir. Colin Davis ; 20 h. 5. Musiques nouvelles ; 20 h. 30. Echanges internationaux France-Japon... Journée de musique de chambre au Collège de Witton 1977 ; œuvres de Tristan Murail, J. Bouffier, Dimov ; 22 h. 30. France-Musique la nuit... Planétarium imaginaire pour œuvres impénitentes... « Seruire » ; « Symphonie n° 43 » (Haydn) ; « Les Habêtes » suite pour grand orchestre ; 15. Stokols ; 23 h. 15. France-Musique la nuit ; 0 h. 5. Le compositeur G. Masson ; 2 h. 5. Musique, histoire ; Dohnanyi, Schindler, R. Strauss, C. Franck.

Dimanche 30 avril

CHAINE I : TF 1

9 h. 15. Emissions religieuses et philosophiques ; A bible ouverte ; à 9 h. 30. Orthodoxy ; à 10 h. Deux heures de prière autour du drame irlandais, documents ; « L'Irlande sans nom » ; 12 h. 2. La séquence du spectateur ; 12 h. 30. Bon appétit ; 13 h. 20. C'est pas sérieux. 14 h. 12. Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 30. Les animaux du monde ; 18 h. Exercé ; 18 h. 5. Série policière ; Section contre enquête ; 17 h. 15. Sports ; 18 h. 25. Dramatique : Le jeune homme et le lion. 20 h. 30. FILM : FAUT PAS PRENDRE LES ENFANTS DU BON DIEU POUR DES CANARDS SAUVAGES, de M. Audard (1968) ; avec F. Rosay, M. Jobert, B. Blier, A. Pouesse, C. Rollet, R. Dalban, P. Frankeur. (Rediffusion.) Parce qu'elle n'a pas obtenu le million d'or en quinze jours, elle renouveau que se part dans un hold-up, une jeune fille fait appel à ses loutres, ancienne femme-gangster, pour le récupérer.

CHAINE II : A 2

10 h. 5. Emission pédagogique : Cousins, cousines ; 11 h. 20. Concert. 12 h. Bon dimanche ; 12 h. 5. Blues jeans ; 13 h. 25. Grand album ; 14 h. Pom pom pom (reprise à 15 h. 10, 17 h. 20, 18 h.) ; 14 h. 25. Dessins animés ; 14 h. 30. Série Snper Jaimie ; 15 h. 25. La jorquette et variétés de province ; 15 h. 35. Muppet show ; 18 h. 45. L'école des fans ; 17 h. 25. Monsieur Cinéma ; 18 h. 15. Petit théâtre du dimanche ; 19 h. Stade 2. 20 h. 30. Musique and music ; 21 h. 40. Un homme, un jour, un mai 1939, avec Martin Sanz, la guerre d'Espagne.

CHAINE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Samedi entre nous ; 20 h. Les jeux. 20 h. 30. Théâtre : LE SCENARIO, de Jean Anouilh, avec D. Gélin, J. Perney, J. Fabbri, S. Azéma. 1929. Deux cinéastes français préparent un scénario pour un projeteur 35 mm. Le domestique, aristocrate allemand, confond ses rêves de pureté avec les nostalgies d'Anouilh.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Musique pittoresques ; 9 h. 40. Equivalences : E. Bonnal, Messiaen, E. Dufour ; à 8 h. La musique : Franck, Boutry ; à 9 h. 2. Ensembles d'aujourd'hui ; 9 h. 30. Evely à la musique ; 9 h. 45. Vocables ; 11 h. 15. Les jeunes Français sont musiciens ; 12 h. 44. Jazz, et il vous plaît ; 13 h. 30. Chasseurs de son stéréo ; 14 h. Disco-thèque 78 ; 15 h. En direct du studio 119 : récital de jeunes solistes ; 15 h. 45. Discothèque 78 ; 16 h. 30. Xmas... les années 30 ; 17 h. 30. Les après-midi lyriques ; « Benvenuto Cellini » (Berlioz), avec M. Gedda, G. Eda-Pierre, les Chœurs de Covent-Garden et l'Orchestre de la B.B.C. dir. Colin Davis ; 20 h. 5. Musiques nouvelles ; 20 h. 30. Echanges internationaux France-Japon... Journée de musique de chambre au Collège de Witton 1977 ; œuvres de Tristan Murail, J. Bouffier, Dimov ; 22 h. 30. France-Musique la nuit... Planétarium imaginaire pour œuvres impénitentes... « Seruire » ; « Symphonie n° 43 » (Haydn) ; « Les Habêtes » suite pour grand orchestre ; 15. Stokols ; 23 h. 15. France-Musique la nuit ; 0 h. 5. Le compositeur G. Masson ; 2 h. 5. Musique, histoire ; Dohnanyi, Schindler, R. Strauss, C. Franck.

Lundi 1er mai

CHAINE I : TF 1

20 h. 30. FILM : FANTASIA CHEZ LES PLOUCES, de G. Pirès (1971), avec L. Ventura, J. Yanne, M. Darc, J. Dufrino, G. Demaistre. Deux amis poursuivés, en Afrique, une strip-teaseuse qui distrait, dans un cache-cache, des diamants volés. On curieux passant est mêlé à l'affaire. 22 h. Portrait de Jacques Dufrino.

CHAINE II : A 2

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 35. Magazine médical : Les écoliers pas comme les autres. 22 h. 25. Bande à part : Un petit frère pour Marie, de M. Pamart. Au hameau de Grand-Champagnac, l'école. Une école minuscule avec un vieux poète et des dessins d'enfants.

CHAINE III : FR 3

20 h. Les jeux. 20 h. 30. FILM (cinéma public) : MONSIEUR ALBERT, de J. Renard (1973), avec P. Noiret, D. Labourier, P. Chesnais, S. Flon, F. Pluclen-neck. Dans une ville minière du Nord, une jeune femme trouve la complicité amoureuse d'un homme qui aime à se cacher à l'assuranc-ris.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Musique pittoresques ; 9 h. 40. Equivalences : E. Bonnal, Messiaen, E. Dufour ; à 8 h. La musique : Franck, Boutry ; à 9 h. 2. Ensembles d'aujourd'hui ; 9 h. 30. Evely à la musique ; 9 h. 45. Vocables ; 11 h. 15. Les jeunes Français sont musiciens ; 12 h. 44. Jazz, et il vous plaît ; 13 h. 30. Chasseurs de son stéréo ; 14 h. Disco-thèque 78 ; 15 h. En direct du studio 119 : récital de jeunes solistes ; 15 h. 45. Discothèque 78 ; 16 h. 30. Xmas... les années 30 ; 17 h. 30. Les après-midi lyriques ; « Benvenuto Cellini » (Berlioz), avec M. Gedda, G. Eda-Pierre, les Chœurs de Covent-Garden et l'Orchestre de la B.B.C. dir. Colin Davis ; 20 h. 5. Musiques nouvelles ; 20 h. 30. Echanges internationaux France-Japon... Journée de musique de chambre au Collège de Witton 1977 ; œuvres de Tristan Murail, J. Bouffier, Dimov ; 22 h. 30. France-Musique la nuit... Planétarium imaginaire pour œuvres impénitentes... « Seruire » ; « Symphonie n° 43 » (Haydn) ; « Les Habêtes » suite pour grand orchestre ; 15. Stokols ; 23 h. 15. France-Musique la nuit ; 0 h. 5. Le compositeur G. Masson ; 2 h. 5. Musique, histoire ; Dohnanyi, Schindler, R. Strauss, C. Franck.

Les écrans francophones

Lundi 24 avril TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Chapeau mélin et boîtes de cuir ; 21 h. Le Cerveau du vent, film de Martin Casaus. TELE-MONTE-CARLO : 20 h. La légende des Strauss ; 21 h. Shock curfew, film de G. Fuller. TELEVISION BELGE : 20 h. Une petite femme aux yeux bleus, film de T. Erbat ; 21 h. 25. Ce que parier veut dire - R.T.B.S. 20 h. Films... Trésors. TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Passe et gagne ; 20 h. 25. Ma 66. Mardi 25 avril TELE-LUXEMBOURG : 20 h. 18 jours de la Coupe U.F.A. - R.T.B.S. le Mur invisible, film de E. Keanan. TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Passe et gagne ; 20 h. 20. Une super girl nommée Felham, film de L. Martinson. Jeudi 27 avril TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Po-

lice des plaines ; 21 h. 1. Il est une fois un film de O. Lautner. TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Kojak ; 21 h. Les Pépés de Broadway, film de R. Mulligan. TELEVISION BELGE : 20 h. Autant savoir ; 20 h. 20. Monsieur T. ; 21 h. L'homme et les sorcières. TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Passe et gagne ; 20 h. 25. Temps présent ; 21 h. 25. Rubens. Vendredi 28 avril TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Sauve qui peut ; 21 h. Pionère Terre, film de Merv Daelela. TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Ben-Hur ; 21 h. Le Pacha, film de J. Linte. TELEVISION BELGE : 19 h. 55. A suivre ; 22 h. 05. Warner folles. TELEVISION SUISSE ROMANDE :

19 h. 5. Passe et gagne ; 20 h. 20. le Féliciteur, de B. Wlekty. Samedi 29 avril TELE-LUXEMBOURG : 20 h. L'homme qui valait 3 milliards ; 21 h. Le Colonel Chabert, film de R. Le Beau. TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Sam Gade ; 21 h. Vacances romanes, film de W. Wyler. TELEVISION BELGE : 19 h. 55. Le Jardin extraordinaire ; 20 h. 30. La Far-West 29, film de R. Edwards. TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Rendez-vous ; 20 h. 25. Histoire de voyous ; Le casse des rois mages ; 21 h. 55. Nouvelle tôte. Dimanche 30 avril TELE-LUXEMBOURG : 20 h. 19. 21 h. L'Amal, film de J. Aurel. TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 19,

Voyage au fond des mers ; 21 h. le Règne, film de J.-P. Cassy. TELEVISION BELGE : 20 h. 25. Chansons ; la carte ; 21 h. 55. le Diable d'homme. TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. Malaga ; 20 h. 55. A vos lettres ; 21 h. 15. La voix au chapitre. Lundi 1er mai TELE-LUXEMBOURG : 10 h. Chapeau mélin et boîtes de cuir ; 21 h. Shock curfew, film de G. Fuller. TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 18 jours de la Coupe U.F.A. - R.T.B.S. la Légende des Strauss ; 21 h. La Princesse, la sur et la poudre, film de O. Richardson. TELEVISION BELGE : 19 h. 55. Les Procès témoins de leur temps, les (télé) sont arrivés ; 22 h. 05. Le Chanson solitaire. TELEVISION SUISSE ROMANDE :

Commission paritaire des journaux et publications n° 5737.

Advertisement for 'Aujourd'hui' newspaper. Features the headline 'Les Beloteurs du' and a large illustration of a man playing cards. Text includes 'Aujourd'hui', 'PARIS', 'Les Beloteurs du', and 'Restez rom quel qu'. The illustration shows a man in a suit sitting at a table, focused on his cards. The background is dark with some light effects.



Le Monde

régions

Ile-de-France

A l'ordre du jour du Conseil de Paris

Des petits parcs de stationnement seront construits pour les résidents

Le maire de Paris a précisé, vendredi 21 avril, les grandes lignes des propositions qui allaient être soumises à l'examen des élus au cours de la séance du Conseil de Paris lundi prochain 24 avril.

Ces propositions, comme nous l'avons indiqué dans nos éditions de vendredi, portent sur le renforcement des mesures de sécurité dans la capitale mais aussi sur les points suivants concernant plusieurs projets d'aménagement :

● Parcs de stationnement. — La Ville de Paris a décidé de mettre en place une société d'économie mixte chargée de construire des mini-parcs de stationnement réservés aux résidents. Le capital social est fixé à 4 millions de francs dont 65 % détenus par la Ville.

● Terrains Citroën. — Le 19 septembre 1977, le Conseil de Paris a demandé la création de la ZAC (zone d'aménagement concerté), Saint-Charles sur une partie des terrains occupés naguère par les usines Citroën dans le quinzième arrondissement. Les conseillers de Paris seront appelés à approuver le programme des réalisations et à désigner la SEMEA XV (qui a construit le Front de Seine), comme organisme aménageur. Sur 25 hectares, il est prévu de construire, notamment, trois cents logements sociaux et deux cents logements non aidés, une école maternelle et une crèche. Un cheminement piétonnier permettra d'accéder à la parcelle en cours d'aménagement du futur parc Citroën. Les travaux dureront deux ans et leur

LA VILLE PAIE LES CONTRACTUELLES L'ÉTAT PERÇOIT LES AMENDES

Un des exemples qui illustrent le mieux les défauts de la répartition des charges de police entre l'Etat et la Ville de Paris est celui des amendes. La capitale a dépensé, en 1977, 45 millions de francs pour rémunérer les mille trois cents contractuelles chargées de surveiller le stationnement. Or le produit de ces amendes ne lui profite que très faiblement.

L'Etat perçoit, en effet, l'intégralité du produit des amendes, plafonné à leur montant de 1973. Cette année-là, les contractuelles avaient été révoquées. Le supplément de recettes dû à cette hausse profite pour moitié au Syndicat des transports parisiens, pour 25 % à la région Ile-de-France et, pour le quart restant, à la Ville de Paris.

Cette-ci est donc pénalisée, car cette répartition ignore la fait que celle rémunère les contractuelles alors que dans les autres communes de France les amendes sont infligées par du personnel payé par l'Etat.

L'aménagement des Halles

M. CHIRAC SE DÉCLARE « SATISFAIT » DES DEMANDES DE M. GISCARD D'ESTAING

Après avoir pris connaissance de la lettre dans laquelle M. Giscard d'Estaing demandait à M. J.-P. Lecat, le nouveau ministre de la culture et de la communication, de faire étudier, avant le 1<sup>er</sup> juillet, le projet de construction d'un palais régional de la musique sur l'emplacement des anciennes Halles de Paris (le Monde du 22 avril), le maire de Paris s'est déclaré « satisfait de cette décision » qui va dans le sens des propositions qu'il avait faites à l'Etat.

D'autre part, le permis de construire a été accordé au projet de bâtiment qui doit être édifié sous la direction de M. Ricardo Bofill, dans le secteur ouest du nouveau quartier. « Avant toute réalisation de l'ensemble immobilier, précise la préfecture, le choix complet des matériaux et des coloris devra être soumis à l'architecte des bâtiments de France. Les recherches devront s'efforcer principalement d'acquiescer l'impression de monumentalité de l'ensemble et d'intégrer ses toitures dans le paysage parisien. » Cet immeuble de cinq à sept étages, situé, 2, rue de Turbigo, comprendra quatre cents logements sociaux ainsi que des commerces, des locaux professionnels et une crèche.

Centre le « trop de voitures »

UNE GRÈVE DE LA CIRCULATION

Pour montrer par l'exemple qu'on ne s'en va plus dans Paris et qu'il faut privilégier véritablement les transports en commun, les militants de plusieurs groupes écologistes organisent, à Paris, une « grève du véhicule ». En soulant très lentement en voiture place d'Italie (13<sup>e</sup>), ils materont 28 avril, de 17 h. 30 à 18 h. 30, et le mercredi 19 mai, avenue du Général-Leclerc (14<sup>e</sup>), entre la rue d'Alsace et la porte d'Orléans. Ils comptent bloquer la circulation, tout en exposant leurs revendications.

Leur programme tient en six points : priorité absolue aux autobus grâce à des double filets réservés sur les grands axes et à l'interdiction de la circulation des voitures particulières en transit sur les voies moins ou passant des autobus ; régulariser et horaires semblables à ceux du métro, sept jours sur sept ; aménagement des véhicules afin qu'ils soient accessibles aux handicapés, aux vieillards et aux bagages ; restriction intégrale aux piétons des trottoirs et des entrées ; suppression de tous les projets autoroutiers dans et vers Paris ; gratuité des transports publics urbains.

Les deux manifestations annoncées (d'autres pourraient suivre) sont organisées par l'Association Combats-Transports, les Amis de la terre de Paris et les Associations Paris-Écologie des troisième et quatrième arrondissements.

Après la déclaration de M. Chirac réclamant « une meilleure répartition des dépenses de police entre la Ville et l'Etat », le ministre de l'Intérieur, explique dans un communiqué les raisons de sa décision de fixer d'autorité à 292 millions de francs la contribution de la Ville de Paris aux dépenses de police.

Police : qui paie quoi ? M. Chirac réclame une meilleure répartition des dépenses de police entre la Ville et l'Etat. Le ministre de l'Intérieur, explique dans un communiqué les raisons de sa décision de fixer d'autorité à 292 millions de francs la contribution de la Ville de Paris aux dépenses de police.

Centre L'Etat prendra à sa charge la reconstruction du pont de Tours

Un pont provisoire à deux voies, dit « pont Bailey », sera installé d'ici quelques semaines en amont du pont Wilson, qui s'était effondré dans la Loire le 9 avril dernier. L'assurance en a été donnée par M. Joël Le Theule, ministre des transports, à M. Jean Royer, maire de Tours, qui a reçu le 20 avril. La possibilité de lancer un second pont provisoire en aval du pont sinistré a également été évoquée puisque ce dernier comptait quatre voies de circulation.

De notre correspondant

Tours. — Les Tourangeaux ont retrouvé l'eau à leur robinet mais pas leur tranquillité d'esprit. Le 9 avril, le spectacle des ruines de l'ouvrage attire toujours autant de visiteurs : une édition spéciale consacrée aux événements par la Nouvelle République du Centre-Ouest a schématisé, de tirage en tirage, vers les cent mille exemplaires, et la traversée de la Loire aux heures de pointe donne largement le temps aux usagers des bus comme aux automobilistes de discuter de l'avenir de leur pont et des causes de sa rupture qui ne sont, toujours pas officiellement établies.

Un spécialiste de la Loire, le professeur Yves Babonneaux, professeur de géologie à l'université de Paris-I, a, au cours d'une réunion organisée par la fédération d'Indre-et-Loire du parti communiste, émis des hypothèses sur la chute du pont qui serait due, non pas à la vétusté de l'ouvrage ou à sa surcharge, mais au fleuve lui-même.

Selon les explications de M. Babonneaux, la couche d'alluvions qui sépare l'eau de la roche est épaisse à Tours, de 12 mètres. Une profondeur trop importante pour les techniques du dix-huitième siècle. Les fondations du pont n'étaient donc pas assises solidement sur la roche. Celle-ci, par ailleurs, est une craie karstifiée sous laquelle la Loire a creusé des galeries, c'est d'ailleurs

LA MARÉE NOIRE EN BRETAGNE

APRÈS L'ACCORD SUR LES COULOIRS DE NAVIGATION Deux nouvelles négociations internationales :

- Pour une meilleure indemnisation des victimes
• Pour l'élimination des pavillons de complaisance

Tandis que cinq mille sept cents militaires participent sur les côtes bretonnes aux opérations de nettoyage du moulin, utilisant notamment cinq cent quarante-sept camions et dix-sept engins gros-porteurs, on apprend que le commandant italien de l'Amoco-Cadiz, M. Paquale Bardari, ne saura que d'ici deux mois s'il sera renvoyé ou non devant le tribunal commercial maritime de Brest. Plusieurs commissions rogatoires ayant été délivrées, il faudra attendre le début de l'été avant que l'administrateur des affaires maritimes chargé de l'enquête nait pu se statuer sur le renvoi de cette affaire devant le tribunal. M. Bardari est placé sous contrôle

judiciaire avec interdiction de quitter Brest et son passeport lui a été confisqué. Pour leur part, deux hôteliers de Roscoff, un propriétaire de chalutiers et une compagnie de navigation ont entamé une action en justice devant un tribunal de Chicago contre la Standard Oil Company of Indiana pour réclamer des dommages et intérêts aux propriétaires et aux affrèteurs du tanker. Enfin, à Londres, au sein de l'Organisation maritime intergouvernementale consultative (OMCI), des négociations vont s'engager sur l'initiative de la France à propos de la sécurité à bord des pétroliers et des pavillons de complaisance.

L'adoption, à l'unanimité et dans un délai très bref, par les Etats membres de l'OMCI, des mesures présentées par le secrétaire général de la marine, coarbitre pour réglementer la circulation des navires dans la Manche (le Monde du 22 avril) constitue, à coup sûr, un succès pour la diplomatie française. Mais le gouvernement va devoir, sur d'autres points, engager de nouvelles batailles pour la sécurité maritime. Les Etats membres de l'OMCI, qui ne s'accrochent pas facilement, car elles mettent en cause d'importants intérêts financiers et politiques.

L'enjeu de ces « batailles » est contenu dans le mémorandum — en termes très précis et au ton ferme — qui a été l'objet des débats du comité de sécurité maritime de l'OMCI dont les travaux viennent de s'achever à Londres.

Il concerne aussi bien la modification des règles d'indemnisation des victimes, en cas de marée noire, que l'assistance des navires en difficulté et que la lutte contre les déchets transportés à bord des navires ou battant pavillon de complaisance. D'ici à juillet prochain, différentes instances spécialisées de l'OMCI, et notamment le comité de la protection du milieu marin, qui se réunira à Paris, se réuniront pour prendre des mesures sur chacun de ces points :

- 1) L'INDÉMNISATION DES VICTIMES. — « D'ores et déjà, note pour la première fois le gouvernement français, il est certain que les plafonds prévus par les systèmes d'assurances seront largement dépassés » dans le cas des dommages résultant du naufrage de l'Amoco-Cadiz. Il est donc nécessaire de modifier ces plafonds d'indemnisation (plans Torvalp et Cristal, convention de 1971) et de faire adopter, d'abord dans le cadre volontaire de l'industrie pétrolière, à qui l'OMCI devrait adresser des recommandations en ce sens, et par l'industrie pétrolière d'organiser, sur le plan technique, des mécanismes de lutte contre les marées noires en effectuant à cette tâche les techniciens et les moyens nécessaires, en liaison avec les pays côtiers intéressés. L'OU (Compagnie Industrielle Maritime Française (O.G.I.M.F.)) devra être « instamment » prié de présenter des propositions à cet égard.
- 2) L'ASSISTANCE DES NAVIRES EN DIFFICULTÉ. — « Ce bien les Etats membres de l'OMCI étaient mineurs, et l'Etat Cadiz normalement qualifié

aurait dû y porter remède », note le mémorandum, « ou bien elles étaient graves, et il était du devoir de ceux qui en étaient informés (armateur, capitaine, société de remorquage) de rechercher d'urgence les secours les plus complets ». Les dispositions de la convention de 1910 sur l'assistance sont anachroniques, et il devient in-



possible de tolérer le maintien du système actuel, car l'une des parties directement intéressée au résultat des opérations d'assistance — les victimes potentielles de la pollution — n'est aucunement associée à la négociation, à la décision et à l'exécution de ces opérations.

Trois propositions

- D'ici trois propositions d'actualisation du droit : — Tout capitaine devrait désormais être obligé de porter secours à un navire qui crée une menace de pollution, quand bien même aucune vie humaine ne serait en danger ; — Modification de la convention de 1909 sur le droit d'intervention en haute mer et renforcement de la compétence des Etats côtiers ; — Sanctions pour les capitaines, armateurs ou affrèteurs qui n'auraient pas les Etats de leur avaries dans la zone des 200 milles. L'affaire de l'Amoco-Cadiz illustre aussi la nécessité de revoir les normes relatives aux appareils à gouverner, aux systèmes de propulsion et aux systèmes de production d'énergie électrique. La duplication complète de ces appareils est réalisée sur les pétroliers de 550 000 tonnes (les plus gros du monde) battant pavillon français et construits à Saint-Nazaire. France propose d'imposer immédiatement une telle disposition à tous les pétroliers neufs d'une certaine taille (objectif final qui pourrait déjà faire l'objet d'une recommandation de l'O.M.C.I.) étant que tous les pétroliers et navires transportant des marchandises dangereuses en vrac répondent à ces normes.
- 3) LA LUTTE CONTRE LES NAVIRES « INFÉRIEURS AUX NORMES » ET LES PAVILLONS DE COMPLAISANCE. — La France, où l'opinion publique est

LES SÉNATEURS SOCIALISTES VEULENT INSTITUER UN DÉLIT DE POLLUTION

Sur l'initiative de M. Félix Clouet, sénateur (P.S.) des Pyrénées du Rhône et maire d'Alx-en-Provence, les membres du groupe socialiste au Sénat ont déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi créant un « délit de pollution ».

« S'en rendrait coupable quiconque aurait, sciemment ou par imprudence, imprudence ou négligence, porté atteinte à la santé de l'homme, des animaux ou des plantes, en altérant le milieu naturel ».

Selon la proposition, le délit serait puni d'un à dix ans de prison et d'amendes variant entre 300 000 et 500 000 F. Les sénateurs socialistes justifient leur proposition en affirmant que « le non-respect des règles protectrices de l'environnement doit désormais être considéré comme un comportement social dangereux » et donc sanctionné, mais que les textes actuels sont insuffisants.

300 000 F POUR SAUVER UN VOILIER

Les recherches entreprises pour retrouver le voilier « Corneille-Il » qui a râlé sans encombre le port valets de Saint-Mandrier, mercredi dernier, ont coûté près de 300 000 F.

Ces dépenses se décomposent ainsi : une nuit entière de patrouille de l'escorte et Agnès à raison de 6 000 F par heure, six heures de Brest-Antenne à raison de 16 720 F l'heure, et une nuit de patrouille d'un avion de la douane à 7 800 F, soit près de 300 000 F.

Selon la législation et les règles du vimeur, les sauveteurs (et singulièrement la marine nationale), ne peuvent se retourner contre les navigateurs saufs (qui n'avaient pas demandé assistance), ne peuvent être remboursés. Ce sont les contribuables, par le budget national, qui en sont pour leurs frais.

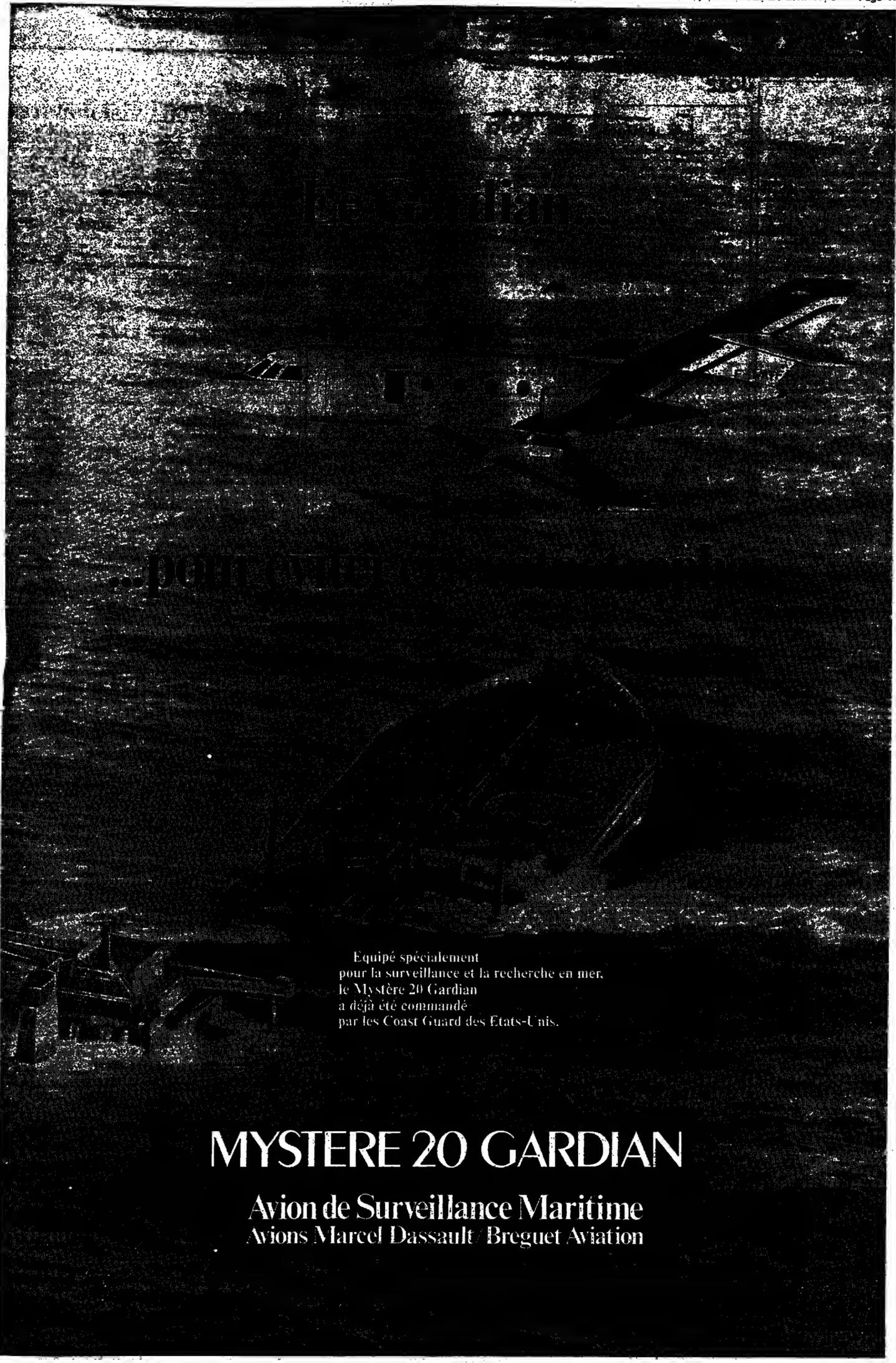
Une commission parlementaire d'enquête en Grande-Bretagne. — A la suite de l'accident de l'Amoco-Cadiz, le parlement britannique a ordonné une grande enquête sur la sécurité des pétroliers en mer. Une commission spéciale de la chambre des communes, composée de députés de tous les partis, établira un rapport pour la fin de l'année et devra formuler des recommandations visant à éviter de nouvelles catastrophes. — (A.F.P.)





ETAGNE

COULORS DE NAVIGATION  
tions internationales  
emnisation des victimes  
avillons de complaisance



Equipé spécialement  
pour la surveillance et la recherche en mer,  
le Mystère 20 Gardian  
a déjà été commandé  
par les Coast Guard des Etats-Unis.

# MYSTERE 20 GARDIAN

Avion de Surveillance Maritime  
Avions Marcel Dassault / Breguet Aviation

Le Monde

culture

LE JOUR DES MUSIQUES

Un congrès international de la discothèque.

Profittant du phénomène « disco », qui fait les beaux jours des maisons d'édition, puisque la plupart des succès sont des reprises d'anciennes chansons...

Les derniers spectacles de Dick Annegarn.

« Abattu, courbattu », fatigué de perdre la plus grande partie de son énergie avant d'aboutir à un spectacle digne de ce nom...

La sélection internationale du Printemps de Bourges à la Gaîté-Montparnasse.

Après Maria del Mar Bonet la Catalane, le Théâtre de la Gaîté-Montparnasse continue d'abriter à 22 heures des représentants de la sélection internationale du Printemps de Bourges...

Nouveaux albums.

Lou Reed (Street Hassle) : Le nouveau chemin emprunté par l'ancien fondateur du Velvet Underground...

Jethro Tull (Heavy Horses) : Du rock toujours aussi contre-venant et qui perd sans doute une grande partie de ses qualités...

Elvis Presley (He walks beside me) : Réédition de poèmes et de chansons religieuses chantés par Presley...

Le calendrier du rock.

Queen au Pavillon de Paris le 24 avril ; Chick Corea à Lyon le 24 avril ; Ten Years Later au Pavillon de Paris le 25 avril...

Jazz

Le règne de Fela Ransome

L'histoire de Fela Ransome-Kuti, ou Fela Anikulapo-Kuti — il porte indistinctement les deux patronymes — se confond avec celle d'une musique africaine récente qu'on appelle l'Afro beat music.

Né en Nigéria dans l'Etat d'Ogun, d'un père révérend, il quittera le pays pour l'Angleterre où il étudiera, puis pour les Etats-Unis...

La richesse mélodique de son jeu, il déclare l'avoir reçue des œuvres de Charlie Parker et de Miles Davis...

Depuis son retour en Nigéria, il a écrit pour un style beaucoup plus heureux, plus proche du pur esprit « soul » américain.

Il n'est pas dans son dernier disque, Opposite People, ce que l'on trouve dans le précédent, un fantasme alternatif du saxophone et du chant, bien qu'à l'occasion il soit aussi trompettiste et pianiste.

En public, il se révèle comme un showman sans précédent, un fantasme animateur, comédien, humoriste, une sorte de griot moderne de sa communauté, un griot qui se consacrerait pas de préparer à travers légendes et proverbes la tradition orale de la culture africaine...

Intellectuel en Grande-Bretagne, il a préféré devenir chanteur populaire dans son pays et faire passer à son public des « vérités » qui sont, depuis longtemps, évidentes pour lui.

On a fini par raser la maison où il vivait avec sa « tribu ». Fela possède aujourd'hui l'inaliénabilité de son immense succès et a décidé d'acquiescer, dit-on, de se présenter aux prochaines élections.

Opposite People ou Equalization of Trust and Pain, cingle une rythmique répétitive qui voit les instruments jouer à contretemps les uns des autres, un peu à la façon du reggae...

La précision de l'ensemble et la détermination de Fela y sont telles qu'on ne peut que se laisser envahir. La musique de Fela Ransome a été jugée agressive là où elle était humoristique, risquée quand elle ne cherchait qu'à poser fermement l'idéologie de sa culture, et violemment opposée à un régime militaire en place à Lagos...

PAUL-ETIENNE RAZOU.

Discographie : Opposite People Decca 278-182 ; Gentleman's Decca 278-182. Distribution Pathé-Marconi.

Théâtre

« LA LIQUIDATION DE MONSIEUR JOSEPH K » à Villeneuve d'Ascq

Joseph K., c'est l'élève à qui manque toujours un point pour avoir la moyenne, l'homme à qui il manque 1 sou pour avoir 1 F. lampiste toujours en retard d'un métré, d'une guerre, d'une société...

Le Théâtre de la Planchette-Rose-des-Vents présente cette pièce de Jacques Kræmer, qui décrit le processus d'une liquidation sociale en une suite de scènes brèves...

Des interrogations s'insinuent dans l'escaladement des péripéties. COLETTE GODARD.

« Fiesta flamenco » à la Porte-Saint-Martin. Dans un décor fruste, chaises de paille, estrade de salle des fêtes, un petit bonhomme aux cheveux blancs commence à chanter...

MARCELLE MICHEL. Théâtre de la Porte-Saint-Martin, 21 heures.

Notes

Danse

« Fiesta flamenco » à la Porte-Saint-Martin

Dans un décor fruste, chaises de paille, estrade de salle des fêtes, un petit bonhomme aux cheveux blancs commence à chanter. C'est Pèpi de Corboba. Très populaire au Espagne, il interprète des poèmes de Federico García Lorca...

MARCELLE MICHEL. Théâtre de la Porte-Saint-Martin, 21 heures.

Jazz

Queen au Pavillon de Paris

En l'espace d'un an, Queen est devenu en France un groupe de rock très populaire. Le concert du samedi 22 avril au Pavillon de Paris a été une véritable fête...

On retrouve dans sa musique un goût pour ce qui a été traité dans l'air depuis dix ans, le hard rock de Led Zeppelin, avec des morceaux violents, une rythmique bûchée et des guitares furtives...

ALAIN WAÏE. Pavillon de Paris les 21 et 24 avril.

Formes

Explorations visionnaires

L'enchantement continue. L'œuvre plastique d'Henri Michaux ne présente aucune solution de continuité. Les visions, qui seraient restées sur leur faim au bout de la grande rétrospective du Musée national d'art moderne...

Elle défend toujours en ondes successives, l'invasion des signes formidables indéfiniment variés, tout en étant coupée de larges passages d'images créatives, dont les séries juxtaposées ont été regroupées. Il arrive à ces signes à l'encre de Chine de se marier, de s'amplifier, de se camoufler en explorations gauches...

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Le Point Cardinal, 13, rue de l'Echaudé. (2) La Galerie, 67, rue Saint-André-des-Arts.

dominant de bruns rochers abrupts, de naviguer sur les eaux d'un torrent encaissé, d'assister à l'immersion d'un corps écoplasmique sur la lisière d'une crenelle de scabres rochers ou sillons. La violence a parfois son mot à dire, qui oppose son cachet de cire rouge sur le faire-part de la nuit...

En face des sommets d'éminent l'ovale, il est évident de reconnaître de nouveaux venus sur qui on peut miser. Ceux qui révèlent la Galerie (2), dont le rôle surprenant est d'accroître les premières émotions, en valent généralement la peine...

En face des sommets d'éminent l'ovale, il est évident de reconnaître de nouveaux venus sur qui on peut miser. Ceux qui révèlent la Galerie (2), dont le rôle surprenant est d'accroître les premières émotions...

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Le Point Cardinal, 13, rue de l'Echaudé. (2) La Galerie, 67, rue Saint-André-des-Arts.

CARNET

Décès

Le docteur et Mme Pierre Briquel, leurs enfants et leurs petits-enfants. Mlle Henri Briquel, le docteur André Saunions et Mme, née Suzanne Briquel, et leur fille...

Mme Paul BRIQUEL, née Elisabeth PROST, le 1er mars, grand-mère, arrière-grand-mère, et parenté.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jacques de Neuilly le lundi 24 avril 1978, à 9 h 30, et sera suivie de l'inhumation au cimetière de Luzeville.

Mme veuve Gaston de CAIGNY, née Madeline Isore.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

M. Jacques MATIVET, ancien élève de l'Ecole polytechnique, chevalier de la Légion d'honneur.

M. Frédéric MARTIN, professeur agrégé de l'Université, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite.

Mme Michèle Beauhais, M. Gaspard Makita, son fidèle serviteur.

Maitre Gilbert MATIVET, avocat à la cour d'appel de Paris, officier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance, survenu le 17 avril 1978.

Les obsèques auront lieu lundi 24 avril 1978, à 9 h 45, au 9, rue Dugommier - Nantes.

Messes anniversaires

23 avril 1978. Huges, François DUFAY disparaissant tragiquement à l'âge de dix-neuf ans.

Noté abondamment, bénéficiaire d'une réduction sur les incursions de « Carrefour du Monde », sous le nom de Jean-Louis, leur espoir de se voir de leur dernière bouffée pour justifier de cette qualité.

Thérèse ACHÉ, née Aubin.

Une messe de requiem sera célébrée, le mardi 25 avril, à 17 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, Paris (9<sup>e</sup>).

Pour le sixième anniversaire de la mort de Pierre JOSSEMAN, une plénière pensée est demandée à tous ceux qui ont connu, en solitaire, avec la messe qui sera célébrée le 23 avril au cimetière de Montparnasse.

Aviis de messe

En souvenir des martyrs de Kelm, une messe en latin sera dite le lundi 15 mai, à 11 heures, en l'église polonaise de Notre-Dame-de-l'Assomption, 203 bis, rue Saint-Honoré Paris (1<sup>er</sup>).

Visites et conférences

LUNDI 24 AVRIL VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. 15 h, 30, rue des Archives. Mmo Germaine-Albères : « Le Palais Soubise ».

15 h, 21, avenue Jean-Jaurès. Mme Lacroix : « Le hâssio La Villeite ».

15 h, 21, rue Narve-Nam-de-Victorine Marie Triaubert : « La Révolution à Paris » (Cotise nationale des monuments historiques).

15 h, 2, rue de Sévigné : « La place des Vosges » (A travers Paris).

15 h, 20, rue de Sévigné : « Les années de la Révolution » (Cotise nationale des monuments historiques).

15 h, 20, rue de Sévigné : « L'homme et la connaissance ».

15 h, 20, rue de Sévigné : « L'homme et la connaissance ».

II n'y a pas plus SCHWEPPE que l'« Indian Tonic » de SCHWEPPE. Sinon SCHWEPPE Lema. l'autre SCHWEPPE.

Large advertisement for 'AMÉRIQUE LATINE' featuring performances by artists like John Alldis, John Allis, and others, with dates and venues listed.



Le Monde

CONJONCTURE

économie

Un risque politiquement calculé

(Suite de la première page.) On n'en est manifestement plus...

C'est peut-être la condition suffisante pour se raccrocher...

notamment parce qu'elle ne lui semblait pas vendable politiquement...

abroger les ordonnances de 1945. An cas où. Il faut bien voir aussi le risque...

Vite et fort plutôt que longtemps

Voilà donc l'économie française à traversablement lancée sur une voie qu'elle n'a jamais vraiment expérimentée...

Restent les salaires. C'est le point sensible de l'opération. Personne n'ignore, et surtout pas M. Barre...

« Vérité des prix » Une chose est sûre en tous les cas : la dernière enquête de l'INSEE...

« La politique américaine n'est plus défensive, elle est défensive. Les tentatives, chez la majorité de l'Administration...

Un séminaire d'« Europa » sur le commerce international

LES ILLUSIONS PERDUES

De notre envoyée spéciale Genève. — Une centaine d'industriels, d'universitaires, de diplomates et d'hommes politiques...

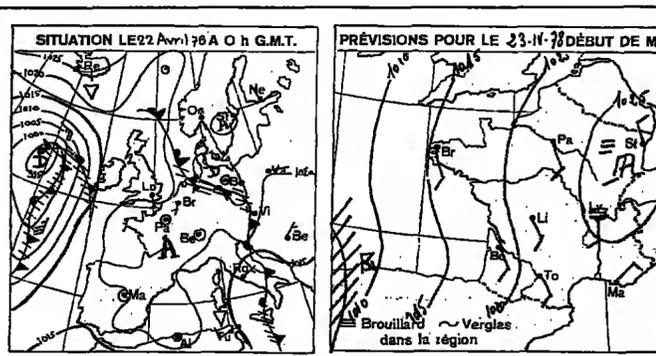
LA FIN DU CONGRÈS L

C.F.T.C. est retrouvée isolée dans

Genève. — Le congrès de la C.F.T.C. s'est ouvert le 23 avril à Genève. Les votes ont été approuvés les diffé-

INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE



MOTS CROISÉS

Crossword puzzle grid with clues in French. Problem number 2 055.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 22 avril 1978 : DES ARRÊTÉS

Circulation

Le Journal officiel du 22 avril publie la réponse du ministre de l'intérieur à une question écrite du 11 janvier 1978 de M. Louis Jung...

Handicapés

Le Fondation Aymeric-Stimon-Lorère, créée par les amis du député du Var, dédicé tuellement l'an dernier, vient de décerner son prix annuel au Laboratoire de recherches pour la rééducation professionnelle des handicapés...

« Un excellent climat », note la C.F.T.C. « Un optimisme sans illusion excessive » estime la F.E.N.

Handwritten text in Arabic script at the bottom of the page.

SOCIAL

ÉTRANGER

LA FIN DU CONGRÈS DE PRAGUE

La C.G.T. s'est retrouvée isolée dans sa critique de la F.S.M.

Des votes unanimes ont approuvé les différents textes soumis aux délégués du neuvième congrès de la F.S.M. qui s'est achevé ce samedi 22 avril à Prague.

Une semblable unité s'est retrouvée dans l'élection du bureau, où les deux principaux postes changent de titulaires : M. Pierre

Gensous, dont la C.G.T. n'avait pas demandé le renouvellement du mandat, cède le secrétariat général à M. Enrique Pastorino (Uruguay), précédemment président de la F.S.M. L'un et l'autre avaient accédé à leurs fonctions respectives huit ans plus tôt. Le fastuel présentiel a été dévolu à M. Sander Gaspar, numéro un de la centrale hongroise.

bien fondée (1). Il est compréhensible que, sur l'échiquier syndical et politique français, la C.G.T. veuille montrer de grandes distances au sujet des libertés et de l'indépendance syndicale. Mais jusqu'à présent, n'avait-elle pas fermé les yeux sur le comportement de la F.S.M., les agissements des syndicats soviétiques et l'empire qu'ils exercent sur l'Internationale ?

Joanine Roy. (1) Le SNES, syndicat national de l'enseignement supérieur, initié par la F.S.M., est intervenu, en marge du congrès, auprès du Syndicat des enseignants de Prague, pour protester contre l'absence de représentants de ce pays. M. Sander Gaspar, secrétaire général de la F.S.M., a répondu que le SNES n'avait pas le droit de s'immiscer dans les affaires internes de la F.S.M.

En lançant son éclatant avertissement, M. Ségué avait précisé que la C.G.T. entendait bien continuer à exercer les mêmes responsabilités que par le passé, secrétaire général excepté. Il avait évoqué que le contrôle français reconsidérerait la situation dans un an environ. L'isolement dans lequel les cégétistes se sont rapidement trouvés, eût-venait à se durcir encore, pourrait peut-être amener les dirigeants C.G.T. à reconsidérer leur attitude. A en croire M. Bonaccini (Italie), M. Ségué pourrait bien être conduit comme ce fut le cas pour la confédération allemande, à prendre de plus sérieuses distances avec la F.S.M., voire à s'en séparer.

Le coup de théâtre de la C.G.T. avait pleuré, pour la première fois dans l'histoire de la F.S.M., la masse des congressistes devant une situation imprévue. Les délégués des pays en voie de développement étaient inquiets tant pour l'avenir de la Fédération mondiale que pour leur propre sort. Un certain nombre vint demander aux cégétistes, en aparté, de ne partir en aucun cas. D'autres, cependant, ne partageaient pas les vues de M. Ségué sur le nécessaire de l'indépendance syndicale, étant donné la situation dans leur propre pays.

La délégation soviétique (deux cents personnes environ, personnel d'exécution compris) employa à établir rapidement une pesante homogénéité. A la tribune, ce fut

Les nouveaux dirigeants

M. Enrique Pastorino, secrétaire général de la F.S.M., est né en 1916 à Montevideo (Uruguay). Ouvrier dans l'industrie des cuirs et des chaussures, il fut l'un des fondateurs de l'U.G.T. (Union générale des travailleurs) d'Uruguay et en devint secrétaire en 1945. Lors du congrès de Prague, il fut élu secrétaire général de la F.S.M. M. Pastorino est membre du parti communiste argentin.

M. Sander Gaspar, président de la F.S.M. en 1968, est né en 1917, à Pápa, en Hongrie. Il est d'origine paysanne, il est apprenti puis ouvrier dans la filature de Steyr-Works en Autriche. Il a rejoint la F.S.M. en 1945. A partir de 1945, il est permanent de cette organisation dans les fonctions de secrétaire. En 1955, il occupe les fonctions de secrétaire général adjoint du conseil central de la F.S.M. et est élu secrétaire et membre du bureau.

Membre du parti communiste de Hongrie, M. Gaspar a exercé les fonctions dans le parti socialiste ouvrier hongrois ; il est notamment membre du comité central et du bureau politique du parti. Il a été élu vice-président du conseil central de la République populaire hongroise.

LES RENDEZ-VOUS SOCIAUX DE M. BARRE

« Un excellent climat », note la C.F.T.C. « Un optimisme sans illusion excessive » estime la F.E.N.

La C.F.T.C. puis la F.E.N., qui ont été successivement reçues, vendredi 21 avril, à Matignon, se sont déclarées relativement satisfaites des propositions et des conceptions de M. Barre sur la relance de la politique constructive. « Un excellent climat », ont affirmé les dirigeants de la C.F.T.C., qui ont enregistré l'accord du premier ministre « pour envisager des incitations à la négociation dans le secteur privé sur la base des salaires réels » et « apprécié » ses orientations en matière de participation, même si, sur l'évolution des salaires, « un débat assez sévère » s'est engagé ; la C.F.T.C. souhaite en effet hier la progression des rémunérations et de leur pouvoir d'achat aux résultats des entreprises.

Satisfaction sans doute plus nuancée à la F.E.N. : « Nous sommes raisonnablement optimistes, mais sans illusion excessive », a déclaré M. André Henry, secrétaire général, à l'issue de la rencontre. L'entretien s'est déroulé dans un climat de grande compréhension, ont noté en écho les services du premier ministre. Parmi « les convergences sensibles » qui se sont manifestées entre M. Barre, et ses interlocuteurs figure l'ouverture, au mois de mai, de négociations salariales dans la fonction publique.

« Nous avons obtenu pour la première fois depuis longtemps un certain nombre de réponses positives », estime M. André Henry. « Nous sommes donc raisonnablement optimistes, même si nous ne nous faisons pas d'illusions excessives. Il faudra que les décisions qui semblent vouloir prendre le premier ministre se traduisent dans les faits. Mais il y a incontestablement un nouveau climat. La formation initiale professionnelle des jeunes et les négociations salariales dans la fonction publique étaient en tête des sujets présentés par la F.E.N. Elle a demandé au premier ministre qu'une discussion s'engage un plus tôt sur les décisions à prendre pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes. La réponse de M. Barre, et de M. Boulin, ministre du travail et de la participation, qui assistait le début de l'entretien, a été positive, et indiquée M. Henry, même si la discussion n'est pas, dans l'immédiat, reprise entre les secteurs publics, le patronat et les syndicats, comme l'aurait voulu la F.E.N. »

Aux mesures transitoires destinées à aider les jeunes dans la recherche d'un emploi doit s'ajouter pour l'organisation syndicale une action en profondeur de manière à transformer le système éducatif et de formation. Cette fois, a noté le secrétaire général de la F.E.N., l'engagement est pris de voir comment le service public de l'éducation peut mieux répondre aux besoins de la nation et en même temps aux aspirations de la jeunesse. Nous

L'AGENCE TASS NIE L'EXISTENCE EN U.R.S.S. D'UN SYNDICAT INDÉPENDANT ET CRITIQUE LES CENTRALES SYNDICALES FRANÇAISES.

Moscou. — L'agence Tass a critiqué le vendredi 21 avril le journal britannique Observer, qui relate que le syndicat indépendant des centrales électriques soviétiques « avait, dans une lettre adressée le 13 avril aux autorités soviétiques, demandé sa reconnaissance en tant que syndicat indépendant ». L'agence Tass a souligné en principe un mois pour répondre à la demande d'enregistrement. En prenant les devants, l'agence Tass montre, comme on l'a vu, que ce n'est pas cette réponse est négative. « Il n'a existé et n'existe en U.R.S.S. aucune association syndicale ou quelque chose de ce genre », écrit l'agence officielle. « Il est de notoriété publique qu'il existe les unions syndicales soviétiques, groupant plus de cent vingt-cinq millions de personnes, qui font participer les travailleurs à la gestion de l'économie nationale et défendent « si nécessaire » les intérêts des ouvriers et des employés. L'agence Tass n'est pas allée chercher bien loin la raison du « tapage » orchestré par la presse occidentale autour de « l'existence » d'un syndicat indépendant ne se proposant nullement de défendre les droits de qui que ce soit, d'autant plus que ce syndicat n'existe pas en U.R.S.S. »

Un peu plus tard dans la journée, l'agence Tass s'en est prise à ce propos aux représentants des centrales électriques françaises, qui ont assisté à une conférence de presse (le Monde du 20 avril) organisée à Paris par « une poignée de résidents (...) pour dénigrer le socialisme ». L'agence Tass, qui affirme que « tout cela, naturellement, la majorité des membres des centrales nucléaires françaises — C.G.T., C.F.D.T., Force ouvrière et Fédération de l'éducation nationale (F.E.N.) — le savent parfaitement. Il est d'ailleurs évident que les représentants de ces organisations nient jugé possible de participer à ce spectacle provocateur (...). — D. V. »

Les ressorts de la solidarité allemande

II. — Les balanciers de l'économie

De notre envoyé spécial PAUL FABRA

Qu'une nouvelle génération de syndicalistes émerge aujourd'hui, avec un langage plus agressif et, en arrière-plan, des idées qu'on a vite fait, dans les milieux patriotaux, de qualifier de « collectivistes » ou de « collectivisantes », le conflit qui a opposé dans la région de Stuttgart une section régionale de I.F.G. Metall (Fédération des travailleurs de la métallurgie) aux employeurs en a apporté une nouvelle illustration. Un nom est devenu assez souvent dans la presse et à la radio, celui d'un dirigeant syndical, M. Steinkühler, présenté par les conservateurs Frankfurter Allgemeine Zeitung et par beaucoup de chefs d'entreprises comme un partisan d'une réforme radicale de la société allemande, mais qui a suscité chez beaucoup de télespectateurs la réflexion suivante : « Il paraît appartenir, si on en juge par son allure, à la même race d'hommes que les managers qu'il avait en face de lui, mais quel difficile — et par conséquent efficace — négociateur ! »

transferts sociaux (« Transfer-Enquete-Kommission ») fournit dans un domaine différent, celui de l'organisation de l'appareil d'Etat, un autre exemple de « balancier ». Le ministère de l'économie, de la tête de laquelle se trouve aujourd'hui le comte Lambsdorff, est depuis que la première coalition est au pouvoir, le fief du parti libéral. Celui-ci prend son rôle très au sérieux. Comme son vicaire l'indique, le ministre de l'économie se veut, et dans une large mesure, est effectivement la voix à travers laquelle s'expriment au sein du gouvernement, les intérêts de l'économie. Les intérêts de l'économie au sens large du terme. Selon la conjoncture du moment, les thèmes qu'il défend et cherche à faire prévaloir changent. Actuellement, ils sont essentiellement au nombre de deux. Le ministère de l'économie s'oppose à tous les projets qui pourraient favoriser le protectionnisme en Allemagne et dans le C.E.E. (« L'union douanière à Neuf est elle-même très fragile », nous dit-on.) C'est lui qui, par exemple, inspire l'hostilité de Bonn sur les projets de concertation du comité Davignon, membre de la Commission européenne chargé de la politique industrielle ; « Si l'on met, dans les circonstances présentes, autour de la même table chefs d'entreprises et syndicalistes de Neuf pour discuter de leurs intérêts communs, ils s'entendraient nécessairement sur un accord protecteur-nous contre la concurrence extérieure ! »

Cologne. — Chaque fois qu'éclate en République fédérale une grève plus longue ou plus dure que les autres, comme celle qui s'est terminée au début de ce mois dans l'industrie métallurgique du Nord-Rhine-Westphalie, on voit resurgir dans les pays voisins et dans certains cercles allemands les mêmes prophéties qui traitent souvent le secret de leurs auteurs : un nouveau type de travailleurs allemands est en train de naître, moins « coopératif » que ses aînés, de nouvelles formes de lutte des classes vont finir par avoir raison de la fameuse Sozialpartnerschaft, qui a tant servi les intérêts de l'industrie !

Les nouvelles revendications

Toutefois, à observer d'un peu près les réactions des travailleurs de leurs représentants, du patronat, des différents secteurs de l'administration, dirigé l'un par un ministre S.P.D., l'autre par un ministre libéral (il ne faut jamais oublier que le gouvernement est formé d'une coalition), on est tenté de conclure que les balanciers qui assurent l'équilibre entre les différentes instances qui composent la société allemande sont toujours solidement en place. Et cela pas seulement dans le domaine social, dominé par les revendications pour une plus grande sécurité émanant, d'une part, des ouvriers de la métallurgie et des imprimeurs. Pour ceux-ci, il s'agit d'obtenir la protection de leur emploi, pour ceux-là de leurs revenus, contre les conséquences de la « rationalisation » et de la modernisation des équipements de leurs industries respectives. Doit-on en déduire, comme certains le redoutent en Allemagne, que l'économie du pays va perdre de sa vitalité ?

Éviter le processus suédois

Notre système de sécurité sociale a été conçu à une époque où l'on comptait sur une croissance forte et régulière de l'économie. Le corrigé est devenu une tâche prioritaire car nous nous dit encore une des hautes fonctionnaires, économiste comme il se doit, du ministère de l'économie.

En pareil cas, nous explique M. Loderer, le « comité d'entreprise » (Betriebsrat) doit être informé et il a la faculté de faire des contre-propositions ; en tout état de cause, l'employeur devra, dans un premier temps, s'efforcer de trouver pour le ou les travailleurs concernés un autre emploi de qualification égale, et si ce n'est pas possible, envisager des stages de formation adéquats. C'est seulement si un tel reclassement se révèle impossible, et si les contre-propositions d'un « groupe moins qualifié », inévitable, que le dispositif nouvellement prévu entrera en jeu. Pendant les dix-huit premiers mois, le principe de répartition du salaire et les majorations qui lui correspondent ; passé ce délai, il n'aura plus droit qu'à une partie de plus en plus réduite de ces majorations (50 % au bout de trente mois) ; grâce à ce système dégressif, sa rémunération, au bout de six ou sept années, sera égale à celle de son nouveau groupe, sans que celle-ci ait jamais été diminuée en valeur absolue.

L'Etat, bien sûr (nous ne sommes pas en France !), ne participe à aucune manière au financement. Les experts du gouvernement estiment « équitable » le compromis auquel sont parvenus les partenaires sociaux : un principe de répartition ou de préférence doit pouvoir tirer profit de leurs investissements de rationalisation a été respectée, nous dit l'un d'eux ; jugement auquel les représentants du patronat souscrivent.

Le Leistungsprinzip

Sur le plan général de la politique des salaires, M. Loderer est formel : « Il est normal, nous dirions encore, faire progresser les grosses entreprises en bas de l'échelle, un peu plus vite que les autres, mais il n'est pas question de viser une égalisation totale ou presque totale ; nous restons fermement attachés au Leistungsprinzip ». La notion à laquelle se réfère le président de I.F.G. Metall est une des idées-forces de l'économie sociale de marché, telle qu'on continue à la concevoir en Allemagne fédérale. Elle signifie à peu près (le mot « Leistung » veut dire : exécution, rendement) : à chacun selon son travail (ou son rendement). Voilà, face à l'« esprit » de revendication propre aux modernes sociétés industrielles, un principe de répartition ou de modération qui ne semble guère affaibli.

VOLKSWAGEN : négociations pour éviter la grève

De nouvelles négociations vont être menées entre le syndicat I.G. Metall et la direction de Volkswagen, afin d'éviter une grève dans les six usines de la firme automobile, a-t-on annoncé vendredi 21 avril au siège du syndicat à Hanovre. Aucun rendez-vous n'a cependant encore été pris pour ces entretiens. Consultés par leur syndicat, comme le veut la règle, les sala-

riés de Volkswagen avaient à une grande majorité (88,6 %) donné l'autorisation à leur centrale de lancer un mot d'ordre de grève. Les négociations pour le renouvellement des conventions salariales avaient échoué au début de la semaine, les syndicats demandant 8 % d'augmentation des salaires chez VW (106 000 salariés) et la direction ne proposant que 5 %.

(Les ouvriers de VW posent au moins les mêmes exigences que les salariés de la firme automobile allemande : 4 % par an, soit beaucoup plus qu'aux Etats-Unis. La concurrence étrangère accrue qui résulte de la revalorisation de notre monnaie a beaucoup accablé le processus d'augmentation des producteurs marginaux.)

F I N



Le dollar s'accroît  
Le franc se confirme

Bourse de Paris

SEMAINE DU 17 AU 21 AVRIL 1978

Voie de confiance

A l'instar de l'Assemblée nationale, la Bourse de Paris vient de voter la confiance à la politique définie cette semaine par M. Raymond Barre. Une vigoureuse et spectaculaire hausse des valeurs françaises s'est produite dans un palais Brongniart survolté. En cinq séances, des valeurs mobilières, pour près de 2 milliards de francs, ont été négociées et d'un vendredi à l'autre, les différents indices ont fait un bond de 8,5 % environ.

Dès le lundi, le ton était donné. Considérant sans doute que le marché avait bien consolidé ses positions lors des cinq précédentes séances, les opérateurs procédaient à de nouvelles acquisitions, et les cours progressaient de 1 % en moyenne. Courte pause mardi, puis redémarrage du mouvement de hausse. La séance de mercredi, consacrée à la réponse des primes engagées lors des mois précédents, se solda par un nouveau progrès. Trois jours durant, les cours avaient monté, cependant que les marchés s'étoffaient progressivement. Jeudi, ce fut l'explosion de joie. Satisfait, ô combien, des intentions gouvernementales exprimées la veille à son égard, la Bourse s'offrit une véritable flambée de hausses. Déséquilibrée par une trop vive demande, les cotations d'une quinzaine de valeurs furent retardées le temps d'amener les vendeurs, qui faisaient défaut. Sur le seul marché à terme, le volume des échanges doubla brutalement par rapport à la veille, pour atteindre 300 millions de francs. Les autres compartiments, sans exception furent touchés par cette nouvelle vague d'achats, et l'indicateur instantané s'ajusta. 4. Ainsi se terminait l'un des mois boursiers les plus brillants, et les plus actifs, que le palais Brongniart ait connus. En quatre semaines, les actions françaises ont monté d'environ 11 % et des valeurs mobilières, pour plus de 7 milliards de francs, ont été échangées. De quoi sortir du « rouge » de nombreuses charges d'agent de change qui, il n'y a pas si longtemps, broyaient du noir. Le prochain mois de crédit mis à la disposition des opérateurs sera-t-il aussi faste ? Beaucoup sont prêts à le parier. Et si l'on en juge par la dernière séance de la semaine, première du nouveau mois boursier, le pari est bien engagé. Les achats à terme ont été nombreux et importants, le volume de transactions et une hausse de 1,7 % des cours sont là pour en témoigner.

Il y a longtemps que l'horizon boursier n'était apparu aussi clair, et les augures si bien disposés à l'égard du « temple du capitalisme ». A la faveur d'un discours, M. Raymond Barre a rendu à la Bourse une légitimité sur laquelle elle avait fini par s'interroger elle-même. Désormais, c'est officiel, la France a besoin d'elle. Les entreprises, jusqu'ici contraintes de se livrer pieds et poings liés aux banquiers, pourront désormais venir s'abriter à la source même de l'épargne, la Bourse.

Nul doute qu'elles n'y soient bien accueillies. Les deux mesures annoncées par le premier ministre sont en effet de nature à conforter, sinon élargir, la clientèle du palais Brongniart. Espérée depuis longtemps, la détaxation d'une partie de l'épargne investie en valeurs mobilières accroîtra l'intérêt de détenir un portefeuille boursier. Quant à la création d'un produit, nouveau pour la France mais largement utilisé dans les pays anglo-saxons, l'action de préférence, elle est également de nature à séduire une nouvelle clientèle. L'on peut même parier qu'elle rencontrera un vif succès. Les Français ont largement prouvé que le droit de vote, dont est dépourvue l'action de préférence, ne les intéressait guère de toute façon.

Jamais un premier ministre ou un ministre des finances n'avait posé, avec tant de clarté, de compétence et de bon sens le problème du financement des investissements à déclarer M. Florioy, syndic des agents de change. Rarement, dans l'histoire de la Bourse, le titulaire de ce poste n'avait adressé un tel satisfecit à son ministre de portefeuille. On mesure, là, toute la satisfaction des milieux financiers.

PATRICE CLAUDE.

Valeurs à revenu fixe

ou indexées

Les obligations indémétrables « C.N.E. 3 % », qui se traitaient, vendredi à terme, « ex-droit au tirage », se sont vivement redressées. Cet égard, et selon nos estimations, le prix de remboursement « net » des titres amortis cette année devrait se situer aux alentours de 1020 F. Ce prix devrait être voisin de 175 F pour

Table with columns: Valeurs à revenu fixe, 21 avril, Diff. (listing various bonds and their price changes)

Banques, assurances, sociétés

Investissement

Le président de la S.N.I. a indiqué que la transformation de la société en SICAV, le principe en est acquis — devrait s'accompagner d'une fusion avec une autre société d'investissement à capital variable appartenant dans toute au groupe C.I.C. Les titres en effet, seront diffusés par le

Table with columns: Banques, assurances, sociétés, 21 avril, Diff. (listing bank and insurance stocks)

Alimentation

Le bénéfice net de B.S.N.-Gros-Département pour 1977 a atteint 66,90 millions de F (contre 59,94). Ce résultat a été, en grande partie, étayé obtenu grâce à l'exploita-

Table with columns: Alimentation, 21 avril, Diff. (listing food and grocery stocks)

ration de la conjoncture dans le secteur et verre-emballage. Le montant du coupon sera porté de 25,20 F à 27 F.

Filatures, textiles, magasins

Le bénéfice net de Roudière pour 1977 s'élevait à 9,24 millions de F, ce qui permettra de distribuer un dividende global de 27 F contre 21,60 F.

Le bilan des Galeries Lafayette, à fin 1977, s'est soldé par une

Table with columns: Filatures, textiles, magasins, 21 avril, Diff. (listing textile and retail stocks)

perte nette de 9,5 millions de F (contre 4 millions de F en 1976). C.F.A.O. annonce un bénéfice net de 52,45 millions de F — dont 15,07 provenant de la cession sup- plémentaire et fonds de 20 % du capital de la filiale C.F.A.O. Nigeria Ltd à l'Etat nigérian ; le dividende global sera fixé à 24,75 F (contre 12,15 F) par titre.

Bourses étrangères

NEW-YORK

Une véritable frénésie d'achats paraît s'être emparée des boursiers cette semaine à Wall-Street. Tous les records d'activité ont été pulvérisés. 12,3 millions d'actions ayant été échangées en cinq séances (contre 10 millions la semaine précédente). Après l'explosion d'achats qui s'était produite à la veille du week-end dernier et grâce à laquelle le record historique de 44,5 millions d'actions traitées en une séance avait été largement battu (32,26 millions), beaucoup craignaient un nouveau retournement de tendance. Il n'en a rien été. Au contraire, lundi, le New York Stock Exchange s'offre même la plus brève séance de son histoire : 33,51 millions de titres traités et vingt points de hausse, pour l'indice Dow Jones.

En quelques heures, celui-ci venait d'effacer près de quatre mois de baisse quasi ininterrompue. Des ventes bénéficiaires bien légitimes allaient tempérer quelque peu l'ardeur des opérateurs et, à la veille du week-end, le Dow Jones s'inscrivait à 812,50 contre 795,13 une semaine plus tôt.

Table with columns: NEW-YORK, Cours, 14 avril, 21 avril (listing NY market data)

FRANCFORT

Le raffermissement du dollar et le marché des changes a provoqué un nouveau raffermissement des cours cette semaine à la Bourse allemande. L'indice de la Commerzbank s'est établi à 775,10 le 21 avril contre 763,8 le 14 avril.

Table with columns: FRANCFORT, Cours, 14 avril, 21 avril (listing Frankfurt market data)

LONDRES

Le semaine a été caractérisée par la chute des mines d'or au Stock Exchange, où les valeurs industrielles se sont en revanche, assez bien comportées. La légère reprise du métal jaune à la veille du week-end n'a pas permis aux trusts miniers d'effacer leurs pertes de la semaine et l'indice « F.T. » des mines d'or s'est établi à 136,8 le 21 avril contre 147 le 14 avril (industrielles : 445 contre 447,4).

Table with columns: LONDRES, Cours, 14 avril, 21 avril (listing London market data)

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: MARCHÉ LIBRE DE L'OR, Cours, 14 avril, 21 avril (listing gold market data)

Bâtiment et travaux publics

Comme nombre de ses concurrents, la Générale d'Entreprises a enregistré en 1977 une progres-

Table with columns: Bâtiment et travaux publics, 21 avril, Diff. (listing construction stocks)

sion sensible de ses résultats avec une marge brute qui passe de 67,74 à 66,08 millions de F et un bénéfice net accru de 10 % à 22,36 millions de F. Le dividende global est majoré à 13,275 F contre 15,975 F.

Matériel électrique, services

Le bénéfice net de la société Thomson-Brandt pour 1977 s'élevait à 160 millions de F (contre 140,1). Le dividende restera fixé à 10,10 F par titre, mais il s'ajoutera à un capital majoré de 20 % par attribution gratuite d'actions.

Table with columns: Matériel électrique, services, 21 avril, Diff. (listing electrical stocks)

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

Table with columns: LE VOLUME DES TRANSACTIONS, 17 avril, 18 avril, 19 avril, 20 avril, 21 avril (listing transaction volumes)

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 30 décembre 1977)

Table with columns: INDICES QUOTIDIENS, Franc, Etrang. (listing daily indices)

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 30 décembre 1977)

Table with columns: COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE, Tendances, Ind. gén. (listing agents of change)

Métallurgie, constructions

Les comptes de la Métallurgie et du Nord-Durval-Normandie pour 1977 (premier exercice complet après la fusion opérée avec effet rétroactif au 1er janvier) se soldent par un bénéfice net de 70,8 millions de francs. Le dividende global est fixé à 8,85 F.

Table with columns: Métallurgie, constructions, 21 avril, Diff. (listing metallurgy stocks)

Mines, caoutchouc, cuir

Le déficit net de « Saclor » s'est creusé en 1977 à hauteur de 723 à 2283 millions de francs.

Table with columns: Mines, caoutchouc, cuir, 21 avril, Diff. (listing mining stocks)

Pétroles

Le capital de la « Société nationale des Pétroles » sera augmenté en un ou plusieurs fois par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions à la cote par passer de 755,31 à 906,37 mil-

Table with columns: Pétroles, 21 avril, Diff. (listing oil stocks)

Mines, caoutchouc, cuir

Le dividende global est porté de 19,17 F à 22,50 F.

Table with columns: Mines, caoutchouc, cuir, 21 avril, Diff. (listing mining stocks)

Mines, caoutchouc, cuir

Le dividende global d'Arjomari est maintenu à 11,25 F, tandis que BSA majore le sien (23,10 F) contre 19,20 F de même que SBC à 13,95 contre 11,16 F. Les actions gratuites de ces deux dernières sociétés ont droit à ces dividendes.

Les « indices hebdomadaires » de la Bourse de Paris seront publiés dans la première édition du Monde daté 25 avril.

Mines d'or, diamants

Les bénéfices nets réalisés par les mines d'or sud-africaines par le premier trimestre de l'année sont en général inférieurs à ceux du dernier trimestre de 1977 mais les dividendes la plupart du temps sont en hausse.

Table with columns: Mines d'or, diamants, 21 avril, Diff. (listing gold and diamond stocks)

Valeurs diverses

Grâce à la diminution de sa charge fiscale, Enlcor est parvenu à dégager pour 1977 un bénéfice net de 23,06 millions contre 19,80 millions l'année précédente, son résultat d'exploitation, enregis-

Table with columns: Valeurs diverses, 21 avril, Diff. (listing various stocks)

Valeurs diverses

Le dividende global est porté de 19,17 F à 22,50 F.

Table with columns: Valeurs diverses, 21 avril, Diff. (listing various stocks)

Valeurs diverses

Le dividende global d'Arjomari est maintenu à 11,25 F, tandis que BSA majore le sien (23,10 F) contre 19,20 F de même que SBC à 13,95 contre 11,16 F. Les actions gratuites de ces deux dernières sociétés ont droit à ces dividendes.

Table with columns: Valeurs diverses, 21 avril, Diff. (listing various stocks)

Valeurs diverses

Le dividende global est porté de 19,17 F à 22,50 F.

Table with columns: Valeurs diverses, 21 avril, Diff. (listing various stocks)

Valeurs diverses

Le dividende global est porté de 19,17 F à 22,50 F.

Table with columns: Valeurs diverses, 21 avril, Diff. (listing various stocks)

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

Table with columns: VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME, Nbre tit, Capital (listing active stocks)

Les surcapacités : un problème crucial pour la chimie

Les chimistes européens se souviennent de l'année 1977. Sans avoir été vraiment naïve, elle marquera le passage d'un âge d'or à un âge de plomb. Bientôt, l'activité, le niveau de prix hausseront, s'accroîtront des charges de toutes sortes, distorsions créées par les remous monétaires avec des pertes de changes souvent élevées à la cote concurrente sauvage amorcée dans certains secteurs (engrais, textiles chimiques) par les pays en Sud-Est asiatique et les Etats-Unis, et par-dessus tout, surcapacités de production ; rien n'a manqué à leur « bonheur » ou à leur malheur. Aucun groupe n'a été épargné et la baisse parfois considérable de leurs bénéfices (- 37,8 % après impôts pour la R.A.S.F., qui, jusqu'ici, était le « champion » absent des graves problèmes auxquels ils ont été confrontés. Ne parlons même pas d'ARZO, dont le déficit s'est encore accru, ni de la Montedison, devenue un cas désespéré. Quid de 1978 ? Dans quelques semaines d'activité, comme celui des textiles chimiques, le plus touché par la récession, la situation s'améliore un tout petit peu. Les I.C.I. et Rhône-Poulenc en particulier, ont enregistré une légère progression de leurs ventes durant le premier trimestre. Mais, pour redresser la barre, ces efforts considérables vont devoir être accrus tous azimuts. Les dirigeants d'ARZO tabent, grevés à la réorganisation en cours, sur une réduction de pertes dès cette année et sur un retour à l'équilibre en 1979. Chez Rhône-Poulenc, l'on reste raisonnablement confiant, mais prudence. Même son de cloche dans les Etats-majors des trois groupes allemands. Il reste qu'une hémicycle ne fait pas le printemps, et il faudra de quatre à cinq ans à la chimie européenne pour absorber ses excédents de capacités, à récemment déclaré le professeur Grunwaldt, président de Bayer, et la concurrence reste sévère, les prix inférieurs à la demande mondiale insupportable, affirme-t-on d'autre part au siège londonien des I.C.I., dont le nouveau président, M. Hodgson, craint que l'effort d'investissement du groupe ne puisse être soutenu sans une amélioration notable, mais problématique, de la rentabilité. Tandis que les chimistes européens se roquent les poings, le groupe américain Du Pont de Nemours annonce l'implémentation des réductions de capacités pour le premier trimestre : un chiffre d'affaires accru de 12 % à 2,54 milliards de dollars et un bénéfice de 128 millions de dollars (+ 34,5 %). L'exception qui confirme la règle ? Possible et même probable. Simultanément, les autres groupes américains Dow Chemical et Monsanto annoncent pour la même période une diminution de leurs profits, de 11,3 % pour l'un, et de 2,2 % pour l'autre, avec des chiffres d'affaires sensiblement accrus. Pour le président de Monsanto, la réduction des marges est largement compensée par l'augmentation de la production. Encore, un problème parmi d'autres, mais décisif crucial, au moins à court terme, car il s'agit de ne pas laisser le champ libre à la concurrence. — A. D.

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDÉES
- 3-4. EUROPE
- 5. ASIE
- 6. AFRIQUE
- 6. PROCHE-ORIENT
- 7. POLITIQUE
- 8. SOCIÉTÉ

### LE MONDE AUJOURD'HUI

Page 9 à 15  
— Au fil de la semaine : le triomphe du jargon, par Pierre Vissoux-Fontès.  
— Lettre de Toulon-Saintes (Quanzéna), par Claude B. Levesque.  
— RADIO-TELEVISION : rencontres littéraires ; Zola, Voltaire et Gulliver, par Claire Devarieux ; la démission de l'éditeur, par François Brunet ; l'«Hologramme», aux États-Unis, par Claude Sarraute ; l'«Montagne en Espagne», par Xavier Delcourt.

- 16. RÉGIONS
- MAREE NOIRE : l'accord sur les codicils de navigation.
- 18-19. CULTURE
- 20 à 22. ÉCONOMIE
- ÉTRANGER : Les ressorts de la solidarité allemande - (11), par Paul Fabre.
- 22-23. LA SEMAINE FINANCIÈRE

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (11 à 14)  
Informations pratiques (20) ; Carnet (19) ; «Journal officiel» (20) ; Météorologie (20) ; Mots croisés (20).

### LA QUINZAINE NATIONALE CONTRE LA FAIM

Le Comité français pour la campagne mondiale contre la faim (1) organise dimanche 23 avril une Journée nationale contre la faim, au cours de laquelle il sera procédé à des lectures sur la voie publique. Constitué sous la forme d'association reconnue d'utilité publique, le Comité français remplit une double mission : organiser et promouvoir une action d'éducation et de sensibilisation du public en ce qui concerne les problèmes de la faim dans le monde et du développement, d'une part ; d'autre part, mettre en œuvre et réaliser des actions de développement dans les pays du tiers-monde.

(1) Comité français contre la faim, 42, rue Cambodge, 75014 Paris. C.C.P. : Paris 23-27.

### EXPLOSION A GREIL : TROIS MORTS

Une explosion a tué, ce samedi matin 22 avril à Greil (Oise), trois ouvriers qui travaillaient à l'installation d'un bâtiment d'habitat. Un sinistre contenant de la poudre de zinc. La direction de l'usine ainsi que la police, actuellement sur place, n'ont pas donné de précisions sur l'accident. Deux des victimes auraient été tués sur le coup, le troisième serait mort à son arrivée à l'hôpital de Creil.

Une commission rogatoire a été délivrée à la police judiciaire de Nice pour enquêter sur le décès, le 15 avril, d'une jeune femme de vingt-cinq ans, quelques heures après une intervention chirurgicale en vue de l'extirpation de deux dents de sagesse. L'opération avait été pratiquée le matin dans une clinique d'Antibes, mais la patiente, qui se plaignait de douleurs aiguës à la poitrine, dut être transférée à l'hôpital Saint-Roch, à Nice. La mort serait due à un œdème du poumon, d'après le rapport du médecin légiste.

Entêtement du baron Espinasse. Bernard Guillon inculpé. — M. Bernard Guillon, trente ans, appréhendé à Nice le 19 avril (Le Monde du 21 avril), dans le cadre de l'enquête sur le rapt du baron Edmond-Jean Espinasse, a été inculpé de complicité de rapt et de prise d'otage, vendredi 21 avril, par M. Hubert Pinseau, juge d'instruction.

Le numéro du « Monde » daté 22 avril 1978 a été tiré à 551 811 exemplaires.

A B C D F G H

### LES NÉGOCIATIONS SOVIÉTO-AMÉRICAINES DE MOSCOU

## M. Vance est reçu par M. Brejnev

Moscou. — M. Brejnev, qui avait participé l'an dernier, dès le premier jour, aux conversations soviéto-américaines, n'a reçu M. Vance, secrétaire d'Etat, que ce samedi matin 22 avril. Aucun commentaire n'avait été fait sur cette

entrevue samedi en début d'après-midi, mais la conversation a sans doute porté essentiellement sur les négociations sur la limitation des armes stratégiques, qui pèsent depuis plus de deux ans.

### De notre correspondant

Vendredi MM. Vance et Gromyko ont eu cinq heures d'entretiens qui ont porté non seulement sur la limitation des armes stratégiques, mais aussi sur le désarmement, la réduction des forces en Europe et le Proche-Orient. Aucun détail n'a été donné sur ces échanges de vues. Alors que pendant sa première visite à Moscou, en mars 1977, le secrétaire d'Etat américain donna une conférence de presse quotidienne, cette fois-ci il n'a

pas encore rencontré la presse. Son porte-parole, M. Scodins Carter, a cependant déclaré que les conversations avaient été « utiles, honnêtes et empreintes de sens pratique », mais il ne faut pas, selon lui, attendre de cette visite la solution de tous les problèmes.

Les entretiens soviéto-américains ont été interrompus, ven-

## EN IRLANDE DU NORD Sandy Row story

Belfast. — Noreen Winchester, la jeune protestante de Belfast, qui avait été condamnée en février 1977 à sept ans de prison pour le meurtre de son père, a été libérée vendredi 21 avril par « grâce royale ».

La semaine dernière, le refus de la cour d'appel d'Irlande du Nord de reconsidérer le cas de Noreen Winchester a provoqué des violentes protestations des diverses organisations irlandaises et étrangères qui s'étaient intéressées à son cas.

L'affaire Winchester avait commencé en mars 1976, lorsque le cadavre de Norman Winchester, un « figure » bien connue du quartier populaire protestant de Sandy Row, au cœur de Belfast, fut découvert paré de vingt et un coups de couteau. Pendant plusieurs semaines, la police avait cru à un assassinat politique dans ce quartier très « loyaliste ». Mais la vérité finit par se faire jour, et, en août 1976, Noreen fut émise.

Au cours de son procès le jeune fille raconta comment, après avoir été battue et injuriée pendant des années, sa mère, Annie, avait quitté le domicile conjugal en 1974. Restée seule avec quatre de ses sept enfants, Norman Winchester s'était conduit envers eux avec le même brutalité, les frappant, les privant de nourriture et d'argent, et les incitant à voler dans les magasins pour subvenir à leurs besoins. Noreen, qui avait seize ans à cette époque, lui cédait pour tenir le maison et vieilles par son père. Le dimanche, Norman Winchester avait pris l'habitude d'envoyer ses enfants dehors pour rester seul avec sa

filie aînée. Par le menu, il avait réussi à empêcher les enfants de raconter son histoire ce qui passait chez eux.

Lors du procès, Noreen expliqua qu'elle était restée à la maison pour tenter de protéger ses jeunes frères et sœurs, mais elle avait été plus en plus prise des écarts de colère de son père et voyait, avec terreur, approcher les fins de semaine. Dans la nuit du samedi au dimanche 21 mars 1976, elle le poignardait vingt et une fois.

Après le verdict, qui condamnait Noreen à sept ans de prison, une vaste campagne d'opinion dans les deux Irlandes et aux Pays-Bas pour obtenir la révision de son procès. La plupart des organisations politiques d'Ulster — à l'exception des parties protestantes — signèrent des pétitions pour sa libération.

Ces jours derniers, le frère de Norman Winchester, Albert, avait écrit à M. Mason, le secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, pour demander que sa nièce purge toute sa peine, ou qu'elle soit jugée une nouvelle fois. Il assurait que la campagne destinée à la libérer jetait le discrédit sur le mémoire de son frère et qu'elle était, de fait, inspirée par des « révolutionnaires internationaux » dont certains — les Hollandais — s'appuyaient sur les fameux groupes terroristes Baader-Meinhof.

Le conseil d'administration du syndicat, dont le conseil d'administration des établissements de jeux pu a tant que personnes morales, avait auparavant été renouvelé pour moitié. Les onze casinos sortants accueillent le renouvellement de leur mandat, mais deux autres établissements, ceux de Boulou (Pyrénées-Orientales) et de

La Roche-Posay (Vienne), qui étaient candidats, ont été élus au détriment du Ruhl de Nice et du casino de Besençon.

Le vote de défiance des adhérents du syndicat à l'égard de ces deux casinos paraît être la conséquence de derniers événements qui se sont produits sur la Côte d'Azur et qui ont contribué à jeter un certain discrédit sur le profession. Plusieurs croupiers du Ruhl, convaincus de malversations, ont récemment été inculpés. Le P.-O. du casino de la Promenade des Angéles, M. Jean-Dominique Fraillon, a également défrayé la chronique en prenant, dans des conditions contestées, le contrôle de son voisin et concurrent, le Palais de la Méditerranée, qui a déposé son bilan le 12 avril dernier.

M. Maurice Guérin, actionnaire et ancien P.-O. G. du Palais de la Méditerranée, a été lui-même inculpé, le 28 mars 1977, pour faux en écritures commerciales et usage de faux, et la suite d'une plainte déposée par Mme Renée Le Roux, qui l'avait remplacé à la tête de l'établissement en juillet 1975. (1) Mme Le Roux avait accusé M. Guérin d'avoir modifié, après son adoption, un procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration. D'autres actions en justice ont été introduites depuis par chacune des deux parties à propos de leurs gestions respectives.

GUY PORTE.

(1) M. Guérin avait aussi démissionné du poste d'administrateur du Syndicat des casinos, qu'il détenait comme directeur responsable du Palais de la Méditerranée, tout en conservant ses fonctions de président. M. Guérin, administrateur du Ruhl, avait été coopté en remplacement du représentant du Palais de la Méditerranée, au février 1976.

## Le vingt-cinquième congrès de la coopération ouvrière. Une nouvelle chance pour la libre entreprise collective?

« Nous nous sommes bien comportés, mais nous avons encore beaucoup d'efforts à développer... » Les dirigeants de la Confédération générale des sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP) — qui viennent de réunir, à Paris, son vingt-cinquième congrès — sont, finalement, satisfaits : une satisfaction nuancée sans doute, mais pas de morosité. Les coopératives ouvrières ont, en effet, bien tenu le coup : « Les SCOP ont accru sensiblement leur activité pendant les trois années de crise (...). La progression du chiffre d'affaires (1976/77) excède nettement celle de l'indice des prix à la consommation, ainsi que celle de l'indice de production... Résultat d'autant plus notable, indique-t-on avec raison, que plus de 45% des SCOP appartiennent au bâtiment et 10% aux industries graphiques... » Certes, il y a eu des déceptions : d'octobre 1974 à mars 1978, dix-neuf SCOP ont disparu, mais deux cent quatre nouvelles coopératives ont été créées, de moins celles qui ont disparu, soit cent cinquante-six coopératives et 4 200 millions de chiffre d'affaires en 1977.

Le bilan social est, aussi, optimiste : « en matière de rémunération, nous sommes supérieurs aux moyennes nationales ou professionnelles... Pour le reste, si on additionne les avantages sociaux et les méthodes de gestion, on aboutit à un bilan impressionnant », déclare le secrétaire général, M. Antoni. Les conditions de travail ? On admet que l'innovation a quelque peine à passer : « Nous sommes conscients que nous sommes un peu en retard sur le caractère démocratique de notre statut. La biléti- tion du vote ne résout pas tout. Mais nous ne sommes pas en retard. Les horaires mobiles par exemple : dans telle SCOP, ils existent depuis... 1965 ! »

Aujourd'hui, la Confédération possède de sérieux arguments pour défendre la coopération dans les chances d'offrir à la coopérative ouvrière. La majorité des nouvelles SCOP sont des créations spontanées, celles de « travailleurs qui veulent s'affranchir du salariat par l'association, et cette source est loin de se tarir », mais depuis quelques années deux lets nouveaux sont à noter : la transformation contractuelle d'entreprises pri-

vées, en bon état de marche, en SCOP et la demande conjointe des « ouvriers et du patron, qui estime que le périmètre de son affaire „asse par cette formule (de 1960 à 1974, seulement trois cas et plus d'une vingtaine ces trois dernières années) ; ensuite, la reprise d'exploitations délaissées par le personnel. Preuves générales de canards botteurs ?

« Non pas, tout fait sur dix, nous déconsignons les reprises sous cette forme ; en outre, nous exigeons toujours avec l'accord des syndicats ou de l'organisation majoritaire », mais cela grince parfois avec des syndicats réticents ou hostiles. L'enthousiasme n'est pas toujours partagé. Des exemples récents l'ont montré avec l'opposition de la C.G.T. chez Nardonnat dans les Yvelines, celle de la C.F.D.T. chez Tepez près de Lyon... et l'affaire Lip est en gestation difficile.

Mais la Confédération, qui assure l'ajustement de la production et qui sont montés, même en son sein, le contentieux des mêmes générations, croit ferme à un tournant : « Nous avons l'ambition de créer un véritable secteur industriel de la libre entreprise collective. » Des mots audacieux mais rapprochés qui font encore peur : dans les banques, chez les syndicats, dans certaines administrations, on les trouve « sympathiques » mais sans plus. Et les disciples de Rochdale (1) de réclamer un aménagement du système de crédit pour eux mais aussi pour toutes les P.M.E. L'aveux ? Ils croient dans la petite unité de production, en liaison peut-être avec les communes, et demandent plus de souplesse dans les diverses réglementations. Certes un projet de loi sur la SCOP est en discussion au Parlement, il voudrait plus et espèrent que certains « vigoureux refus » de l'ancien ministre du travail, M. Christian Boulicq, seront reconstruits, notamment dans le cas des faillites : les salariés s'ils le veulent, ne devraient pas avoir un droit privilégié de préemption ? Les sénateurs et les « nouveaux députés » leur donneront peut-être une nouvelle chance.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Le bureau du mouvement coopératif de Grand-Bretagne.

## Le Ruhl est écarté du conseil d'administration du syndicat des casinos

De notre correspondant régional

Cannes. — M. Jacques Gilbert, administrateur directeur général de la Société des hôtels et casinos de Deauville, a été élu, jeudi 22 avril, président du Syndicat national des casinos autorisés de France, dont il était l'un des vice-présidents depuis 1960. Né le 21 juillet 1913 à Courbevoie (Hauts-de-Seine), M. Gilbert, qui est également vice-président du groupement des grands hôtels français et membre de la commission supérieure du tourisme, succède à M. Maurice Guérin, président-directeur général du casino de Sautelemur-Mer (Alpes-Maritimes), qui était en fonction également depuis 1960.

Le conseil d'administration du syndicat, dont le conseil d'administration des établissements de jeux pu a tant que personnes morales, avait auparavant été renouvelé pour moitié. Les onze casinos sortants accueillent le renouvellement de leur mandat, mais deux autres établissements, ceux de Boulou (Pyrénées-Orientales) et de

La Roche-Posay (Vienne), qui étaient candidats, ont été élus au détriment du Ruhl de Nice et du casino de Besençon.

Le vote de défiance des adhérents du syndicat à l'égard de ces deux casinos paraît être la conséquence de derniers événements qui se sont produits sur la Côte d'Azur et qui ont contribué à jeter un certain discrédit sur le profession. Plusieurs croupiers du Ruhl, convaincus de malversations, ont récemment été inculpés. Le P.-O. du casino de la Promenade des Angéles, M. Jean-Dominique Fraillon, a également défrayé la chronique en prenant, dans des conditions contestées, le contrôle de son voisin et concurrent, le Palais de la Méditerranée, qui a déposé son bilan le 12 avril dernier.

M. Maurice Guérin, actionnaire et ancien P.-O. G. du Palais de la Méditerranée, a été lui-même inculpé, le 28 mars 1977, pour faux en écritures commerciales et usage de faux, et la suite d'une plainte déposée par Mme Renée Le Roux, qui l'avait remplacé à la tête de l'établissement en juillet 1975. (1) Mme Le Roux avait accusé M. Guérin d'avoir modifié, après son adoption, un procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration. D'autres actions en justice ont été introduites depuis par chacune des deux parties à propos de leurs gestions respectives.

GUY PORTE.

(1) M. Guérin avait aussi démissionné du poste d'administrateur du Syndicat des casinos, qu'il détenait comme directeur responsable du Palais de la Méditerranée, tout en conservant ses fonctions de président. M. Guérin, administrateur du Ruhl, avait été coopté en remplacement du représentant du Palais de la Méditerranée, au février 1976.

AVANT LE CONGRES DES PAYSANS

Boumediens dénoncent les comportements bureaucratiques et la corruption

Fondateur : Hul

Unanimité pour refus aux Brigades

La nouvelle lettre de M. AV... (1) Le bureau du mouvement coopératif de Grand-Bretagne.

PORTUGAL, AN IV

Quatre ans après la révolution de 1974, qui a mis fin à un demi-siècle de dictature, la révolution a restauré les libertés étouffées, mais la gauche civile et militaire, a créé beaucoup de terrain, et des voix s'élèvent à droite pour réclamer la remise en cause des fruits du nouveau régime, dans les urnes et dans les champs.

Moi, Anouar né et élevé sur le je dédie ce livre monde entier. Cette histoire un long trajet en identité est intimide de mon pays et c a tendu à servir du droit, de la li de la paix.

سكوتيا